

العدد 408

32 - FÉVRIER 1988

● MÉMOIRE SANS DÉFAILLANCE : DES NAZIS PARLENT

Pages 4 à 6

LE MONDE diplomatique

32 pages - 15 F

Algérie : 4 DA
Arabie Saoudite : 19,00 F
Belgique : 95 FB
Canada : 2,25 \$ C
C.F.R. : 900 F CFA
Espagne : 270 P
E.U. : 2,50 \$ US
Gr.-Bret. : 1,10 £
Irlande : 1,70 £
Italie : 3,500 lire
Japon : 14,50 ¥
P.-Bas : 5,00 Fl.
Singap. : 900 F CFA
Suisse : 3,80 FS
Tunisie : 1,700 m

Abonnements : voir tarif page 5

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

N° 408 - 35^e année

MARS 1988

Le sucre
sous l'empire
des Grands

(Pages 23 à 26.)

LA FRANCE DANS LE MONDE

Réalisme et éthique en diplomatie

« Selon l'honneur que tu flatteras dans l'assistance, ton discours pourra tour à tour être plébe ou aristocratique, noble ou vulgaire, proléte ou concis, subtil ou grossier. Il est bon en tout cas qu'il soit obscur car l'homme redoute la clarté... Rappelle-toi que moins les auditeurs te comprendront, plus ils auront confiance dans ta science. »

PRIMO LEVI (1)

A prix d'or, ils ont inscrit sur les murs de nos villes leurs profondes pensées. Plus vaste le panneau d'affichage, plus bref et plus creux le slogan. Pour quelques centaines de millions de francs (2) dont l'origine reste entourée de mystère. Exercice : calculez le coût unitaire du mot qui ne dit rien. Les candidats espèrent-ils que le chaland sera fasciné par le vide ? N'ont-ils donc rien à dire ? Ou bien pensent-ils pouvoir impunément se moquer des électeurs ?

Pourtant, le président qui sera élu dans deux mois tracera la route du pays dans un univers à la fois fragile et bouillonnant, aussi plein de promesses que de dangers. Sur tous les fronts d'activités, se manifestent le meilleur et le pire. Ainsi le monde occidental se voit offrir des perspectives, mais voit simultanément s'aggraver des menaces qui atténuent les rêves. L'Europe, pour sa part, n'a point perdu le goût d'irritantes querelles, mais s'achemine quand même vers le grand marché unique de 1992. Le camp des démocrates s'est réjoui d'accueillir de nouvelles recrues, mais, des Philippines à l'Amérique latine, leur endettement entretient une agitation sociale qui stimule déjà l'ambition de prétendus « hommes forts ». A l'Est, M. Gorbatchev bouleverse un jeu trop longtemps figé, ébranle de stériles routines, veut se retirer d'Afghanistan, mais voit gronder le mécontentement dans son glacieux de démocrates assez peu populaires. La violence n'en finit plus d'ensanglanter l'Afrique du Sud, l'Amérique centrale, le Proche-Orient.

Par CLAUDE JULIEN

A nos portes, toujours convoitée par les puissances, l'Afrique ne sait même plus comment échapper à sa dérive. Pendant que, multipliant les victimes, la famine et les armes continuent de frapper, la science ouvre de nouveaux horizons, fait surgir les miracles technologiques, mais, trop sûr de lui ou désespéré, l'esprit humain ne sait à quelles fins utiliser les prodigieux outils qui lui sont ainsi offerts. Partout, craintes et espoirs.

Ce monde n'est certes pas en train de sombrer. Il ne change pas seulement de visage : à une cadence accélérée, il se métamorphose en profondeur, invente des formes nouvelles qu'il faut savoir modeler, façonner. Pour le rendre plus équitable ou plus injuste ? plus paisible ou plus violent ? plus digne ou moins vivable ? Comment ?

LES grandes figures engagées dans la compétition en cours vous le disent sans fard. Parfaitement claires, trois options principales vous sont offertes. En dépit de la complexité de cette époque, elles ont le mérite de tenir en peu de mots. Vous avez le choix : prononcez-vous pour la « génération Mitterrand », ou pour « Barre, et ça repart », ou pour « le courage, oui, c'est Chirac ! ». Par la vertu d'aussi riches réflexions, le monde, demain, sera meilleur.

Pourrait-on naïvement croire, avec Time (3), que, entre MM. Mitterrand, Chirac et Barre, « il existe un consensus sur les grandes orientations en matière de politique économique, de défense et de diplomatie » ? Outre qu'elle rendrait inconnue toute préférence pour l'un ou l'autre des candidats, pareille illusion préparerait à coup sûr d'amers réveils. Car le revers des familles, le taux de chômage, la capacité de financer une défense crédible

ble et des services publics efficaces, tout ce qui conditionne le bien-être matériel et spirituel des citoyens est inséparable de l'aptitude du futur président à évoluer dans la jungle des rivalités internationales : rivalités financières, commerciales, technologiques, idéologiques, militaires. Si extravagant qu'en soit le prix, aucune campagne d'affiches ou d'annonces publicitaires dans les journaux ne peut jeter la moindre lumière sur les possibilités qui s'ouvrent au pays.

Les partis manquent gravement à leur mission chaque fois qu'ils traitent superficiellement les grandes affaires mondiales. Ils s'y sentent encouragés par la répugnance de nombreux électeurs à se plonger dans l'aridité des dossiers financiers, stratégiques, diplomatiques. Qui brisera ce cercle vicieux ? Pour ce faire, quelle meilleure occasion qu'une campagne présidentielle ? Mais chacun va répétant que la politique étrangère pèse peu dans le verdict des urnes. C'est oublier qu'elle conditionne, sur la scène internationale, la réussite ou l'échec de toute politique économique et sociale.

DANS ce qu'elle a de plus archaïque, la culture nationale privilège paradoxalement une vision spatiale de la diplomatie : relations avec d'autres Etats, géographiquement plus ou moins proches, que leur position stratégique, leurs richesses, les liens historiques qu'ils ont noués, etc., recommandent à l'attention du pays. Depuis longtemps déjà, le souci primordial de la sécurité du territoire n'a cessé d'élargir l'aire d'intervention des Etats. Dans le prolongement de la plus stricte diplomatie des frontières, la notion même de proximité a été bousculée : en témoignait déjà l'aide aux Insurgents d'Amérique.

(Lire la suite page 10.)

(1) Primo Levi, « Un testament », dans le recueil de nouvelles intitulé *Ultima*, éditions Liana Levi, Paris, 1987, p. 164. Ce testament est celui que laisse à son fils un célèbre architecte de l'après-guerre.

(2) France « lourde », bien entendu.

(3) « The Race Is On : A presidential campaign begins with near consensus on the issues », *Time*, 15 février 1988.

UN ETAT SANS DÉFENSE ?

La dérive israélienne

Trois mois de révolte dans les territoires occupés par Israël depuis vingt ans ont eu pour effet de resserrer les liens entre les Palestiniens « de l'intérieur » et l'Organisation de libération de la Palestine (voir page 18). Ni l'Egypte, ni la Jordanie ne peuvent plus désormais soutenir un projet d'autonomie qui viserait au contraire à les distendre. Mais en cette année d'élections aux Etats-Unis, en France et en Israël même, les alliés occidentaux de l'Etat juif n'ont rien d'autre à proposer, comme l'a clairement démontré la récente tournée au Proche-Orient de M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain.

Face à ses adversaires arabes, Israël a toujours pu compter, pour assurer sa survie, sur l'assistance militaire et économique des Etats-Unis. Mais quelle aide extérieure pourrait le défendre contre lui-même ? Le plus grave danger aujourd'hui, pour l'Etat juif, est l'incapacité de ses dirigeants à accepter une autre solution que la force militaire pour mettre fin à l'insurrection palestinienne. Une telle politique laisse l'Etat sans défense contre l'érosion des valeurs démocratiques (voir ci-dessous et pages 17 à 19) sans lesquelles la société israélienne ne peut maintenir sa cohésion.

Par AMNON KAPELIOUK

« Il aurait fallu tuer cinquante Palestiniens d'un seul coup et on aurait eu la paix pendant trente ans (1). » Deux semaines après le début des émeutes en Cisjordanie et à Gaza, M. Beny Chalit, député du Likoud (droite nationaliste), proposait ses remèdes à une société israélienne encore sous le choc. Passé le premier désarroi, la majorité de la population juive adopta un comportement « tribal » : elle se rallia à ses chefs et à leurs explications selon lesquelles les coupables étaient les lanceurs de pierres. Les expropriations de terres, les sévices et les tortures, les expulsions, toutes ces violations quotidiennes des droits de l'homme qui avaient ponctué les vingt années de l'occupation étaient oubliées par l'homme de la rue.

Stupéfiante mais triste réalité : dans leur majorité, les Israéliens, fils d'un peuple qui a subi, au cours des siècles, tant d'humiliations et de tentatives d'annihilation, se bouchaient les oreilles et refusaient d'entendre les cris d'un peuple spolié aspirant à vivre dans la dignité et l'indépendance.

L'establishment israélien s'est bien laissé surprendre par l'insurrection. Comme à la veille de la guerre d'Octobre en 1973, les dirigeants, attachés à des conceptions figées, n'ont pas vu arriver la tempête. En 1973, avec l'attaque de l'armée égyptienne, s'effondra le mythe du « statu quo qui durera tant que nous le voudrons ». En décembre 1987 s'achevèrent les rêves insensés de « présence éternelle » dans les territoires occupés. En 1973 comme en 1987, pourtant, tous les indices

confirmaient que l'orage approchait. Mais les yeux et les cerveaux étaient fermés.

Les avertissements n'avaient pas manqué. Le professeur Yechayahu Leibovitz, de l'université hébraïque de Jérusalem, avait prévenu, dès le début de l'occupation en 1967, qu'en consacrant toutes ses ressources et ses efforts à la domination des Palestiniens, l'Etat d'Israël deviendrait une « monstruosité ». Mais qui voulait entendre ce Cassandre ?

An début du soulèvement en décembre dernier, les responsables israéliens ont cherché des raisons spéculatives pour l'expliquer. Le premier ministre, M. Shamir, a ainsi déclaré que l'opération du commando palestinien au nord d'Israël, à la fin novembre (2), « était la cause principale des émeutes dans les territoires occupés (3) ». M. Rabin, ministre travailliste de la défense, a longtemps soutenu que les troubles « se termineraient bientôt ». Il fallut attendre deux mois pour que le même ministre reconnaisse que les émeutes continueraient « jusqu'à ce qu'on aboutisse à un règlement politique [du problème palestinien] (4) ».

(Lire la suite page 17.)

(1) Yediot Aharanot, 23 décembre 1987.

(2) Le 26 novembre, un homme avait traversé la frontière libanaise en déshabillé et accompagné une cassette vidéo, tenant six soldats et en blessant neuf autres.

(3) Haadashot, 26 janvier 1988.

(4) Entretien avec le Wall Street Journal, 10 février 1988.

ECONOMICA

LA COHABITATION FROIDE Charles DEBBASCH	145 F
LA POLITIQUE SAISIE PAR LE DROIT Louis FAVOREU	50 F
LA MONNAIE Michelle de MOURGUES	185 F
ELEMENTS D'ECONOMIE POLITIQUE PURE Léon WALRAS	350 F
LES OPERATIONS DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL, 2 ^e éd. Michel LELART	195 F
COMMENT TROUVER AIDES ET FINANCEMENTS Jean-Louis BORLOO et Gérard PROUTHEAU	280 F
ANALYSE FINANCIERE Elie COHEN	185 F
LA VOLONTÉ D'ETRE FRANCE Christian SAINT-ETIENNE	95 F
SPECIALISATION INTERNATIONALE ET INTEGRATION EUROPEENNE Philippe ROLLET	50 F
SPECIALISATION INTERNATIONALE ET COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE JAPONAISE Philippe SAUCIER	50 F
LE COMMERCE EST-OUEST François SEUROT	50 F
LES ECHANGES SUD-SUD François VELLAS	40 F

Chez Votre LIBRAIRE

ou L'ÉCONOMICA : 43, rue Ménilmontant - 75015 PARIS - Tél : 45.79.93.58 / 45.78.12.82

DANS CE NUMERO : Le retour des vraies valeurs

Echec d'une diplomatie « militaro-économique » où les valeurs de civilisation s'effacent devant des intérêts importants mais très terre à terre. Dans ce monde en plein bouleversement, les positions de la France reculent, et pourtant les candidats à l'élection présidentielle restent d'une stupéfiante discrétion. Claude Julien s'efforce alors de dégager les lignes de force d'une politique étrangère plaçant « la France dans le monde », où la construction d'une Europe attachée à la défense des principes démocratiques serait l'objectif prioritaire (pages 1 et 10).

LA LEÇON DE L'HISTOIRE

Alexandre Szombati terminait son enquête sur le « génocide des juifs » durant la seconde guerre mondiale (pages 4 à 6) quand éclata, le 8 décembre, le « soulèvement des Palestiniens de l'intérieur » (pages 1 et 17 à 19). Ce télescopage de l'histoire, à cinquante ans d'intervalle, choque tous les esprits. Seuls les plus aveugles refuseront de reconnaître la leçon qui est ainsi donnée : la démission, hier, des démocrates européens devant la montée du fascisme et du nazisme (voir aussi l'article de Georges Schœur à propos du « cinquantenaire de l'Anschluss », page 7) ne condamne pas, aujourd'hui, les Européens à se taire devant les dangers qui menacent à la fois la démocratie israélienne et les Palestiniens en quête d'un Etat.

LOI DU MARCHÉ

Mais l'Europe « des droits de l'homme » vaque à ses affaires. Elle a ses millions de pauvres, réduits à la condition d'assistés, et du même coup déjà « exclus de la démocratie » (voir page 11). La France voit s'écrouler des pans entiers de son industrie. Cette fois,

c'est dans l'industrie de l'armement, l'un des piliers de l'économie, que s'annoncent de nouvelles suppressions d'emplois (pages 8 et 9). Bien plus grave, cependant, est la crise de son « industrie de l'audio-visuel » (pages 20 et 21) qui compromet la maîtrise du développement culturel de tous les citoyens.

Mêmes distorsions à l'échelle mondiale, comme le montre l'exemple de « l'industrie sucrière » dont les mutations se font « sous l'empire des Grands » (pages 23 à 26), aggravant les inégalités entre producteurs du Nord et du Sud.

LE CULTE DU PASSÉ

Que le culte des affaires ne suffise pas à combler les exigences de l'esprit, le Japon en donne une preuve éclatante (voir page 16 et la quête du sacré à l'horizon de l'an 2000). Tandis qu'un universitaire américain se penche, lui, avec un regard critique, sur l'œuvre des plus éminents historiens français exaltant ces « lieux de mémoire » (pages 28 et 29) où la nation française contemple ses racines. Mais « l'impuissance des écrivains français » (page 22) témoigne bien du désarroi qui s'installe lorsque les intellectuels se laissent couper des valeurs de leurs sociétés en cédant aux mirages du « miracle économique ».

Lire le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 408 - 15,00 F



3792136015009 04080

Février 1988

Carl Schmitt et le nazisme

Plusieurs lecteurs - à la suite d'une correspondance intitulée « Carl Schmitt, théoricien du national-socialisme » et publiée dans notre numéro d'octobre dernier - nous ont écrit pour apporter des précisions sur la nature des rapports entre Carl Schmitt et le nazisme.

Selon M. Pierre Bérard, professeur à l'université de Besançon :

Comme beaucoup d'intellectuels allemands de sa génération, Schmitt fut traumatisé par la défaite de 1918. Révolté par le « diktat », il devint un des adversaires les plus déterminés de la République de Weimar, dont il ne cessa de dénoncer les fondements constitutionnels (...). Schmitt n'adhérait aucunement à la Weltanschauung raciste du nazisme (...). Il fut également un adversaire de la philosophie des Lumières et du libéralisme qui en découle, mais ce point de vue était partagé à l'époque, non seulement par les penseurs de la « révolution conservatrice », mais aussi par de nombreux théoriciens de gauche (...). Les recherches [sur Schmitt] se sont multipliées

en France grâce au remarquable travail du professeur Julius Freund, un résistant de belle envergure qui ne peut être suspecté d'aucune complaisance à l'égard du nazisme (...). Savez-vous, enfin, qu'en Italie de nombreux intellectuels socialistes et communistes ont positivement intégré Schmitt à leur appareil de référence ?

M. Jean-Louis Feuerbach, avocat à Strasbourg et auteur d'un ouvrage intitulé « la Spatiologie politique chez Carl Schmitt », estime que :

« Carl Schmitt n'a jamais exercé aucune influence au sein de la mouvance du national-socialisme. Membre du Zentrum, puis juriconsulte de la droite nationale anti-hitlérienne (de Von Schleicher notamment), Carl Schmitt a été mis à l'index en 1936 par la SS et ses anciens étudiants (Koellreuter, Hoehn et Daitz notamment). Par crainte pour sa personne et ses proches, il a renoncé à sa chaire. Il a ainsi échappé à Nuremberg et à la dénazification.

« Un nouveau maître à penser : l'entreprise »

Dans son article « Un nouveau maître à penser : l'entreprise », (le Monde diplomatique, août 1987), Bernard Cassen évoquait le conformisme et les habitudes d'obéissance aveugle à la hiérarchie de beaucoup de cadres supérieurs français. Elève à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA) de Rennes - où il est entré sur dossier en deuxième année et non pas à l'issue de deux ou trois années de classes préparatoires - M. Eric Favre nous écrit pour souligner les carences du système de formation des ingénieurs :

Avant d'entrer dans une école, les futurs ingénieurs doivent effectuer deux à trois ans en classes préparatoires. Ils seront complètement isolés du monde. Pour réussir, ils devront exclusivement travailler (...).

Hélas, ces années (dix-huit, vingt ans) sont celles où l'individu devient adulte en se forgeant des idées et une échelle de valeurs qui lui sont propres. Ce phénomène est souvent amplifié par le départ du futur étudiant vers une ville d'étude loin du milieu familial (...).

On pourrait penser que les élèves entrant en école d'ingénieur ont un for-

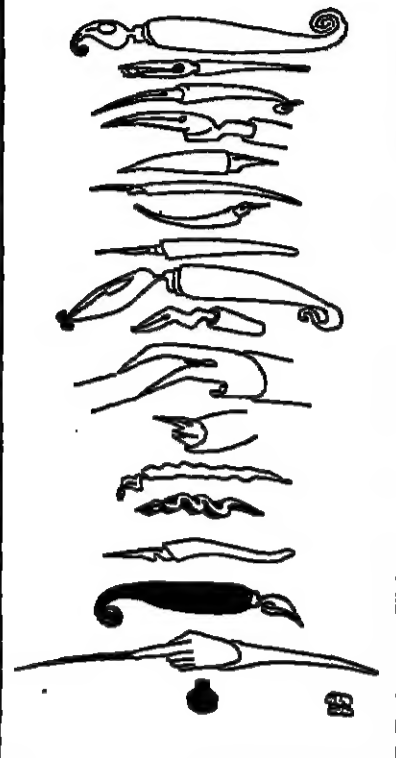
midable besoin de rattraper ce retard. Or l'école est un microcosme. Elle présente bien souvent sur le même lieu les salles de cours, un réfectoire, une cité, un hall de sport permettant d'avoir les loisirs sur place. Les clubs en tous genres foisonnent et permettent de rester entre élèves sans aucun désir d'intégrer des gens de l'extérieur, tels que des étudiants de la faculté par exemple. On vit en marge de la ville, bien loin des réalités qui incitent à réfléchir aux problèmes du monde moderne.

Dans ce microcosme, il y a une impossibilité d'exister en tant qu'individu. L'élève fait partie d'un groupe et n'existe que par ce groupe. Du fait de la promiscuité, les échanges n'ont pas lieu d'individu à individu, mais d'individu au groupe. L'élève n'a pas la possibilité de s'individualiser et d'acquiescer une pensée qui lui est propre.

Ce microcosme est une monde clos. Il n'y a pas d'apport d'idées nouvelles de l'extérieur. Rien ne vient ébranler ou même apporter une pierre à l'édifice (...).

C'est peut-être pour cela qu'ici à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie de Rennes, je ne porte plus le nom d'étudiant mais d'élève...

COURRIER DES LECTEURS



« Sauver le Sahel »

M. Jean Ferrière, de La Parcq, ne partage pas l'opinion de René Lenoir (« Sauver le Sahel », le Monde diplomatique, novembre 1987) quant aux possibilités de reboisement grâce au jojoba :

Le jojoba est une plante à croissance extrêmement lente, contrairement à ce que M. Lenoir affirme, et à faible développement végétatif, ce qui le rend assez peu efficace pour lutter contre l'érosion. (...) C'est certainement l'une des cultures alternatives les plus prometteuses à condition de la développer dans des zones écologiques conviviales. Mais cette plante, ainsi que le pourpier, n'est pas une plante miracle qui transformera le désert en oasis.

A propos du même article, M. Pierre Jacolin apporte quelques idées complémentaires pour revivifier cette région où il travaille depuis treize ans. Notamment :

Redonner le pouvoir aux vrais responsables du développement, les paysans eux-mêmes. Ce pouvoir est actuellement confisqué par une administration qui ignore une partie des réalités du terrain. Ou du moins qui n'a pas les moyens de s'investir sur le terrain. Quand les reboisements ne marchent pas, c'est souvent moins pour des questions techniques que pour des questions d'attribution : à qui reviendra le bois ?

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé, dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

En réponse à cet appel nous avons reçu, à la fin du mois de janvier 1988, la somme de 26 231 F. Depuis cette date, 4 432 F sont venus s'ajouter au fonds, se répartissant comme suit : 5 chèques de 50 F ; 4 chèques de 100 F ; 1 chèque de 150 F ; 6 chèques de 200 F ; 3 chèques de 250 F ; 3 chèques de 313 F ; un chèque de 343 F et un chèque de 400 F. La somme totale s'élève donc pour l'instant à 30 663 F.

Le comité de gestion de ce fonds, constitué par M^{me} Claire Brisset, M. Jacques Chonchol, M. Pierre de Charentenay, M. Edmond Jouve, M. Tchicaya U Tamsi, s'est de nouveau réuni dans nos locaux le 24 février 1988 et a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous enverrons gratuitement notre journal dans le courant de ce mois.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous.

M. ou M^{me}
 N° rue
 Code postal
 Lecteur de « Monde diplomatique » depuis ans, verse par
☐ chèque bancaire ☐ chèque postal
 la somme de :
☐ 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.
☐ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.
☐ 343 F pour un abonnement en Asie.
 ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinées au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.
 (Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressés au Monde diplomatique, « Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 09).

« Les armes de l'Europe »

A propos des articles publiés sous le titre « Les armes de l'Europe » (le Monde diplomatique, janvier 1988), M. Jean Miale, fondateur des groupes Rencontres, nous adresse les réflexions suivantes, touchant un point essentiel trop souvent négligé :

Il faut donc faire l'Europe militaire, dont on parle depuis une bonne dizaine d'années, sans que les actes suivent réellement. On parle des principes, des armements, des doctrines, parfois même des systèmes de forces. Mais on ne parle pratiquement jamais des militaires, de ceux qui sont les acteurs essentiels de cette défense (...).

Ce silence se perpétue dans toutes nos nations, sauf peut-être en Grande-Bretagne. Je pense que l'origine de cette attitude est à chercher dans le fait que les armées de ces nations ont toutes été, en 1939-1944, des armées vaincues et même écrasées. Leurs échecs ultérieurs, dans les guerres de décolonisation (...), ont entretenu des mauvais souvenirs dans l'opinion publique. Les économies bétaïes, de caractère politique, commises par les militaires de France, de Grèce surtout, d'Espagne, voire du Portugal, sont venues ajouter leurs effets nocifs à cette méfiance des populations.

Mais maintenant que les choses, partout, sont rentrées dans l'ordre, grâce aux efforts considérables et couronnés de succès réalisés par les armées de notre Europe, il faudrait leur redonner la confiance et la considération sans lesquelles elles ne peuvent être elles-mêmes (...). Je suis obligé de recom-

tre que tel n'est pas le cas actuellement. Le livre que j'ai publié en juin dernier, en collaboration avec Jean Schlumberger, chez Economica, sous le titre le Moral des troupes, 1962-1986, m'a permis de le constater (...). Les généraux et officiers supérieurs qui l'ont lu en sont enchantés, mais les rares civils qui l'ont connu l'ont trouvé « chiant », comme me l'a dit le directeur général d'une association, ou s'en sont totalement désintéressés. Dans les milieux spécialisés dans la communication militaire, on s'est étonné de ma naïveté lorsque j'ai fait part de ce fait. Il y est admis que tout ce qui concerne l'institution militaire, et donc les hommes qui en font partie, ne trouve aucun écho dans la presse écrite, parlée ou télévisée.

Je ne crois pas que ce livre soit un chef-d'œuvre. Sans doute est-il exagérément sérieux. Il ne fourmille pas d'anecdotes ni de scandales. Il se veut simplement vrai et contient par là même un éloge envers les chefs, l'encadrement et les hommes qui ont permis d'obtenir un redressement du moral et de la valeur de nos armées, à vrai dire inespéré en 1962.

Mais cela, les faits le prouvent, il est impossible de le dire et de le faire dire. La grande muette est aussi la grande invisible.

C'est à des attitudes comme celles-là que l'attribue le piètement de l'idée de défense de l'Europe. Aussi longtemps qu'elle durera, l'Europe restera faible militairement et le jouet des Deux Grands dans leur tête-à-tête.

des guerres terribles et dévastées l'Europe entière.

Ceux, au contraire, qui veulent la démocratisation de l'Europe et qui ne consentiraient pas « à se combiner au potentiel de la dissuasion nucléaire française », ce sont ceux qui acceptent la réalité des deux Allemagnes, et des frontières de Potsdam. Ils ont appris la leçon de l'histoire. Ce sont aussi ceux qui plaident pour une réconciliation avec l'URSS, n'oubliant pas que ce pays a toutes les raisons du monde de craindre l'agressivité d'un peuple (et l'arme nucléaire aux mains de ses militaires) qui, en 1941, l'a envahi en dévastant son territoire avec une barbarie incomparable, ce qui a coûté la vie à vingt millions de ses hommes. Cette « autre Allemagne », qui refuse la coopération nucléaire, désire « conforter la paix » en Europe, une paix qui repose sur le principe stable de la détente, et non sur celui - beaucoup plus précaire que vous ne le jugez dans votre journal - de la dissuasion (Abschreckung !). Si la France veut construire une paix durable, qu'elle soit l'alliée de cette « autre Allemagne » ; si vous craignez la réunification, unissez-vous à ceux qui y ont vraiment renoncé.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
 Directeur : Claude JULIEN
 Rédaction en chef :
 Michelle PAUNET
 Ignacio RAMONET
 Rédaction : Christian DE BRIE,
 Bernard CASSIN, Jacques DECORNOY,
 Alain GRESH
 Secrétaire de rédaction :
 Solange BRAND
 RÉDACTION
 7, rue des Italiens
 75421 PARIS CEDEX 09
 Tél. : MONDIPAR 650572 F
 Tél. : 42-47-91-27

Publicité : le Monde Publicité S.A.
 Responsable : Antoine Gaurin
 5, rue de Montessmy,
 75007 Paris.
 Tél. : 45-55-91-83 ou 45-55-91-71
 Reproduction interdite de tous articles,
 sauf accord avec l'administration.



études de voyages et expéditions dans la tradition du désert

ALGÉRIE, NIGER, MAURITANIE
 Projeter ou construire votre voyage

AVEC D'AUTENTIQUES GUIDES SAHARIENS et des

SPECIALISTES INCONTESTÉS du désert

Renseignements sur l'ensemble de nos voyages :

L'ATELIER SAHARIEN

« le Village »

38410 Saint-Martin-d'Urge

Tél. : 76-89-52-19

Liberté d'enseignement

Cherchez-vous une école ?

Canton de Vaud (Région du Léman) Suisse

Le canton de Vaud - mondialement connu pour son enseignement privé - vous offre plus de 80 écoles privées répondant aux besoins de vos enfants.

FRANCAIS
 Cours intensifs : 4-11 semaines. Pour adultes dès 16 ans. Externat. Objectif : réellement communiquer. Diplômes officiels. - Beaulieu 19, C.P. 136, CH-1000 Lausanne 9
 Tél. 19421/37 68 15

ST. GEORGE'S SCHOOL
 CH-1875 Clarens-Montreux
 Internat international anglais de jeunes filles (9-18ans). Etudes secondaires complètes. Progr. anglais et américain. Musique, peinture, théâtre, développement de la personnalité. Sports. Cours d'été pour garçons et filles (10-18ans).
 Tél. 19421-964 34 11 - Tx. 453131 geor.ch

ECOLE BLANC
 CH-1820 Montreux
 Dir. : P. A. Ruchat
 Rue Industrielle 29, tél. 19421/22 63 62
 Cours de secrétariat, Cours supérieurs d'études commerciales et de langues. Informatique. Préparation à l'apprentissage. Diplômes. Cours de français étrangers. Traitement de texte. Fondée en 1923.

Baccalauréat (séries A, B, C, D)
 Statut officiel de Collège et de Lycée français à l'étranger. Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.
 3, ch. de Préville - CH-1001 LAUSANNE
 Tél. 19421/20 15 01 - tél. fax 450.800 et ch. - Fax 19421/22 67 00

Patronné par l'Association Vaudoise des Ecoles Privées (AVDEP) et l'Office du Tourisme du Canton de Vaud (OTV).
LE SERVICE SCOLAIRE DES ECOLES PRIVEES
 vous conseillera gratuitement et sans engagement
 60, Av. d'Ouchy, 1000 Lausanne 6
 Tél. 19421-27 72 55
 Tél. fax 454.390

RÉALITÉ DES CHANGEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

Qui a peur de la démocratisation ?

DEVANT la situation actuelle en URSS, deux questions se posent : dans quelle mesure la politique dite de démocratisation mène-t-elle à un affermissement ou à un affaiblissement du pouvoir ? Jusqu'à quel point les réformes en cours risquent-elles de remettre en cause le modèle de société ?

Selon certains commentateurs, même s'il semble se modifier, le régime ne saurait se transformer ; car telle serait sa nature. Ce point de vue rappelle irrésistiblement celui de ces savants qui, au retour des vaisseaux de Magellan, continuaient à se demander, l'air entendu, si la Terre était ronde. Leurs descendants s'interrogent aujourd'hui, avec la même incrédulité, sur la réalité des changements en URSS alors que ceux-ci ont lieu sous leurs yeux...

Par MARC FERRO *

Le plus docté, sans doute, des intellectuels qui demeurent sceptiques à l'égard des réformes de M. Gorbatchev est Alexandre Zinoviev. Dans son nouveau livre, *Le Gorbatchevisme ou les pouvoirs d'une illusion*, il énonce trois critiques. En premier lieu, écrit-il, la « perestroïka » est seulement « verbale » ; elle n'a pas de réalité. En second lieu, M. Gorbatchev voudrait-il effectuer de véritables réformes qu'il ne le pourrait pas. Enfin, le pourrait-il, que la société empêcherait ces réformes d'aboutir car elles ne correspondent pas, selon Zinoviev, aux vrais besoins de l'« homme soviétique ».

De la part d'un dissident, le premier argument surprend, car enfin s'il était un trait qui, selon lui, définissait le régime soviétique, c'était bien que la parole y était captive. Or il est clair qu'aujourd'hui, en URSS, plusieurs discours sont possibles, simultanément, et que le pouvoir les encourage... Certes, dans quelques domaines, il existait déjà une pluralité de points de vue : en économie, par exemple, ou sur d'autres terrains, tel celui de la religion, ou d'autres encore... Mais ce qui n'était que toléré est désormais encouragé. Bien plus, toute parole du pouvoir n'est plus présentée comme l'expression d'une vérité scientifiquement irrefutable, mais comme une simple opinion susceptible d'être contestée, mise en cause : chacun peut parler en son nom, dire « je pense que », alors que depuis des décennies, seul le parti était l'instance de réflexion et l'organe d'expression unique de la société — sinon la voix de l'histoire. Il était censé détenir le monopole de la vérité et affirmer la légitimité de son pouvoir au nom de cette vérité. On ne pouvait avoir raison contre lui.

Aujourd'hui, une instance du parti fait appel aux analyses de tous, indépendamment de l'appartenance de chacun au parti : en ce sens, il y a bien une révolution, au moins théorique, puisque les fondements de la légitimité du pouvoir, des décisions qu'il prend, peuvent ainsi se modifier.

La multiplicité des opinions gagne plusieurs sphères de la société. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder certaines émissions de la télévision soviétique... et de vérifier ainsi que les citoyens — au reste, les jeunes davantage que leurs aînés — ne se privent pas d'élargir cette brèche. Certaines de ces émissions sont ainsi devenues des aires d'autonomie au sein même du système. Or tel est le mode de recrutement des journalistes — par concours, par spécialité — qu'on voit mal comment ils ne pourraient pas constituer une sorte de « pouvoir parallèle », contribuant à révéler l'existence d'un véritable pluralisme des opinions.

Cette aire d'autonomie s'ajoute à quelques autres : le cinéma, d'abord, qui, depuis longtemps, témoigne de la possibilité, sinon de distribuer les films contestataires, du moins de les réaliser ; ce qui est plus difficile que de rédiger, seul, un *samizdat*, puisque des dizaines ou des centaines de personnes

sont mobilisées pour la réalisation d'un film. Or depuis une quinzaine d'années on ne compte plus les films qui ont pu ainsi être montés administrativement et financièrement, puis tournés, et enfin réalisés.

Le théâtre devient à son tour une aire d'autonomie, puisque, aujourd'hui, selon l'administrateur de la Taganka, il existe quatre-vingts théâtres expé-

riétés effectives, ce dernier écrit que M. Gorbatchev ne pourra pas faire grand-chose, « parce que, dans une société communiste, le pouvoir est loin d'être tout-puissant... L'action du secrétaire général est limitée par celle des autres membres du bureau politique et de l'appareil du comité central : celle de l'appareil du parti est limitée par les autres institutions. Les décisions des dirigeants sont limitées par les conditions de travail de la population. L'activité de chaque institution est limitée par celle des autres... » A trop vouloir démontrer, l'argument perd de sa pertinence ; car il signifierait qu'il y a bien un changement, que le temps serait ainsi passé, où tout pouvoir venait d'en haut, où l'action du secrétaire général était « illimitée »... De fait, les pouvoirs du sommet de l'appareil se sont bien érodés, et Tchernomko s'en plaignait, à la veille de sa mort : « Il y a trop de démocratie en URSS », disait-il, et cela nuit à la discipline... Pourtant, il demeure vrai aujourd'hui que le parti, en tant qu'instance de pouvoir, tient toujours par en haut. En témoigne, s'il était besoin, cette réponse d'un dirigeant local, citée dans la *Pravda* : « Vous ne pouvez rien contre moi... Je dépends du comité régional ; c'est lui qui s'occupe de moi ».



BOUKHARINE (A LA GAUCHE DE STALINE) EN 1929
Une réhabilitation qui condamne les exécutés du régime

mentaux où les pièces ne sont plus soumises à l'autorisation préalable : « Qu'est-ce que le théâtre peut bien désormais révéler, puisque tout se dit dans les journaux ? »

Ainsi, ces changements se télescopent, dans la presse notamment, et leur mouvement finit par atteindre le cœur même des instances de légitimation du pouvoir du parti : la science historique par exemple ; on dispute de la nature de ses pratiques passées. Il est vrai que, lorsque le pouvoir réhabilite Boukharine ou lorsqu'il libère des internés psychiatriques, il conteste les exécutés du régime, pas son principe.

Néanmoins un certain pluralisme des opinions commence à se manifester. Mais cela n'a guère de rapports avec le pluralisme à l'occidentale, car, sans même parler de l'existence de plusieurs partis politiques, il ne saurait s'y constituer — au moins actuellement — une « majorité d'idées ». A ce jour, pour l'essentiel, le régime politique traditionnel est en place avec son cortège d'interdits, de lois répressives, etc.

Pourtant, il est possible de percevoir une autre transformation, de caractère institutionnel, celle-ci. Le second argument de Zinoviev y introduit. Diagnostiquant que la démocratisation ne sau-

rait être effective, ce dernier écrit que M. Gorbatchev ne pourra pas faire grand-chose, « parce que, dans une société communiste, le pouvoir est loin d'être tout-puissant... L'action du secrétaire général est limitée par celle des autres membres du bureau politique et de l'appareil du comité central : celle de l'appareil du parti est limitée par les autres institutions. Les décisions des dirigeants sont limitées par les conditions de travail de la population. L'activité de chaque institution est limitée par celle des autres... » A trop vouloir démontrer, l'argument perd de sa pertinence ; car il signifierait qu'il y a bien un changement, que le temps serait ainsi passé, où tout pouvoir venait d'en haut, où l'action du secrétaire général était « illimitée »... De fait, les pouvoirs du sommet de l'appareil se sont bien érodés, et Tchernomko s'en plaignait, à la veille de sa mort : « Il y a trop de démocratie en URSS », disait-il, et cela nuit à la discipline... Pourtant, il demeure vrai aujourd'hui que le parti, en tant qu'instance de pouvoir, tient toujours par en haut. En témoigne, s'il était besoin, cette réponse d'un dirigeant local, citée dans la *Pravda* : « Vous ne pouvez rien contre moi... Je dépends du comité régional ; c'est lui qui s'occupe de moi ».

L'extension des aires d'autonomie est une première manifestation de la « perestroïka ». « La « perestroïka », disait récemment M. Gorbatchev, c'est la démocratisation, plus la réforme économique. » Laissons la réforme économique à son destin et voyons plutôt d'autres aspects de cette démocratisation.

Le rôle des syndicats

D'UNE autre façon, le cas des syndicats est révélateur du processus de démocratisation et de ses limites. En leur sein, la gestion de la sécurité sociale était devenue une aire autonome des plus complexes. Sur l'essentiel, pourtant, les syndicats étaient demeurés dans la dépendance bureaucratique du parti et la courtoisie de transmission du gouvernement. Or on observe un changement dans la définition de la nature des activités du syndicat. Ses membres avaient toujours eu pour fonction, certes, de défendre les travailleurs, mais depuis 1919, ils devaient être d'abord au service du parti, et leurs activités au service de la production et de l'Etat. Encore en 1982, à leur dix-septième congrès, Brejnev rappelait cet ordre hiérarchique : « Les syndicats sont appelés avant tout à défendre les droits et les intérêts des travailleurs [...] mais (ce « mais » est savoureux) ils ne peuvent pas faire grand-chose si la discipline du travail ne se renforce pas, si la production ne progresse pas... »

Avec M. Gorbatchev, le changement de ton est complet : les dirigeants syndicaux sont souvent les « valets » des directeurs d'usine, « ils devraient prendre carrément le parti des travailleurs, avoir des dents » ; « de mauvaises conditions de travail, un service de santé médiocre, des salles de repos dans un état déplorable... On dirait que les syndicats trouvent cela normal ».

Le point important ici est bien que le régime entend restituer au syndicat non pas sa liberté mais sa fonction originelle. Or le détournement de la fonction des différentes institutions sociales, la subversion du rôle qu'elles jouent traditionnellement dans la société, tel avait bien été, depuis l'époque de Lénine, puis de Staline, l'un des traits du régime soviétique.

M. Mikhaïl Gorbatchev vient de le mettre en cause : mais s'il entend restituer aux institutions leur fonction originelle, cela ne touche pas à l'autonomie du pouvoir du syndicat qui, lui — et à la différence de certaines zones autonomes — demeure directement greffé sur le sommet du pouvoir. Ce que M. Gorbatchev dit de l'évolution à venir des syndicats n'a ainsi rien à voir avec ce qu'a pu être la revendication fondamentale de Solidarnosc, l'autonomie. Il y a là, néanmoins, un petit pas vers la normalité démocratique, mais concernant un aspect différent de la vie institutionnelle soviétique.

Dans l'ouvrage de M. Gorbatchev, *Perestroïka* (Flammarion, Paris,

1987), on observe que pour ce qui est des activités propres du parti, il est répété qu'elles ne sauraient être mises en cause. Or les propos qui lui sont destinés sont toujours restrictifs : le parti met « trop de temps à assimiler les idées nouvelles... » Ses activités se sont substituées à celles du gouvernement et de l'administration, etc. Par contre, M. Gorbatchev ne dit rien de la nature du parti, qui pourtant s'est transformée depuis les années 60, puisque s'y trouve désormais transcrite la concurrence entre les intérêts particuliers de telle ou telle institution, ou branche d'industrie, et les intérêts généraux de l'URSS. Dans la terminologie soviétique, il s'y développe des « contradictions non antagoniques ».

La « perestroïka » n'en sécrète pas moins des contradictions qui, celles-ci, sont bien antagoniques. Le régime tient par en haut, a-t-on dit ; or toute une partie du sommet de l'appareil, même si son personnel a été renouvelé, proteste et résiste à ces changements, réels ou virtuels. Ceux-ci ne concernent guère les milieux populaires, pour qui les difficultés de la vie quotidienne demeurent — notamment dans l'alimentation. Leur taux de participation aux activités de gestion et d'administration est faible, aussi sont-ils indifférents à ces réformes — à moins que ces changements ne menacent leur sécurité ; que la réforme économique — si elle est effective — ne les atteigne en les privant de leurs activités parallèles... Auquel cas, ils peuvent y devenir hostiles.

C'est pour cela que l'on peut estimer que, pour toute une partie de la population, ces réformes ne sont pas « adaptées ». L'autre partie, par ailleurs, qui en jouit goûtement — et qui est composée d'intellectuels, d'artistes, de cadres aussi, de jeunes, etc. — est par nature divisée, individualiste, peu homogène, structurellement incoérente, sauf peut-être le courant religieux. A moins qu'il ne s'agisse de minorités parfaitement « adaptées », elles, mais désirant aller plus loin : les Lettons aujourd'hui, demain d'autres nationalités, ou encore les pays d'Europe centrale. Ceux-ci et ceux-là, si on y joint d'autres mécontents — les *refuzniks*, par exemple — peuvent parfaitement, demain, exprimer plus fort leur mécontentement, et constituer des alliances de circonstance.

Avec la démocratisation, et ses effets indirects ou pervers, on peut se demander si on va vers un renforcement ou un affaiblissement du consensus en URSS.

COMMENT TROUVER AIDES ET FINANCEMENTS

GUIDE PRATIQUE DE SUBSIDIOLOGIE

Vous cherchez des fonds propres ? Vous voulez innover ? Vous voulez investir ? Vous voulez créer des emplois ? Vous voulez créer ou reprendre une entreprise ? Vous voulez exporter ? Votre entreprise est en difficulté ?

A chacune de ces questions, une multitude extraordinaire d'organismes est susceptible d'apporter une réponse.

Jean-Louis Borloo et Gérard Proutheau ont défriché le maquis épais des aides multiples et des interventions dans ce livre qui présente le double avantage d'être une réflexion sur le rôle, l'opportunité, les techniques, l'efficacité de l'intervention considérable et variée de l'Etat et un guide précis, documenté, parfaitement à jour, des procédures et des organismes régionaux et nationaux capables d'aider un chef d'entreprise.

ECONOMICA 400 p. - 280 F

CHEZ VOTRE LIBRAIRE OU A ECONOMICA
49, RUE HÉRICART, 75015 Paris - 45-79-93-56
45-78-12-92

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Propriétaire : Hubert BÉLÉMEY
Directeur : Claude JULIEN

Rédaction en chef :
Michèle PALNET
Ignacio RAMONET

Rédaction :
Christine DE BRIE
Bernard CASSEN, Paul DECORON,
Alain GRESH

Secrétaire de rédaction :
Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75007 PARIS CEDEX 07
Tél. : MONDIPAR 457077
Tél. : 45-44-79-27

Publié par : Le Monde PubliS.A.
Responsable : Antoine Gaurin
3, rue de Valenciennes,
75005 Paris
Tél. : 45-55-91-42 ou 45-55-91-71

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration.



ALGERIE, NIGER,
MAURITANIE
Projet de construction
votre voyage

AVEC D'AUTENTIQUES
GUIDES SAHARIENS
et des

SPECIALISTES INCONTES
du désert

enseignements sur l'ensemble
de nos voyages :

ATELIER SAHARIEN
« Le Village »

49400 Saint-Martin-d'Urge
Tél. : 76-89-52-19

Maurice DELAFOSSE

HAUT-SENEGAL NIGER

Quelques exemplaires retrouvés de ce grand classique de la recherche ethnographique et historique en Afrique occidentale épuisés depuis longtemps, proposés exceptionnellement au public pour 800 FF les 3 volumes.

(1.300 pp., 41 planches groupant 80 clichés, 22 cartes)

Maisonneuve & Larose

NAZIS

Le procureur général a un geste désabusé : « Kurt Franz a tort. Selon la loi allemande, tout citoyen allemand ayant son domicile sur le territoire allemand peut être poursuivi pour des faits commis à l'étranger. »

Mais, avant même d'aller voir Franz dans sa prison, je voulais entendre le témoignage des magistrats qui ont instruit le procès des bourreaux du camp d'extermination de Treblinka.

Treblinka... Un terrain entouré de barbelés, de dimensions étonnamment réduites : 600 mètres de long et 400 mètres de large. En un an et demi, « pas moins d'un million de personnes y terminèrent leur vie d'une manière violente », ont constaté les autorités judiciaires allemandes.

Kurt Rainisch Schwedersky, ancien juge d'instruction des procès de Treblinka, vit en retraite en Rhénanie. Il sourit des tentatives révisionnistes des « blanchisseurs des mains ensanglantées ».

« C'est moi qui ai conduit l'enquête préliminaire contre les deux commandants successifs de Treblinka, Franz Stangl et Kurt Franz. A aucun moment ils n'ont songé à nier l'existence des chambres à gaz et des meurtres en masse, ni à tenter de mettre en doute ces étouffements alimentés par le gaz d'un moteur Diesel d'origine soviétique... »

« L'attitude des accusés ?... Le commandant de Treblinka, Franz Stangl, avec son accent et son charisme typiquement viennois, voulait me faire croire que le fait d'avoir porté le titre de commandant du camp n'avait été qu'une simple formalité. Il n'aurait été responsable que de la récupération des dents en

or arrachées aux cadavres et des valeurs que l'on pouvait découvrir sur eux : or, pierres précieuses, etc. Quant à Kurt Franz, il a toujours nié avoir été le second de Stangl et, après le départ de celui-ci, maître absolu du camp. Aujourd'hui encore, dans sa prison, il nie l'évidence, confirmée cependant par ses co-accusés et par les témoins survivants... »

« L'infirmer SS Otto Horn, responsable de l'incinération des corps des victimes, se considérait calmement comme innocent. Il a dit tout ce qu'il savait et n'a pas douté qu'il serait acquitté. Ce qui fut fait.

— Y avait-il réellement des innocents ?

— Bien sûr. Le SS Booz, par exemple, surnommé « der Furunkel SS », voyant dès son arrivée ce qui se passait, décida de ne pas participer aux gazages. Il gagna ses furences pour qu'ils ne guérissent pas. Il est finalement arrivé à ses fins et fut envoyé au front. Lors de l'incinération, qui se termina par un non-feu, il m'a raconté les horreurs dont il fut témoin. Il ajoutait que le jour le plus heureux fut, pour lui, celui où il fut envoyé au front pour se battre comme un soldat. »

Le procureur général de Wuppertal, M. Alfred W. Spies, soutenait l'accusation aux deux procès de Treblinka. A l'issue de ma visite, je lui ai demandé de résumer par écrit ce qu'il pensait de la discussion au sujet des chambres à gaz. Voici sa lecture :

« Suite à notre conversation de ce jour, je vous déclare ce qui suit : d'après les constatations faites par les tribunaux allemands lors des procédures se rapportant aux crimes commis par le régime

national-socialiste, il ne subsiste pas le moindre doute que l'assassinat des juifs dans les camps d'extermination a été effectué dans des chambres à gaz. Lors de son procès en 1970 devant le tribunal de Düsseldorf, l'ancien Hauptsturmführer Franz Stangl a admis, entre autres, que, en période de « grande affluence », lorsque beaucoup de transports arrivaient, jusqu'à 18 000 (dix-huit mille) juifs furent tués chaque jour. Le massacre était effectué à l'aide de gaz émanant d'un moteur de char d'assaut russe du type T. 34.

ALFRED SPIES.

« Nous n'avons eu besoin que de cent vingt hommes au total pour réaliser l'action Reinhard, c'est-à-dire l'extermination d'au moins 1 750 000 personnes dans les trois camps de Treblinka, Sobibor et Belzec. M'avait dit M. Spies, « Nous » et non pas « eux », le visage d'Alfred Spies reflétait la douleur et la gêne.

Je ressens devant lui la même impression que devant M. Schwedersky, comme s'ils avaient été éblouis par les crimes, et comme si leur propre innocence était en quelque sorte mise en doute.

« Comme vous le savez, pendant le III^e Reich, il était strictement interdit de parler ouvertement de l'extermination des juifs [...]. Pourtant, à ma grande surprise, je suis tombé sur un document dans lequel il est ouvertement question du transport des juifs français à Auschwitz, ainsi que du but de cette déportation. Dans ce document, il est dit que « le lieutenant-général de la Wehrmacht [...] stationné » à Paris, se montre fort coopératif et se déclare

« d'accord avec l'extermination à 100 % des juifs. » Ainsi, le fait d'avoir porté l'uniforme de l'armée régulière allemande ne signifie pas que l'on n'ait pas participé à l'action qui avait pour but le gazage des juifs... »

A propos de Kurt Franz, M. Spies me rapporte l'incident suivant :

« En automne 1943, l'action Reinhard achevée et les armées soviétiques se rapprochant, il fut décidé de faire disparaître les camps d'extermination de Treblinka, Sobibor et Belzec. Tous les prisonniers furent gazés, à l'exception de quelques-uns dont on avait besoin pour transformer ces camps de la mort en paisibles paysages. On fit sauter le seul bâtiment construit en dur, celui des chambres à gaz, action que Franz a photographiée (voir photo page 6). Il ne restait qu'une seule baraque, celle du commandant, que l'on devait transformer en un logement à l'intention d'un paysan ukrainien. Quand le travail fut achevé, et que les fleurs commencent à pousser, on a dit aux derniers prisonniers que leur fin était arrivée. C'est alors qu'une femme juive a demandé comme dernière faveur de ne pas être exécutée par le commandant Kurt Franz. Il lui inspira une telle horreur qu'elle ne voulait pas recevoir la mort de sa main... Son désir fut exaucé. »

Dans son compte rendu du procès, l'hebdomadaire Der Spiegel rapporta que, selon Eichmann lui-même, « Treblinka fut la chose la plus terrible que j'aie vue de ma vie » ; et le journal ajouta que, selon les observateurs allemands, « Kurt Franz était l'individu le plus effrayant de tous les accusés ».

Kurt Franz, « au moins » 300 000 morts

MALGRÉ l'introduction du procureur général Blasi, j'ai dû assurer au directeur de la prison que je n'avais nullement l'intention de poser à son prisonnier « des questions agressives ou inquisitoires ».

Informé du tempérament extrêmement colérique du prisonnier, je me déclarai très satisfait de la présence de deux fonctionnaires dans le bureau durant l'entretien. L'un d'eux me prévint de ne pas m'étonner si, après les premières minutes, le prisonnier se levait et me quittait. Comme les autres condamnés du procès de Treblinka qui purgent leur peine dans cette prison, il se déclare totalement innocent. Lors du procès, il n'a jamais fait le moindre aveu, même lorsque ses coaccusés lui ont dit en face ce qu'ils savaient de son rôle dans le camp.

L'homme est grand, bien en chair, chauve : d'allure décidée. Il me regarde droit dans les yeux. Après quelques secondes d'immobilité, il me tend une grande et lourde main, puis s'assoit.

« Je vous ai déjà déclaré au téléphone, dit-il, que les chambres à gaz dans lesquelles on a gazé les juifs ont bel et bien existé. J'ignore le nombre exact de gazés car je ne les ai pas comptés. D'autant moins que je n'ai pas participé personnellement à ces actions. Moi, je n'ai gazé personne, ni à Treblinka ni à Belzec, l'autre camp d'extermination où j'ai fait mon service auparavant. Dans les deux camps, j'étais le commandant des troupes de sécurité. Il y avait en effet des partisans dans les environs, qui menaçaient de nous attaquer... »

— Vous me dites que vous avez commencé votre service à Belzec. Y avait-il une raison spéciale à votre mutation à Treblinka ?

— Bien sûr, bien sûr... Un jour, une femme juive nue s'est approchée de moi et, se jetant à genoux, m'a dit qu'elle était prête à être gazée mais elle m'implorait de sauver sa fille. Celle-ci m'a supplié de sauver la vie de sa mère. Elles étaient très belles toutes les deux. J'ai donné l'ordre à mon ordonnance, l'Ukrainien Alexei Pior, de leur procurer des vêtements et de les placer dans les cuisines de SS, pour qu'elles y dénichent des pommes de terre. J'ignore pourquoi Pior, toujours si obéissant, n'a pas exécuté mon ordre. Sans doute persuadé que je tenais à la vie de ces deux femmes, il a pris une décision folle : il les a fait sortir du camp, a pris avec elles le train pour la ville, en pensant probablement pouvoir les y placer. Par malchance, les gendarmes ont contrôlé les voyageurs. L'Ukrainien, ne pouvant justifier sa présence dans le train, fut soupçonné de vouloir rejoindre les partisans et reconduit au camp. Les deux femmes furent immédiatement gazées et mon ordonnance tué sur place, d'une balle de revolver, par le commandant. Furieux, car j'appréciais beaucoup l'Ukrainien, qui était admirablement mes bottes, je me suis plaint auprès de Christian Wirth. C'était un homme terrible : premier commandant de Belzec, Himmler l'avait nommé inspecteur des trois camps d'extermination : Belzec, Sobibor et Treblinka. Après m'avoir entendu, il fut saisi d'une crise de rage et me frappa au visage. Il m'a ensuite muté à Treblinka, que dirigeait alors Franz Stangl.



A TREBLINKA
Kurt Franz, alors commandant adjoint du camp (à droite), aux côtés de Stangl



A DUSSELDORF (ÉTÉ 1967)
Le même chez lui en « congé » de prison

— Je n'ai trouvé nulle part trace de cette histoire...

— Rien d'étonnant. C'est la première fois que je la raconte. Je n'ai plus honte d'avoir été frappé au visage...

— Avez-vous vraiment eu pitié de ces deux femmes ?

— Il hausse les épaules.

« Pourtant, vous n'êtes pas particulièrement réputé pour votre clémence à l'égard des prisonniers. Lors de votre procès, plusieurs témoins ont relaté que, bien que commandant suppléant et puis commandant, vous vous êtes vous-même chargé d'exécuter des bestonnades qui, dans la plupart des cas, finissaient par la mort des suppliciés. On a même rapporté le cas d'un médecin juif polonais qui, de crainte d'être cravaché par vous, avait pris du poison. Vous lui fîtes faire un lavage d'estomac, avant de le battre de toutes vos forces. L'homme était déjà mort que vous continuâtes encore d'abattre sur lui votre cravache... »

Il m'écoute calmement en regardant la table, puis :
« On a raconté tant de choses contre moi au cours du procès ! On a dit aussi que, galopant à cheval à travers le camp, j'ai tué des prisonniers à coups de revolver en me amusant follement. Et le reste ! On a dit aussi que je fus d'abord commandant suppléant, puis commandant du camp. Ce n'est pas vrai. Il est pourtant un fait que je ne nie pas. Il arrivait quelquefois à Stangl de partir en ville, et il me demandait alors de me charger de la surveillance en

son absence, ce que je faisais, bien entendu. J'ai aussi dirigé les travaux de démolition de Treblinka, après le soulèvement des déportés, lequel d'ailleurs a entraîné le départ de Stangl... »

— Pourquoi fallait-il faire disparaître ce camp d'extermination ?

— Les Russes approchaient dangereusement. On ne voulait pas qu'ils apprennent à quoi ce camp avait servi...

— Vous avez été félicité pour votre excellent travail par Himmler, lors de sa visite au camp, visite dont le résultat fut votre promotion.

— Je n'ai vu Himmler qu'une seule fois, et ce fut à Berlin. Avec sa peau foncée, il m'a fait l'impression de quelqu'un de mal soigné. Il était insignifiant, tout comme Adolf Eichmann, qui était en civil quand je l'ai rencontré en 1943 à Treblinka. Il venait s'assurer de ce qu'il advenait des juifs qu'il avait fait venir. En voyant le gazage, il était plutôt pâle...

— Avez-vous fait jouer des airs d'opérettes afin que l'on n'entende pas les hurlements des gens souffrant dans les chambres à gaz ?

— C'est possible, mais je ne les ai pas gazés moi-même. Pourtant, on m'a condamné pour avoir gazé au moins 300 000 personnes.

— Après la guerre, vous avez vécu pendant quatorze ans sans être inquiété. Qu'avez-vous fait pendant ce temps ?

— J'ai deux métiers. Je suis cuisinier et boucher. Je suis retourné à mon métier de cuisinier. Au moment de mon arrestation, le 2 décembre 1959,

j'étais chef dans le fameux restaurant Schmoller, place Graf-Adolf, à Düsseldorf. Il paraît que je ne fais pas mal la cuisine française. Je n'aime pas mentionner que je suis également boucher, cela ne fait pas bonne impression.

— A la première page de l'album de photographies que la justice a saisi chez vous, vous avez inscrit : « Les plus belles années de ma vie. »

Il hausse les épaules.

« Je ne me souviens pas d'avoir écrit cette phrase... »

Je dépose devant lui un plan portant l'inscription « Camp d'extermination de Treblinka », et lui demande de me décrire la procédure de l'extermination. Il me montre au bas de la feuille l'arrivée des transports. Je lui tends mon crayon et lui demande d'inscrire le mot « Arrivée ». Il met ses lunettes et écrit : « Ankunft ». Puis explique :

— « Voyez-vous, après cela, les femmes étaient dirigées à gauche, les hommes à droite... »

— Et les enfants ?

— Avec les femmes. Les hommes passaient à côté du puits et entraient dans la baraque de déshebergement. Les femmes, nues, passaient dans la baraque supérieure de la baraque pour que les coiffeurs leur coupent les cheveux. Ensuite, les hommes devaient passer par le corridor, le « Schlauch », surnommé « Himmlerfahrstrasse », le chemin du ciel. Sa première partie avait 30 mètres de long. Puis le corridor tournait à droite et, 60 mètres plus loin, se trouvait l'entrée des chambres à gaz.

(Lire la suite page 6.)

Alain Plantey
membre de l'Institut

DE LA POLITIQUE ENTRE LES ÉTATS Principes de diplomatie

- Un livre lumineux, au style rigoureux. Un traité à l'image de ceux des XVII^e et XVIII^e siècles (Ph. Moreau-Desfarges, *Défense nationale*).
- Œuvre d'un auteur qui a pu, dans l'action diplomatique, puiser les éléments de sa réflexion (B. Chenot, *Revue des Deux-Mondes*).
- Une bible pour les diplomates (J. Cazenave, *Le Figaro*).
- Œuvre d'un théoricien du droit de l'État et des relations étrangères appuyée sur une expérience incomparable, dans le grand courant de la philosophie classique la plus pure, dans la ligne des travaux de l'esprit qui associent tradition et modernité (Cl. Leclercq, *Revue du Droit public*).
- Traité qui s'inspire à la fois de la tradition française aussi bien qu'internationale et de l'évolution la plus récente des pratiques (F. Pauze, *Revue des Deux-Mondes*).
- Le lyrisme secret qui sous-tend ce livre de passion et de raison est un motif pour chacun de le lire et de le méditer (D. Decaux, *Politique étrangère*).

200 FF

ÉD. A. PEDONE - 13, RUE SOUFFLOT - 75005 PARIS - 43-54-05-97

...COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL... ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...



LE MONDE
diplomatique

- Vous bénéficiez d'un tarif spécial
- Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro
- Vous pouvez recevoir directement chez vous LE MONDE DIPLOMATIQUE dans le monde entier

Pour vous abonner, renvoyez le coupon ci-dessous ou par MINTEL 36.15 LEMONDE puis ABO

Je m'abonne pour 1 AN ☐ 6 MOIS ☐

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____ PAYS _____

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en francs (ou en devises négociables en France)

LE MONDE diplomatique Service des abonnements BP 50709 - 75422 Paris Cedex 09

COMMENT L'AUTRICHE A SOMBRÉ DANS LE NAZISME

Mars 1938, Hitler à Vienne

DANS le climat de crise suscité par l'affaire Waldheim, l'Autriche commémore ce mois-ci l'événement qui, il y a cinquante ans, marqua dramatiquement son destin : la proclamation de son rattachement au III^e Reich (Anschluss), et l'invasion du pays par l'armée hitlérienne. Au nom du pangermanisme, la dictature austro-fasciste capitulait sans condition aux exigences du Führer. Le conservatisme des catholiques autrichiens avait contribué à l'évolution des esprits. Le terrain avait été préparé quatre ans plus tôt par l'écrasement du mouvement ouvrier dans Vienne-la-Rouge.

Par GEORGES SCHEUER *

12 mars 1938 : les armées allemandes envahissent l'Autriche. A la tête du dernier gouvernement autrichien, un homme de quarante ans capitule sans coup férir : le chevalier Kurt von Schuschnigg.

Député et ministre conservateur pendant la I^{re} République, sa véritable carrière politique avait commencé le 12 février 1934 avec l'écrasement du mouvement ouvrier dans Vienne-la-Rouge. Le chancelier Dollfuss instaure alors la dictature austro-fasciste sous la protection de Mussolini. Schuschnigg devient ministre de la justice. En juillet 1934, des conjurés nazis assassinent Dollfuss. C'est Schuschnigg qui prend la succession. Abandonné peu à peu par le Duce - à la suite de la conclusion de l'axe Rome-Berlin - l'austro-fascisme se rapproche du Reich.

Sur plus d'un point, il y avait parenté d'idées entre les deux régimes : rejet du parlementarisme, établissement d'une dictature autoritaire avec un parti unique (en Autriche, le Front patriotique) ; terreur policière, en premier lieu contre la gauche, qui est présentée comme « danger rouge » ; « marxiste » et « bolchevique » ; dissolution des syndicats, remplacés par des organismes étatiques, etc.

En Autriche, l'abolition de la démocratie parlementaire et l'instauration de l'austro-fascisme ne furent possibles que dans le contexte géographique et historique du III^e Reich et du fascisme italien. Sur le plan diplomatique, le régime évolua entre Rome, Berlin et Budapest et fut un certain temps une pomme de discorde entre Hitler et Mussolini, jusqu'à ce que les deux dictateurs se partagent les zones d'influence.

Officiellement, la caste régnait à Vienne affirmant que l'indépendance de l'Autriche était « intangible ». En même temps, elle cultivait l'idéologie pangermanique, en présentant l'Autriche comme « deuxième Etat allemand ». Ainsi, dans l'hymne du Front patriotique, Dollfuss était célébré comme « Allemand authentique ». Schuschnigg fit d'importantes

concessions à la phraséologie « deutsch-national » et nazie. Les troupes d'assaut, commandées personnellement par Schuschnigg, s'appelaient Ostmärkische Sturmsharen (tandis que Hitler avait ses Sturm-Abteilungen (SA)). « Ostmark » (marque de l'Est) était également le terme employé par les nazis pour désigner l'Autriche, non pas comme Etat indépendant mais comme « province de l'Est » de la Grande Allemagne. L'entourage de Schuschnigg accordait une place importante à cette conception.

Sans doute ce régime était-il disposé, théoriquement et par instinct de conservation, à sauvegarder en certaines circonstances l'indépendance autrichienne, avec le concours du tuteur fasciste italien et, surtout, à condition que l'on ne soit pas obligé de faire appel au mouvement ouvrier, réduit à la clandestinité depuis la répression de février 1934. Pour justifier leur stratégie en mars 1938, les austro-fascistes invoquèrent à plusieurs reprises le danger d'une guerre civile en Autriche, à l'instar de la guerre d'Espagne qui n'était pas encore terminée.

L'Etat austro-fasciste avait évolué en deux étapes. Jusqu'en 1936, l'Autriche était une sorte de « protectorat » italien sous l'influence directe du fascisme mussolinien. Ainsi la tentative de putsch nazi en juillet 1934 fut-elle arrêtée en grande partie par Mussolini, qui avait concentré ses troupes à la frontière du Brenner. A cette époque, l'Italie et l'Allemagne avaient encore, au sujet de l'Autriche, des intérêts divergents. Mais cette rivalité devait bientôt s'estomper. Dès 1935, en effet, la création de l'axe Rome-Berlin changea la situation en Europe centrale : l'Autriche glissa progressivement sous influence allemande, tandis que Hitler soutenait l'aventure coloniale italienne en Ethiopie. La conséquence en fut la signature des accords du 11 juillet 1936 entre Hitler et Schuschnigg, qui ouvrirent la voie à l'Anschluss.

Le Führer se prépare

HITLER n'avait nullement caché ses intentions. En 1924, il avait proclamé dans *Mein Kampf*, en première page, la « nécessité absolue » de rattacher l'Autriche à l'Allemagne. Dès sa prise de pouvoir en 1933, le réarmement de l'Allemagne fut accéléré. Après l'échec des putschistes nazis à Vienne en juillet 1934, commença l'infiltration « pacifique » par des agents « diplomatiques » et « culturels » du III^e Reich. Von Papen, vice-chancelier conservateur à Berlin dans le premier gouvernement de coalition sous la présidence de Hitler, fut nommé ambassadeur à Vienne et s'employa à préparer la prochaine étape : les accords austro-allemands de juillet 1936, aux termes desquels Schuschnigg acceptait la nomination de nazis « modérés » à des postes-clés du gouvernement autrichien, Hitler promettant, de son côté, le « respect de la souveraineté autrichienne ». Les nazis autrichiens obtenaient une certaine liberté de mouvement. Dans les domaines les plus divers et, à tous les niveaux, on travaillait au « rapprochement » et à la « réconciliation des deux Etats allemands ».

Le 5 novembre 1937, Hitler dévoilait son plan d'agression dans le cercle restreint de la Reichskanzlei, en présence seulement du ministre de la guerre, le Generalfeldmarschall Blomberg ; du commandant de l'armée, le général Fritsch (limogé trois mois plus tard, quelques semaines avant l'Anschluss) ; de l'amiral Raeder ; du commandant de la Luftwaffe, Goering ; du ministre des affaires étrangères, Neurath ; et du colonel Hossbach, chargé d'établir le procès-verbal de la réunion (1). A cette occasion, le chancelier du

Reich présenta son plan d'agression contre l'Autriche et la Tchécoslovaquie comme le « résultat de réflexions approfondies », et comme « une sorte de testament » en cas de décès. Pour atteindre la prétendue « solution de la question allemande », il n'y avait, selon lui, que la voie de la violence qui, évidemment, « ne pouvait jamais être sans risque ». A ce moment, Hitler craignait d'être dépassé dans la course aux armements et prévoyait en outre, pour le début des années 40, la menace d'une « crise alimentaire ». Pour lui, l'Allemagne était, dès 1938, « contrainte à l'offensive », et il concluait : « Pour améliorer notre situation politico-militaire, nous devons d'abord éliminer la Tchécoslovaquie et l'Autriche ».

Les militaires présents exprimèrent quelques doutes, mais le Führer insista, soulignant l'importance de « la surprise et la rapidité » dans l'action prévue. Finalement, les généraux se plirent à ses exigences. Toutes les démarches des mois suivants furent subordonnées à cette stratégie, qui aboutit à la rencontre Hitler-Schuschnigg à Berchtesgaden le 12 février, afin de préparer la capitulation « volontaire » du gouvernement autrichien.

L'armée autrichienne était assez bien renseignée au sujet des projets hitlériens et avait prévu quelques mesures de défense. Le chef d'état-major, le général Alfred Jansa, avait été nommé en 1933 attaché militaire autrichien à Berlin ; il était chargé par le chancelier Dollfuss de rechercher des relations « raisonnables » avec l'Allemagne nazie. Rappelé à Vienne en 1935, il devait constater : « Entre l'Autriche et l'Allemagne de Hitler, il ne peut y avoir de relations raisonnables mais seulement la lutte ou la soumission inconditionnelle (2) ». Jansa était favorable à une résistance. Il ordonna la fortification de la frontière

austro-allemande : « Fin 1937, les mesures envisageables en vue de la défense de l'Autriche contre une agression étaient prises. Pour les mettre en pratique, il suffisait d'un ordre d'en haut. » Début janvier 1938, tout était prêt : « L'ordre de défense pouvait être donné à tout moment ».

Cet ordre ne vint jamais. Au contraire, le général Jansa fut limogé par Schuschnigg sur demande expresse de Hitler. C'était l'une des conditions préalables de la rencontre Hitler-Schuschnigg à Berchtesgaden.

Après cette entrevue « historique », Schuschnigg rédigea un procès-verbal sans doute incomplet, mais néanmoins instructif. Selon ces notes, les « deux chanceliers » avaient surtout parlé du sens et de l'importance de la prétendue « cause allemande », c'est-à-dire des intentions du Reich et des actions impérialistes prévues à l'époque. Au terme de leur conversation, Hitler proposa à Schuschnigg, en cas de capitulation immédiate et sans condition, une place au sein de la direction du III^e Reich : « Nous avons Goering, Hess, Frick, Epp et bien d'autres. Je vous offre l'occasion unique, Herr Schuschnigg, d'inscrire votre nom dans les rangs des Allemands. Ce serait un acte méritoire, et tout pourrait se régler (3) ». Schuschnigg réagit

Un véritable psychodrame

IL mit ainsi à profit les quatre semaines précédant l'Anschluss pour prévenir toutes les velléités de résistance. Ce n'est qu'un dernier moment qu'il se livra à une sorte de fuite en avant par l'annonce d'un plébiscite, d'ailleurs aussitôt décommodé, qui eut pour effet d'accélérer l'évolution engagée à Berchtesgaden.

Cependant, la crise politique déclenchée par les manœuvres du régime moribond devait provoquer, à Vienne surtout, un bref réveil du mouvement ouvrier. Fin février et début mars, des réunions mouvementées se tinrent dans les grandes entreprises de la capitale. Après son retour de Berchtesgaden, Schuschnigg avait ouvert la voie à une lente pénétration de l'Etat par les nazis. Vite débordé par la vague brune, il envisagea alors quelques contacts indirects et tardifs avec des délégués syndicaux. Le 20 et le 24 février 1938, eurent lieu les premiers pourparlers entre des représentants ouvriers, Richard Schmitz, maire chrétien-social de Vienne, et certains fonctionnaires du Front patriotique (5). Une conférence de délégués d'entreprises se réunir à Floridsdorf, faubourg ouvrier de Vienne. Quelques jours seulement avant la débâcle, Schuschnigg se résigna enfin à recevoir une délégation de syndicalistes qui présentèrent quelques modestes revendications, notamment le droit de se réunir publiquement. Schuschnigg se refusa à toute véritable concession.

Pour Hitler, il était capital de réussir l'annexion « sans effusion de sang ». Même une amorce de résistance militaire de l'Autriche supposée allemande ou, à plus forte raison, une guérilla prolongée dans les montagnes tyroliennes auraient entamé sérieusement le mythe nazi résumé dans ce slogan : « Un peuple, un Reich, un Führer ». D'où les hésitations et les manœuvres diplomatiques-politiques même après la rencontre de Berchtesgaden. Plusieurs généraux allemands s'étaient prononcés contre l'aventure autrichienne ; ils furent remplacés par des militaires plus dociles qui, à leur tour, exprimèrent leurs doutes. Pour éviter une épreuve de force, Hitler devait donc surtout convaincre le petit dictateur du Ballhausplatz, le successeur de Dollfuss. Schuschnigg devait capituler « volontairement » et renoncer à toute résistance. Les conceptions fondamentalement pro-allemandes du chancelier autrichien et de son entourage devaient contribuer, de façon décisive, à la débâcle du Vendredi noir, le 11 mars 1938.

Le 9 mars, Schuschnigg avait encore annoncé un plébiscite en faveur de l'indépendance autrichienne. Deux jours plus tard, il capitulait pour « éviter toute effusion de sang allemand ».

L'annonce du référendum avait déclenché la colère du Führer, qui voyait bien les dangers du vote envisagé. Il déclencha immédiatement une sorte de guerre psychologique pour imposer son annulation, le retrait des troupes autrichiennes stationnées le long de la frontière bavaroise, la démission de Schuschnigg et la nomination



LE CHANCELIER DU REICH FAIT SON ENTREE DANS LA CAPITALE AUTRICHIENNE

par un silence perpétuel. Après son retour de Berchtesgaden, il mit tout en œuvre, selon ses propres termes, pour tromper l'opinion, en Autriche et à l'étranger, et pour induire en erreur ses propres partisans afin d'empêcher toute amorce d'alerte ou de mobilisation. Il s'efforça de « faire montre d'un optimisme rassurant, d'éviter toute tendance à la panique, d'écarter infatigablement tout danger d'étincelle dans la menace augmentant près des barils de poudre - la presse ! l'étranger devenu inquiet ! les travailleurs dans les usines ! enfin les amis fidèles... (4) ».

certaines revendications des travailleurs - ce qu'il ne voulait à aucun prix. Témoin au procès de haute trahison contre son ancien ministre des affaires étrangères Guido Schmidt, il déclarait en 1947 : « Notre petite Wehrmacht était moralement excellente, elle aurait sans aucun doute fait son devoir [...]. Il aurait été possible, sans aucun doute, surtout à Vienne et à la campagne, de mobiliser la volonté de résistance dans la population ; avec même, je pense, beaucoup d'enthousiasme [...]. Je suis convaincu qu'à ce moment, en cas d'appel à la résistance, non seulement les adhérents du Front patriotique et les sociaux-démocrates, mais aussi les socialistes révolutionnaires et les communistes auraient participé à une résistance active. [...] Je me souviens que M. Schmitz (maire de Vienne) me parlait de la préparation d'une résistance, surtout dans les usines de Vienne, de la constitution de milices ouvrières armées. Je suis convaincu que ce plan était réalisable et que sa mise en route était engagée (6) ».

Or, ces projets étaient en contradiction avec les principes « autoritaires » qui, depuis quatre ans, guidaient le régime austro-fasciste. L'abolition de la I^{re} République, en 1934, et de toutes les libertés démocratiques, l'établissement de la dictature conduisaient logiquement à la débâcle de mars 1938. Avec l'occupation des Sudètes, à la suite des accords de Munich, six mois plus tard, la seconde guerre mondiale pouvait commencer.

(1) Le « Hossbach-Protokoll » (novembre 1937) fut cité largement lors du procès pour haute trahison à Vienne, en 1947, contre Guido Schmidt, dernier ministre des affaires étrangères du régime austro-fasciste (procès-verbaux, Vienne, 1947, p. 573).

(2) Der Hochverratsprozess gegen Dr. Guido Schmidt vor dem Wiener Volksgericht. Die gerichtlichen Protokolle mit den Zeugnissen, Dokumenten, Urteilen und Geheimakten (Procès de haute trahison de Guido Schmidt devant le Tribunal populaire de Vienne, procès-verbaux du tribunal, dépositions des témoins, documents inédits, intégralité des lettres secrètes et documents secrets, Vienne, 1947, p. 217).

(3) Schuschnigg, dans ses Mémoires Requiem in rot-weiß-rot, Zurich, 1946, p. 44.

(4) Requiem, op. cit., p. 52-53.

(5) Sur les tractations entre délégués ouvriers et Schuschnigg en février et mars 1938, voir l'effondrement de l'Autriche, Joseph Buttinger, dirigeant des Socialistes révolutionnaires, a laissé un rapport jusqu'à présent inédit et déposé au Verein für Geschichte der Arbeiterbewegung (Association pour l'histoire du mouvement ouvrier) à Vienne. Cet exposé d'une centaine de pages a été rédigé immédiatement après l'Anschluss par Buttinger, au cours des premières semaines de son exil à Paris.

(6) Procès pour haute trahison de Guido Schmidt, op. cit.

Sous l'œil du dragon

Joué de 1938 à 1945

Prohibition pour les Espions de l'Allemagne Nazie

Diffusion : **LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**
31, quai Voltaire 75007 PARIS

FEDN
Hôtel National des Invalides
Paris 7^e

Une entreprise de domination et de séduction : la Chine face à l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et Singapour.

320 p.
140 F

Vient de paraître

LES NAZIS PARLENT

«...de temps en temps j'ai un accès de rage, que je passe à Düsseldorf... gravement malade... Venez donc me voir de mes prochains collègues... »

«...depuis décembre 1938, Kurt von Schuschnigg a été libéré, en même temps que sa femme. Comme le procès de Treblinka, Kurt von Schuschnigg a été libéré pour... »

Witz

«...le seul à refuser de décider de la vie ou de la mort des milliers d'hommes... »

« A quel moment avez-vous décidé de ne pas participer au gavage des prisonniers ? »

« Je m'en souviens très bien. J'étais en prison, du camp au moment où des groupes de prisonniers revenaient de travaux à l'extérieur... »

« Vous n'avez pas eu l'air d'être un homme d'enfance et d'aspect normal ? »

« Je n'étais pas normal. Je trouvais mon travail... »

« Vous n'avez pas eu l'air d'être un homme d'enfance et d'aspect normal ? »

« Je n'étais pas normal. Je trouvais mon travail... »

« Vous avez abandonné vos recherches ? »

« Non, mais je ne l'ai pas retrouvé. Tout ce que j'ai pu en tirer, c'est que l'on m'a dit que le docteur Weber, je me souviens, était parti de mon chef de la section d'hygiène... »

« Vous n'avez pas eu l'air d'être un homme d'enfance et d'aspect normal ? »

« Je n'étais pas normal. Je trouvais mon travail... »

Ammler



CHAMBRÉ A GAZ DE TREBLINKA

«...pour les nazis les prisonniers 1944 ont été envoyés dans les camps de concentration... »

Allemands

«...certains plaignent pour eux, quarante ans après, la dignité et la respectabilité du régime allemand... »

«...selon eux, le vrai problème n'est pas connu l'époque... »

«...le refus d'être regardés comme les enfants d'une nation perdue et d'une nation vaincue... »

«...l'Autriche est estimée que la permanence de ce travail du deuil... »

«...le sociologue A. Mitschlich... »

«...le meilleur garant d'un accord avec le communisme... »

«...l'Autriche lorsqu'il affirme que le communisme ne faut pas cesser de lutter... »

«...la banalisation des crimes nazis... »

«...qu'il faut maintenir ce rapport... »

«...l'Allemagne à son point de vue... »

«...l'Autriche à son point de vue... »

«...l'Autriche à son point de vue... »

JEAN-MICHEL PALME

«...Derrière l'histoire, volume collectif... »

«...par Luc Ferry, Editions du Cerf, Paris... »

«...300 pages, 118 F... »

«...Vive Jean-Jacques Guichard... »

«...l'Autriche à son point de vue... »

«...l'Autriche à son point de vue... »

L'industrie d'armement française

AUSSITOT connue, la décision du gouvernement français de contribuer à la construction par Dassault-Breguet de l'avion de combat Rafale a soulevé de vives polémiques. Le projet coûtera-t-il 170 milliards de francs, comme l'ont écrit certains journalistes aussitôt qualifiés de « criminels » et d'« assassins » par le ministre de la défense, M. Giraud ? Cette controverse attire à nouveau l'attention sur le rôle de l'État dans le financement des industries d'armement considérées comme cruciales pour la sauvegarde de l'indépendance nationale, mais aussi de l'emploi.

Par JEAN-DOMINIQUE MERCHET *

Une époque s'achève. Trop longtemps, en France, les responsables politiques ont cru qu'il était possible d'avoir le « beurre » grâce aux canons. L'effort de défense, loin de représenter une ponction financière, servait à l'enrichissement général. Aujourd'hui, ce modèle s'essouffit. Les productions civiles prospèrent en République fédérale d'Allemagne ou en Corée du Sud, tandis que le solde industriel des États-Unis ou de la France, deux des principaux exportateurs d'armements, est devenu déficitaire.

Si l'industrie de l'armement a cessé d'être une panacée pour l'emploi ou le commerce extérieur, l'exemple français indique que toute politique de substitution ne pourra être mise en œuvre que dans le cadre d'une réflexion stratégique sur la défense et grâce à une refonte profonde du tissu économique et social, irriguée par le « complexe militaro-industriel ».

En France, la principale caractéristique des industries de l'armement est leur dépendance quasi totale à l'égard de l'État. D'abord quant au marché : l'armée achète environ 60 % de la production nationale — un pourcentage qui a peu varié depuis 1977, mais nettement inférieur aux 80 % de la fin des années 60. Les ventes à l'étranger sont sévèrement réglementées. Un décret-loi de 1939, toujours en vigueur, stipule que « l'exportation... sans autorisation préalable, des matériels de guerre est prohibée (1) ». Toute transaction avec un client étranger est donc soumise à une autorisation préalable du gouvernement. Aussi bien sur le marché intérieur qu'extérieur, l'autorité publique assure sa totale emprise.

Mais l'État est aussi un entrepreneur qui, depuis le Moyen Âge, produit du matériel de guerre. Une brochure du ministère de la défense précisait en 1986 que, « avec un effectif industriel de 48 300 personnes, la délégation générale pour l'armement (DGA) est l'un des vingt premiers industriels français, au même niveau que des groupes comme Peckney, Elf-Aquitaine, Michelin (2) ».

Cette activité s'exerce principalement dans deux domaines : les matériels terrestres, avec le groupement industriel des armements terrestres (GIAT), dont les 17 000 salariés produisent chars, canons et munitions de

tous calibres, et les constructions navales, avec notamment les arsenaux de Cherbourg, Lorient, Brest et Toulon qui construisent les bâtiments de guerre et assurent leur maintenance.

Un autre acteur influent est le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui produit des têtes nucléaires et des chaudières pour les sous-marins (3). Au total, par l'intermédiaire de la DGA ou du CEA, l'État réalise 21 % du chiffre d'affaires de l'industrie de l'armement (respectivement 16 % et 5 %).

Le temps des revers

La place du secteur de l'armement dans l'ensemble de l'économie est difficile à apprécier : les chiffres précis manquent et la détermination de ce qui est civil ou militaire chez les sous-traitants relève de la gageure. Pour 1985, le ministère de la défense avance le chiffre de 290 000 emplois, mais précise que, « si l'on tient compte des achats courants nécessaires à la réalisation des matériels d'armement (matières premières, composants électroniques, investissements généraux...), ce sont en fait 400 000 emplois qui dépendent de l'activité d'armement ». Cela représente 1,2 % de la population active et 5,7 % de l'effectif industriel, (hors bâtiment et travaux publics (5)).

La répartition des salariés sur le territoire national offre de saisissants

- (1) Cité par Pierre Dussange, *L'Industrie française d'armement*, Economica, Paris, 1986 (le seul ouvrage exhaustif en français sur la question).
- (2) L'armement en France, août 1986, ministère de la défense, service d'information et de relation publique des armées.
- (3) Les Cahiers de Democrit, numéros de septembre 1986 et octobre 1987, Centre de documentation et de recherche sur le paix et les conflits, Lyon.
- (4) P. Dussange, op. cit.
- (5) Pour certains auteurs, ce chiffre est sous-estimé. Il faudrait plutôt parler d'un million d'emplois. Voir, par exemple, G. Chastillon, « La France et le tiers-monde : problèmes d'armement », *Revue de défense nationale*, juillet 1983.
- (6) P. Dussange, op. cit.
- (7) *L'Usine nouvelle*, 10 décembre 1987.

Enfin, les pouvoirs publics jouent un rôle financier déterminant, tant comme actionnaire central de toutes les grandes entreprises de cette branche : Thomson, Aérospatiale, Dassault, SNECMA et Matra, qu'en assumant l'aide aux exportations et les dépenses, pour les deux tiers, de la recherche-développement.

Par l'intermédiaire de la direction générale pour l'armement, l'État « a, peu à peu, réussi à supprimer la concurrence entre les industriels français de l'armement [...] ». On assiste à la création de véritables monopoles technologiques (4). Au début des années 30, onze constructeurs d'avions se partageaient les marchés ; il n'en reste que deux. Une vingtaine d'entreprises réalisent 99 % du chiffre d'affaires total du secteur, et les huit plus importantes, 70 %.

Ce modèle de fonctionnement, à l'ombre de l'État, a été bien peu affecté par les professions de foi libérales du gouvernement issu des élections de mars 1986. L'armement offre un bon exemple de la survie du système industriel qui, en France, a vécu et s'est développé sous la tutelle de l'État.

contrastes (voir la carte ci-contre). Plus d'un tiers de l'activité est localisée en région parisienne, où sont concentrées les industries électroniques. L'Est et le Nord, régions proches de l'Allemagne, l'emmenant d'hier, sont peu « militarisés » ; Nord-Pas-de-Calais, 0,6 % ; Lorraine, 0,4 % ; Franche-Comté, 0,8 %. En revanche, en Aquitaine (11,8 %), Midi-Pyrénées (8,6 %), Provence-Côte d'Azur (11,3 %) et en Ile-de-France (9,8 %), environ un salarié industriel sur dix travaille pour l'armement.

Cette dépendance est encore plus forte dans certains départements comme le Var, le Cher, le Finistère ou les Hautes-Pyrénées, où la proportion est de un sur cinq. Dans la Loire, 5 500 salariés travaillent à Roanne et à Saint-Etienne dans deux établissements du GIAT qui, de plus, confient les deux tiers de leur production à des entreprises locales sous-traitantes. Et le poids de cette activité n'est pas seulement quantitatif : « La proportion d'ingénieurs, de cadres et de techniciens dépasse 50 % des effectifs dans de nombreuses entreprises (6) ». Dans certaines régions, l'armement repré-

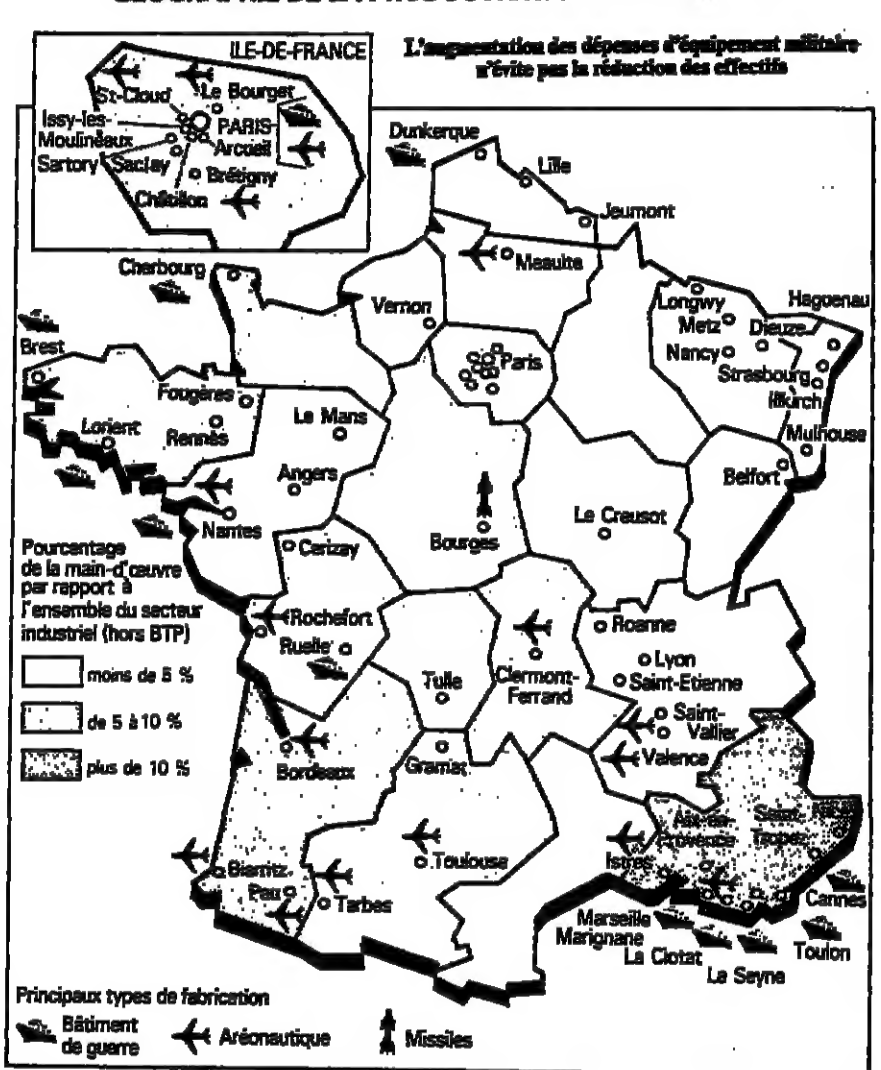
sente l'essentiel des activités de haute technologie.

Le chiffre d'affaires global des industries d'armement, qui a augmenté régulièrement de 5 % à 6 % par an depuis 1970, atteint 104,4 milliards de francs en 1985, soit 5 % du total de l'industrie française. L'activité est concentrée dans quelques branches qui dépendent largement des marchés militaires : la DGA (100 %), le CEA (50 %), l'aérospatiale (69 %) et l'électronique professionnelle (55 %). La part du militaire dans le chiffre d'affaires de quelques grandes entreprises est révélatrice : 70 % pour Thomson-CSF, 50 % pour Aérospatiale, 90 % pour Dassault, 75 % pour la SNECMA, 70 % pour Matra (société mère), 70 % pour Electronique Serge

Dassault, 100 % pour Panhard, 70 % pour la Société nationale des poudres et explosifs, 60 % pour Turboméca... Voilà, en quelques noms, décrit le versant « production » du « complexe militaro-industriel » dont l'avenir est lié à une politique de surarmement et d'exportation.

Jusqu'en 1983, les effectifs employés dans le secteur étaient en augmentation constante : 270 000 en 1974, 310 000 en 1983 (chiffres ne tenant pas compte des activités induites). À partir de cette date, commence la décadence : aujourd'hui, le nombre est tombé à 280 000 (7), et le budget 1988 prévoit 4 000 suppressions d'emplois pour les établissements de l'État. Le groupement industriel des armements terrestres est sévèrement touché ; à tel

GÉOGRAPHIE DE LA PRODUCTION... ET DE L'EMPLOI



SUR LES MARCHÉS ÉTRANGERS

Bénéfices illusoires et calculs politiques

Par JEAN-PAUL HÉBERT *

LE solde des transferts français d'armements est largement positif. On en conclut que les ventes de matériels de guerre améliorent notablement la balance commerciale, ce qui, par temps de crise économique, ne peut être négligé. Pourtant cette déduction, logique en apparence, est quelque peu hâtive.

Tout d'abord, ce solde n'est connu qu'approximativement, et les données dont on dispose varient sensiblement suivant les sources. Ainsi, pour 1986, le ministère de la défense estime les exportations d'armements à 43,9 milliards de francs, mais les douanes les chiffrent à 38,3 milliards seulement (1). En ce qui concerne les importations, les statistiques sont encore plus mal connues, car la Rue Saint-Dominique ne publie pas régulièrement d'informations. Pour 1982, l'éventail des estimations allait de 2,8 milliards de francs pour un spécialiste comme M. J. Fontanel à 8,1 milliards pour M. J.-M. Boucheron, de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, en passant par 6,273 milliards pour les douanes (2). Ces incertitudes incitent à une certaine prudence.

A s'en tenir aux données fournies par l'administration des douanes, les exportations se montaient donc en 1986 à 43,9 milliards de francs (3).

* Auteur du livre *Les Ventes d'armes*, Paris, Syros-Alternatives, 192 pages, 59 F (en librairie le 11 mars).

LE GRIGNOTAGE DE LA PRÉÉMINENCE DES DEUX GRANDS

Part des dix premiers exportateurs (En pourcentage du marché mondial)					
1971-1975	1976-1980	1981-1985	1971-1975	1976-1980	1981-1985
Etats-Unis	39,2	URSS	39,7	Etats-Unis	34
URSS	36,2	Etats-Unis	32,7	France	25,2
Royaume-Uni	9,5	France	11,4	Royaume-Uni	15,9
France	7,8	Royaume-Uni	5,1	Royaume-Uni	5,3
Chine	2,4	Italie	2,4	Italie	5
RFA	1,2	Chine	1,7	RFA	4,1
Italie	1,1	RFA	1,1	Chine	3,5
Pays-Bas	0,7	Israël	0,9	Espagne	1,6
Canada	0,5	Pays-Bas	0,9	Israël	1,2
Suède	0,3	Israël	0,8	Israël	1,1
TOTAL	97,9		96,8		94,9
VALEUR (En millions de dollars 1985)	70 290		101 740		113 779

(Source : SIPRI.)

38,3 milliards de francs, et les importations à 4,1 milliards : soit un solde de 34,2 milliards. Mais pour mesurer la réalité de cet excédent, il faut prendre en compte différentes contreparties : certaines sont d'ordre technique, d'autres sont imposées par les acheteurs, d'autres enfin sont la conséquence du soutien de l'État au secteur de l'armement.

Pour fabriquer un produit, il faut acheter à l'étranger : 1 milliard de francs d'exportations civiles nécessite 271 millions de francs d'importations ; mais cette somme s'élève à 315 millions s'il s'agit de matériel militaire (3). Cette disparité s'explique par la haute technologie des armements. Ainsi, les 38,3 milliards de francs d'exportations de 1986 ont nécessité environ 12 milliards d'achats à l'étranger : l'apport net de devises en est réduit d'autant.

S'il veut exporter un produit, le vendeur se doit d'offrir des contreparties à son client : transfert total ou partiel de la charge de travail, sous-traitance, production sous licence, coproduction... Il peut consentir aussi à des accords de troc : pétrole, bleu-jeans, machines diverses (4)... Au milieu des années 70, on estimait la valeur de ces compensations à plus de 50 % du montant des contrats (5) ; l'excacerbation de la concurrence a sans doute accru ce pourcentage.

Enfin, si l'on défalque les aides de l'État pour encourager les ventes à l'étranger — avances pour études et développement, avances pour « présentation en temps utile », prospection... — et les aides spécifiques à l'exportation, le tout avoisinant les 10 milliards de francs, l'apport net des ventes d'armes au commerce extérieur se révèle presque négligeable.

On peut se demander si, « du seul point de vue financier, il ne vaudrait pas mieux acheter les avions des autres que fabriquer les siens propres ». Cette interrogation, dès 1977, de M. Lincoy, rapporteur de la commission d'enquête sur l'aéronautique, reste d'actualité (6). Tant il est vrai que la question principale n'est pas de savoir si les ventes d'armes sont fructueuses ou non, mais d'étudier de quelle politique elles sortent l'industrie. Trop souvent, ces dernières années, des considérations étroitement comptables n'avaient d'autre but que de détourner l'attention de cette indispensable analyse politique.

(1) Voir J.-P. Bechter, document n° 963, Assemblée nationale, annexe au procès-verbal de la séance du 10 octobre 1987, et les données publiées par le Bulletin mensuel de statistique, INSEE.

(2) J. Fontanel et R. Smith, « L'effort de défense », *ARES*, numéro spécial, 1985 : *Statistiques du commerce extérieur de la France 1984*, tome 1 : J.-M. Boucheron, rapport d'information n° 2755 du 6 juin 1985 (Assemblée nationale).

(3) Voir J. Ahen, « Commerce de guerre ou commerce de paix », *Défense nationale*, février 1985.

(4) En échange de la vente d'engins Apalis à la Finlande, la France s'est engagée à acheter pour 400 millions de francs de machines à papier, *Le Monde*, 13 juin 1985.

(5) *Responsables*, revue du mouvement des cadres chrétiens, n° 85, mai 1977.

(6) Rapport n° 2815, Assemblée nationale, 21 avril 1977, tome 1, p. 126.

VIENT DE PARAÎTRE

HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES CONTEMPORAINES

Tome 2 - TURBULENTE EUROPE ET NOUVEAUX MONDES 1914 - 1941

par René GIRAULT et Robert FRANCK

Sept ans après "Diplomatie européenne et impérialismes - 1871-1914", paraît le tome 2 de l'histoire des relations internationales contemporaines. Un long délai qui a été mis à profit de façon fort utile, puisqu'il a permis aux auteurs de prendre en compte les travaux scientifiques nouveaux sur la période 1914-1941 qui ont été particulièrement nombreux avec l'ouverture exceptionnellement rapide des archives nazies. L'ouvrage embrasse la période 1914-1941, moment où deux guerres

Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941

René Girault et Robert Franck

mondiales et une crise économique bouleversent les formes de la vie internationale. Il se présente comme une histoire "totalitaire" rendant compte de l'ensemble des bouleversements intervenus : déclin de l'Europe, émergence de nouvelles puissances, modification des rapports économiques, des modes de pensée, des moyens techniques.

Collection Relations Internationales Contemporaines 1988, 1^{re} édition, 304 pages, 140 F. TTC au 15.02.88

RAPPEL. Tome 1 : *Diplomatie européenne et impérialismes 1871-1914* par René GIRAULT 1979, 256 pages, 132 F

MASSON

ARSENAL

à l'ombre

« L'effort de défense, loin de représenter une ponction financière, servait à l'enrichissement général. Aujourd'hui, ce modèle s'essouffit. Les productions civiles prospèrent en République fédérale d'Allemagne ou en Corée du Sud, tandis que le solde industriel des États-Unis ou de la France, deux des principaux exportateurs d'armements, est devenu déficitaire. »

« Mais l'État est aussi un entrepreneur qui, depuis le Moyen Âge, produit du matériel de guerre. Une brochure du ministère de la défense précisait en 1986 que, « avec un effectif industriel de 48 300 personnes, la délégation générale pour l'armement (DGA) est l'un des vingt premiers industriels français, au même niveau que des groupes comme Peckney, Elf-Aquitaine, Michelin (2) ».

MALGRÉ ses promesses, la France n'a pas réussi à réduire ses dépenses militaires. Les dépenses militaires ont augmenté de 10 % en 1987 par rapport à 1986. Les dépenses militaires ont augmenté de 10 % en 1987 par rapport à 1986.

« L'effort de défense, loin de représenter une ponction financière, servait à l'enrichissement général. Aujourd'hui, ce modèle s'essouffit. Les productions civiles prospèrent en République fédérale d'Allemagne ou en Corée du Sud, tandis que le solde industriel des États-Unis ou de la France, deux des principaux exportateurs d'armements, est devenu déficitaire. »

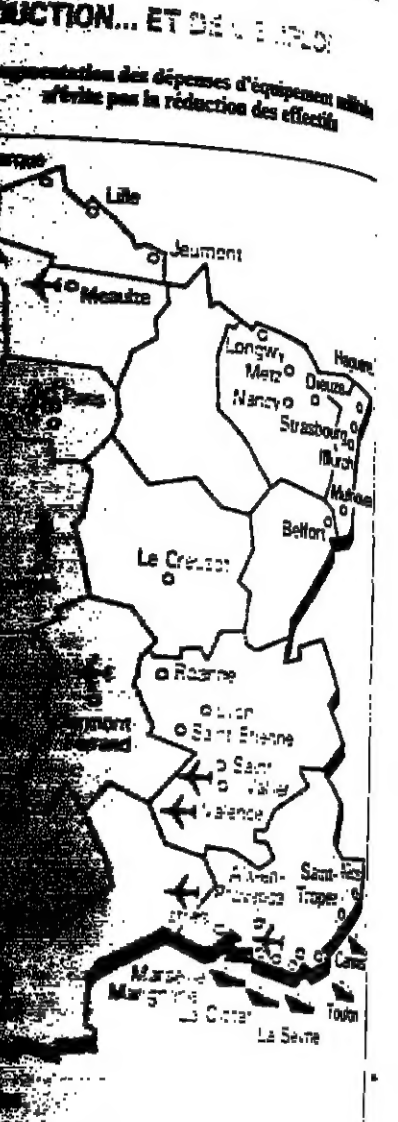
OFFICIER DE L'ARMÉE ARMÉE

Journal du 15 Mars 1988

UNE ÉCONOMIE française

Dessant, 100 % pour Panhard, 50 % pour la Société nationale des produits explosifs, 60 % pour Turbomeca, en quelques noms, décrit le complexe militaro-industriel du « complexe à une politique de surarmement » d'exportation.

Jusqu'en 1983, les effectifs employés dans le secteur étaient en augmentation constante : 270 000 en 1974, 310 000 en 1983 (chiffres ne tenant pas compte des activités industrielles de la défense, comme la construction de navires, aujourd'hui, le nombre a diminué à 280 000 (7), et le budget prévoyait 4 000 suppressions d'emplois pour les établissements de l'Etat. Le complexe militaro-industriel des armées françaises est sévèrement touché ; il



Évolution des dépenses militaires de la France (en milliards de francs)

D'ARSENAL

à l'ombre de l'Etat

point que le rapport annuel *Ramages* de l'Institut français des relations internationales (IFRI) s'interroge : va-t-on « vers une déindustrialisation des armées » ? Les grands groupes sont aussi atteints : en octobre 1987, M. Serge Dessant a annoncé 1 261 suppressions d'emplois chez Avions Marcel Dassault-Breguet-Aviation. Le ministre de la défense a annoncé le chiffre de 30 000 suppressions d'emplois d'ici à 1991, alors que jamais, en temps de paix, l'Etat n'aura dépensé autant d'argent pour l'équipement des armées.

« Défense : Giraud relance l'industrie », « Industrie de l'armement : le temps des revers ». Ces deux titres, parus dans le même organe de presse, à un an d'intervalle (8), illustrent la rapidité du tournant. L'augmentation de 40 % des dépenses d'équipement, prévue par la loi de programmation militaire entre 1986 et 1991, n'est pas à même de maintenir le secteur à flot. D'autant que la situation de la France sur les marchés étrangers se dégrade.

lisc, pendant une décennie, les trois quarts de ses exportations, dégageant de substantiels profits. Tandis que s'arrêtent les coproductions avec les pays alliés (RFA ou Royaume-Uni) qui avaient pris leur essor dans les années 60 (Jaguar, Transall, Puma, Milan, Hot...). Depuis quelques mois, elles sont de nouveau à l'ordre du jour (hélicoptère franco-allemand, missile anglo-français, radar franco-américain pour le Rafale...).

Cette résurgence de la coopération européenne est le signe d'importants changements. Insensiblement, dès le milieu des années 70, le paysage s'est transformé.

L'achat par quatre pays européens du F-16 américain de préférence au Mirage F-1 et l'association du Royaume-Uni, de la RFA et de l'Italie pour construire le Tornado, que les Saoudiens ont préféré, en 1986, au Mirage-2000, ont constitué de sérieux avertissements. Pourtant aucun responsable politique, pas même ceux de la gauche arrivée au pouvoir, n'ont proposé de politique de rechange.

investissements sont pour l'essentiel amortis sur les séries destinées à l'armée française, et les prix pratiqués à l'exportation permettent, au dire de la plupart des spécialistes, de dégager des marges substantielles (10). Avec des clients riches, pas de problèmes : à ceux qui sont trop pauvres pour offrir de très onéreux systèmes d'armes (États africains du « pré carré », Maroc, Pérou, Irak depuis quatre ou cinq ans...), le ministère des finances avance les crédits par de multiples canaux. Même si l'Etat n'est pas remboursé, l'industriel, lui, a perçu son argent.

Au contraire de ce qui se passe dans le civil, l'entreprise militaire reçoit, dès la signature du contrat, d'importantes avances qu'il est impossible de chiffrer. Les avances de trésorerie ont permis aux industriels de spéculer sur les marchés financiers. Ainsi Thomson, dont la trésorerie fut à certains moments près de quatre fois supérieure à son chiffre d'affaires — grâce notamment au contrat Rita (fourniture du système de communication de l'armée de terre américaine) — réalisera d'importants bénéfices sur le marché à terme des instruments financiers (MATIF). Par ce biais, « financiarisation » et « militarisation » de l'économie sont liées, jusqu'au krach.

Depuis 1985, les industriels ont manqué six grands contrats d'une valeur totale de près de 75 milliards de francs : Mirage-2000 pour l'Arabie saoudite ; obusiers pour l'Inde ; systèmes antiaériens pour les États-Unis ; hélicoptères pour le Canada ; Alpha-Jet pour la Suisse ; chars AMX-40 pour l'Arabie saoudite. La crise actuelle n'incite pas à l'optimisme : augmentation de l'offre, du fait de l'apparition de nouveaux pays producteurs, et baisse de la demande dans un tiers-monde appauvri par l'endettement et la chute des prix des matières premières.

L'industrie de la guerre a vécu sur ses rentes, juteuses, il est vrai : « Les exportations semblent être pour les industriels d'une rentabilité très supérieure aux ventes nationales. Les

retombées militaires de la recherche civile « ont été incomparablement plus importantes que les retombées civiles de la recherche militaire (13) ». Ainsi le système de guidage des missiles de croisière s'appuie sur un procédé de numérisation du relief dont les principes de base ont été établis à la fin des années 50 par des ingénieurs travaillant pour la construction des routes. Chaque jour un peu plus, les caractéristiques des matériels militaires s'éloignent des besoins civils.

C'est la percée française, réussie il y a une vingtaine d'années, qui est battue en brèche. A la fin des années 60, les industries américaines se concentrent sur le marché intérieur et la guerre du Vietnam ; les Britanniques, sous l'impulsion des travaillistes abandonnent le secteur ; le Japon comme la République fédérale d'Allemagne sont hors-jeu. La France guillotine et post-guillotine fait cavalier seul et le Mirage-III symbolise cette réussite (9) que la décade télévisée « Les chevaliers du ciel » transforme en épique. A la veille de la flambée des prix du pétrole en 1973-1974, son industrie offre une large gamme de matériels hautement performants. Sans concurrent sérieux, le pays dispose d'un atout supplémentaire : la sympathie que lui valent sa politique d'indépendance à l'égard des États-Unis et l'embargo sur les armes destinées à Israël dont Paris fut longtemps — en particulier dans les années 50 — le principal pourvoyeur.

La France pénètre ainsi sur les marchés arabes où l'industrie militaire réa-

CETTE crise a encouragé un certain nombre de réflexions et de remises en cause. Récemment, M. Thierry de Montbrial, directeur de l'IFRI, remarquait qu'« il semble bien que, globalement, le poids de la défense dans l'économie des pays industrialisés ait finalement contribué à entraver la croissance de l'offre macro-économique globale (11) ». Les excédents commerciaux du Japon et de la RFA, pays à la production militaire modeste, incitent aussi à remettre en cause des idées reçues.

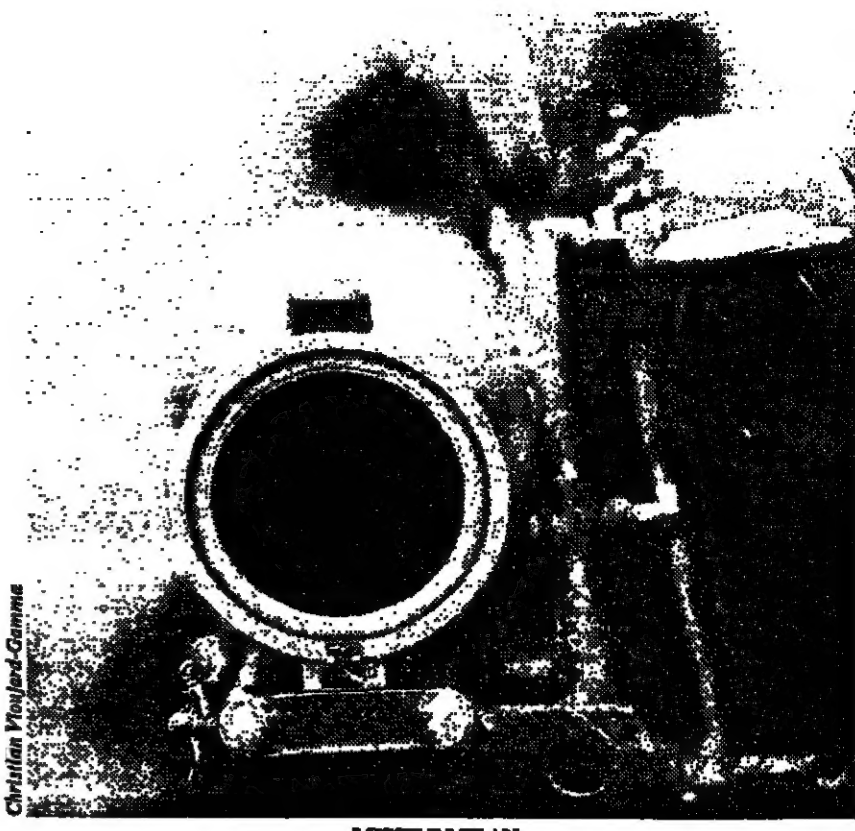
Les retombées civiles de la recherche-développement (R-D) dans le domaine militaire sont aussi réévaluées. Aux États-Unis, depuis dix ans, les dépenses de recherche-développement engagées par le Pentagone ont crû de 250 %. La France et la Grande-Bretagne connaissent la même spirale ascendante. Or « les biens produits à des fins militaires ont un coefficient de R-D extrêmement élevé, de sorte que tout autre utilisation de ce potentiel aurait un impact direct plus fort sur l'emploi et la croissance (12) ».

De plus, comme le soulignait un rapport déjà ancien des Nations unies, les

retombées militaires de la recherche civile « ont été incomparablement plus importantes que les retombées civiles de la recherche militaire (13) ». Ainsi le système de guidage des missiles de croisière s'appuie sur un procédé de numérisation du relief dont les principes de base ont été établis à la fin des années 50 par des ingénieurs travaillant pour la construction des routes. Chaque jour un peu plus, les caractéristiques des matériels militaires s'éloignent des besoins civils.

Aujourd'hui, la plupart des nouvelles techniques (ordinateurs à grande vitesse, matériaux nouveaux...) sont portées par la course aux armements. De plus en plus, le progrès technique est piloté par la logique militaire et cela risque de conduire finalement à de graves distorsions ou à des impasses.

L'industrie de l'armement serait-elle alors devenue inutile parce qu'elle pèse d'un poids de plus en plus lourd en termes économiques, financiers et techniques ? Sauf à imaginer un désarmement général, la France continue et continuera à avoir besoin d'armes perfectionnées. Le maintien d'une forte capacité de production nationale est un



MISSILE MILAN
L'ère des coproductions

gagé d'indépendance, mais qu'il faudra payer de plus en plus cher.

ration, fabriqué plusieurs centaines de produits différents (vélos, tracteurs...), contribuant ainsi à la reconstruction.

Dans ce contexte, deux perspectives s'ouvrent aujourd'hui. D'abord l'intégration dans le vaste système de défense européenne et/ou atlantique ; les industriels français pourraient ainsi revenir sur des marchés rentables pour leurs matériels de pointe (Rafale, sous-marin nucléaire d'attaque...). En contrepartie, ils opéreraient une sévère cure d'amaigrissement, avec l'abandon de nombreuses productions et la perte de certaines maîtrises d'œuvre dans ce nouveau partage des tâches. C'est ce que M. André Giraud appelle l'« achat sur diapos ». Ce choix s'accompagnerait d'une « délocalisation » de certaines industries comme celle prévue par Dessant en Asie (14). L'autre choix possible est le maintien d'un fort potentiel productif, y compris dans les gammes basses, mais orienté prioritairement vers la satisfaction des besoins de l'armée française. De nombreux spécialistes contestent le fait que les exportations soient rentables (voir page 8 l'article de Jean-Paul Hébert) ou qu'elles réduisent le coût unitaire des matériels achetés par les armées françaises (15). Le principal avantage des ventes à l'étranger serait d'assurer aux entreprises des « plans de charge » suffisants. Or l'exemple de la SNECMA montre que, à partir d'une maîtrise de la fabrication de réacteurs militaires, il est possible de développer une activité civile rentable (CFM-56) qui contribue à l'équilibre des plans de charge. Dans des conditions fort différentes, les arsenaux avaient, à la Libé-

De telles décisions engageant l'avenir du pays et nécessitant une large consultation et un vrai débat. Encore faut-il que celui-ci ne soit pas biaisé par la place hégémonique qu'occupe le « complexe militaro-industriel » : récemment, M. Pierre Marion, ancien directeur général de la DGSE, ne démentait-il pas le fait que « la classe politique n'est pas capable de ramener le « complexe militaro-industriel » à sa place, celle d'un exécutant des politiques voulues par le pouvoir civil et élaborées selon des processus démocratiques (16) ? »

JEAN-DOMINIQUE MERCHET.

- (8) L'Union nouvelle, 13 novembre 1986 et 10 décembre 1987.
- (9) Edward Kolodziej, *Making and Marketing Arms. The French Experience and Its Implications for the International System*, Princeton University Press, Princeton, 1987.
- (10) F. Desmages, op. cit.
- (11) Desmages, 1987-1988, éditions Atlas-Economica, Paris, 1987.
- (12) Klaus Engelhardt, « La reconversion de la recherche et de la mise au point militaire : réalisme ou vue de l'esprit », *Revue internationale du travail*, vol. 124, n° 2, mars-avril 1985.
- (13) *Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires*, rapport du Centre des Nations unies pour le désarmement, 1978.
- (14) *International Herald Tribune*, 5 février 1988.
- (15) François Vautour, « Ventes d'armes : le jérémy et l'insuccès », *Projet*, juillet-août 1983.
- (16) Le Monde, 21 novembre 1987.

TRANSACTIONS OFFICIELLES, OPÉRATIONS CLANDESTINES

Le grand bazar aux canons dans le tiers-monde

Par ALAIN GRESH

MALGRÉ ses professions de foi sur l'austérité et la rigueur, le Fonds monétaire international (FMI) s'est montré réticent à demander la diminution des dépenses militaires, même quand il recommandait des coupes claires dans les dépenses gouvernementales. Le secteur militaire était tenu à l'écart des conditions mises à l'octroi de prêts du FMI. Or les dettes militaires sont particulièrement pesantes, puisque le secteur militaire est improductif et n'aide pas à dégager des fonds qui permettraient de les rembourser. Cette réticence de deux chercheurs du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Michael Brzoska et Thomas Ohlson, dans un livre documenté consacré aux transferts d'armements dans le tiers-monde (1), illustre à

quel point les convoitises qu'a éveillées le fabuleux « bazar aux canons » ont endormi bien des scrupules.

Entre 1971 et 1985, le tiers-monde a acheté pour 286 milliards de dollars (2) d'armements, ce qui équivaut à environ 30 % de la dette que les pays du Sud avaient accumulée durant la même période ; le nombre de pays possédant des missiles est passé de trente à soixante-seize. Si le Proche-Orient absorbe près de la moitié des exportations, depuis 1975 l'Afrique — Maghreb compris — s'est hissée à la deuxième place, suivie par l'Amérique latine, l'Asie du Sud et l'Extrême-Orient. Le marché a connu, entre 1970 et 1977, une expansion moyenne annuelle de 13 % ; puis ce taux est tombé, entre 1978 et 1984, à 2 %. Aujourd'hui, il est négatif, ce qui signifierait une concurrence acharnée.

La part prépondérante des États-Unis et de l'URSS — qui, depuis le milieu des années 70, tiennent solidement le tête — est grignotée par les pays européens — France, Royaume-Uni, Italie — et par de nouveaux concurrents : Brésil, Israël, RFA, Chine, Espagne (voir le tableau ci-contre).

Le rétrécissement du marché, dû à la chute des cours des matières premières et au formidable endettement du tiers-monde, ainsi que la concurrence ont paradoxalement placé les clients en position de force. Pour soutenir leurs industries, les vendeurs offrent toutes sortes de facilités : transferts de technologie, prêts bonifiés, voire dessous-de-table comme cela a été illustré par de récents scandales en Inde et au Nigeria.

L'affaire Luchaire (3) l'atteste, la logique du lobby des « marchands de canons » a souvent prévalu sur d'autres considérations, et une trentaine d'États, depuis le début de la guerre du Golfe, ont fourni du matériel militaire à la fois à l'Irak et à l'Iran : « Les gouvernements ont été confrontés à de telles pressions des forces économiques qu'ils ont approuvé des contrats d'armes que, pour des raisons politiques, ils auraient plutôt empêchés (4) ». Seule exception notable, l'inspécité de l'administration Reagan à obtenir du Congrès la fourniture de certains matériels de guerre aux pays arabes : en 1986, l'Arabie saoudite acheta soixante-douze Tornado britanniques après le refus des parlementaires américains, sous la pression du lobby juif, d'autoriser la vente de chasseurs F-15.

Peine de prison de cinquante-deux ans en Illinois : il avait fourni des armes au colonel Kadhafi.

C'est aussi en approvisionnement divers gouvernements mis au ban de la communauté internationale — l'Afrique du Sud, les dictatures militaires guatémalteque ou salvadorienne, le régime de Somoza, M. Idi Amin en Ouganda, M. Mobutu au Zaïre, la Rhodésie blanche... — qu'Israël et devenu un des principaux exportateurs d'armes. Dans un récent ouvrage (7), M. Beit-Hallahmi, un enseignant à l'université de Haïfa, décrit ce déplacement en Afrique, en Asie et en Amérique centrale et du Sud, et définit la logique qui le sous-tend : « Ce qu'Israël a exporté dans le tiers-monde, ce n'est pas seulement de la technologie, des armements, de l'expérience ; pas seulement des savoir-faire, mais une certaine pensée, un sentiment que le tiers-monde peut être contrôlé et dominé, que les mouvements radicaux peuvent être armés, que les sociétés modernes ont encore un avenir. »



UN OFFICIER DE L'ARMÉE ARABE MONTRANT UN MISSILE BRITANNIQUE PRIS AUX MOUDJAHIDINES
Le marché est officiel : plusieurs milliards de dollars

Paralysés par les organes législatifs ou par leurs opinions publiques, les gouvernements ont découvert un nouveau moyen pour contourner les interdictions : les marchés *free-lance* (5). Ceux-ci travaillent le plus légalement du monde, et leurs transactions sont, en principe, contrôlées par les pouvoirs publics. Mais la fortune colossale d'un Adnan Khashoggi, d'un Sam Cummings, d'un Michael Kohn, s'est souvent bâtie sur des « opérations grises », c'est-à-dire illégales mais bénéficiant de l'aval des gouvernements ou des services de renseignement.

Aujourd'hui, une dizaine de pays contrôlent 95 % du marché de l'armement ; comme le notent M. Brzoska et T. Ohlson, malgré la concurrence le nombre des vendeurs varie peu dans les années futures. « Par la dimension de leurs industries militaires, leur prééminence écrasante dans le domaine de la haute technologie et les sommes énormes consacrées à la recherche-développement, les plus grands pays industriels continueront de dominer le système dans le futur. » L'administration Carter, comme le gouvernement soviétique à plusieurs reprises, avait exprimé le vœu de limiter le transfert des armements. A l'heure du dialogue rétabli entre Moscou et Washington, les Deux Grands pourraient entamer avec les Européens une négociation sur ce sujet complexe : ce serait une autre manière d'aider le tiers-monde et d'alléger les fardeaux qui pèsent sur son développement.

S'il les ventes d'armes américaines à l'Irak ont représenté le plus grand scandale dans ce domaine, d'autres transactions sont moins connues : avec l'Afghanistan, l'Afghanistan, l'Angola. « Les ventes sont généralement organisées par la CIA. Les dealers achètent des petites armes soviétiques dans le bloc de l'Est, en Chine ou en Égypte (6) ». Le prix en est payé par la CIA ou les « gouvernements amis » (Arabie saoudite, sultanat de Brunei...). Évidemment, ce système n'est pas sans risques ; un de ces pêcheurs en eau trouble, M. Edwin Wilson, un ancien de la CIA, purge une

- (1) Michael Brzoska et Thomas Ohlson, *Arms Transfer to the Third World, 1971-1985*, SIPRI-Oxford University Press, Oxford, 1987, 400 pages.
- (2) A prix constant 1985.
- (3) Rétroentreprise française qui a vendu des armes à l'Irak. Pour les ventes européennes à la république islamique, voir l'ouvrage très documenté de Walter de Block et Jean-Charles Dumas, *Des armes pour l'Irak*, Gallimard, Paris, 1988, 294 pages, 95 F.
- (4) *Arms Transfer to the Third World*, op. cit. p. 129.
- (5) « How US Arm Dealers are Making a Killing », *Fortune*, 16 février 1987.
- (6) *Ibidem*.
- (7) Benjamin Beit-Hallahmi, *The Israeli Connection. Who Israel Arms and Why*, Pantheon Books, New-York, 1987.

Des

Dans le champ clos de la compétition électorale, les principaux champions se sentent tentés d'évoquer brièvement trois arènes où toute diplomatie française se déploie par nécessité. Ils ne tiennent pas pour autant le même langage et portent des regards différents sur chacun des trois cercles comme sur leurs points d'intersection : bases francophones en Amérique du Nord, place forte de l'OTAN, mais aussi au cœur d'une Europe incertaine, en Afrique, où il serait tentant d'obtenir un concours européen, et, bien au-delà, dans les convulsions du Proche-Orient ou de l'ancienne Indochine, zones à l'égard desquelles ni l'OTAN ni la CEE n'ont défini de politique commune ; avec le marché unique européen, que deviendront les positions commerciales que la France a conservées dans une partie de son ancien empire colonial ? Deux autres facteurs comptent encore le jeu : au sein de la Communauté européenne, perceptions divergentes de la solidarité atlantique ; au sein de l'OTAN, définitions contradictoires des intérêts limites de l'Europe aussi bien dans les limites de son propre territoire que dans les contrées où s'exerce encore son influence. M. Kissinger se flattait de

ALCOOLS - VINS - CHAMPAGNE, etc.
15, rue Chevert - 75007 Paris
Tél. : 46-55-91-22
Télex : 201079 F

3 MAROC	Fête nationale.
6 GHANA	Fête de l'indépendance.
12 ILE MAURICE	Fête nationale.
17 IRLANDE	Fête nationale.
23 PAKISTAN	Fête nationale.
25 GRÈCE	Fête de l'indépendance.
26 BANGLADESH	Fête de l'indépendance.

CLAUDE JULIEN

(4) Voir «Les amies de l'Europe», *le Monde diplomatique*, janvier 1968.

(5) L'expédition de Suez, par exemple, déclencha en 1956 la fermeture des établissements scolaires français en Egypte.

(6) Cf. le rapport de la Commission trilatérale, *Resisting Growth in the Debt-Laden Third World*, Paris, New-York, Tokyo, 1967.

(7) Voir l'article d'Alain Touraine in *le Nouvel Observateur*, 12-18 février 1968.

... ..

QUART-MONDE ET DROITS DE L'HOMME

Des citoyens exclus de la démocratie

LES solutions imaginées dans les pays riches pour soulager la nouvelle pauvreté (restaurants du cœur, revenu minimum garanti, etc.) restent en deçà des exigences démocratiques. Gérer au mieux les inégalités, c'est aussi une façon d'accepter l'existence de sociétés à plusieurs vitesses. Pour éviter une telle régression des droits de l'homme, il faut d'abord donner aux exclus du quart-monde les moyens de se faire entendre en tant que citoyens à part entière.

Par ALWINE DE VOS VAN STEENWILK *

DANS la vie politique d'un pays, certains anniversaires ne font pas de bruit. Non parce que la nation manquerait de mémoire, mais parce qu'elle n'a pas encore mesuré la signification de l'événement qui fait date.

Ainsi en France l'anniversaire du 11 février 1987. Voilà un an, en effet, le Conseil économique et social a voté un avis sur la grande pauvreté (1). Une « première » européenne et mondiale dans l'histoire des droits de l'homme. Le rapport Wresinski, sur lequel il s'appuie, confirme que la grande pauvreté en représente une violation. Quand la précarité affecte plusieurs domaines de l'existence, lorsqu'elle tend à se prolonger et devient persistante, lorsqu'elle compromet gravement les chances de reconquérir ses droits et de résumer ses responsabilités par soi-même dans un avenir prévisible, elle engendre la grande pauvreté. Celle-ci affecte l'exercice de la citoyenneté et pose la question du fonctionnement de la démocratie.

Seule une loi d'orientation peut assurer à tous des droits que la France avait d'ailleurs commencé à énoncer dès 1789, autre anniversaire à célébrer.

Quand une mère de famille mange, l'hiver, au restaurant du cœur selon notre bon vouloir, et doit se débrouiller autrement en été, cela devient une question de droit à l'autonomie de la personne. Qu'un homme soit obligé de tendre la main pour réceptionner un colis de victuailles que d'autres ont jugés bonnes pour la consommation de sa famille, cela représente une violation de la liberté. Que ce chef d'une famille réfugiée dans le sous-sol d'une ferme murée, déclarée insalubre, soit privé de sa carte d'électeur faute d'adresse reconnue, cela signifie une atteinte au droit politique le plus élémentaire. Et ces camions sanitaires à bord desquels dans des quartiers à haute densité de chômage posent désormais la question du droit à l'égalité et à la libre participation aux systèmes de protection d'une nation.

* Présidents du Mouvement international ATD Quart-Monde (107, avenue du Général-Leclerc, 95480 Pierrefort).

Ce sont là des exemples extrêmes, certes, la pointe de l'iceberg. Les deux millions et demi de personnes qui survivent en France avec moins de 50 % du SMIC ne se bousculent pas à l'entrée des ailes de nuit, elles ne sont pas privées de toute identité politique. Mais toutes sont dans un état d'urgence désespérant, leurs libertés civiles et politiques compromises en même temps que leurs droits économiques, sociaux et culturels. La question est de savoir si nous les reconnaissons enfin non plus comme des marginaux mais comme des concitoyens même, s'ils sont au plus bas de l'échelle sociale. Faute de quoi les droits de l'homme risquent de ressembler encore à des privilèges, assurés de façon inégalitaire au plus grand nombre.

Certes, le Conseil économique et social ne résume pas le soutien matériel d'urgence aux êtres humains ainsi mis en danger. Mais il rappelle que ceux-ci sont d'abord des sujets de droits, des concitoyens sujets de libertés à restituer, elles aussi, d'urgence. Les aides qui ne conduisent pas en ligne directe à des droits consignés par la loi deviennent des solutions honteuses, surtout quand elles surviennent trois hivers consécutifs. Elles deviennent même un alibi quand le débat public n'est pas de savoir comment garantir le travail, le revenu minimum, l'école, la formation aux plus démunis, mais comment remplir les réserves des restaurants des pauvres. Elles deviennent un malentendu historique quand un ministre de l'économie et des finances se réjouit, sans plus, de la reprise des restaurants des affamés, soulignant que la nouvelle législation sur le mécénat leur bénéficiera grandement !

Quant aux vivres « débloqués » par la Communauté européenne, cela pourrait être le début d'une réelle restitution des droits inaliénables aux plus pauvres si ce déblocage remettait vraiment en question nos politiques de partage dans un monde où règne la faim. Mais le beurre, le lait, la viande « débloqués » des années de suite sont le fait d'une Europe qui n'a même plus la honte de la misère, puisqu'elle l'institutionnalise par ce type de réponse. C'est l'Europe de la connivence entre les gouvernements et la Commission,

pour faire le silence sur les questions de fond : pour qui l'école, le travail, le logement décent ? pour qui la compétitivité, pour qui l'Europe ? Et quelle connivence du silence sur la grande pauvreté depuis toujours au conseil des ministres de la CEE ! Or les commissaires ont, malgré tout, un pouvoir considérable de proposition et de dénonciation, dont ils ne se privent pas pour d'autres sujets.

Voilà un an, le Conseil économique et social français, tous partenaires sociaux réunis, a cassé ce silence et, par là, a rendu une part d'honneur, une part d'histoire et de vérité aux Européens. La soupe populaire, la santé au bord du trottoir, les comités de mendicité du dix-huitième siècle remis en vogue à grand renfort d'émissions télévisées, tout cela ne peut être que l'affaire d'un instant de désarroi devant l'imprévu. Le temps de remettre rapidement nos horloges à l'heure de 1989 et 1992. Le rapport Wresinski le dit clairement, nous avons laissé échapper les outils et les occasions permettant aux États de connaître correctement la grande pauvreté, toujours incrustée dans nos sociétés industrielles riches. Nous n'avons pas fait parler les instances publiques de recherche, les médias, le pouvoir politique, les partenaires sociaux n'ont pas assez songé qu'il fallait prendre garde aux libertés civiles et politiques de tous.

Savons-nous seulement, aujourd'hui, combien les distributions de vivres, tous ces gestes d'un autre temps, démo-

du quart état de l'époque, un rapport sur le quart-monde sans suites concrètes.

Voilà deux siècles, par les cahiers de doléances du quart état, des clercs et des philanthropes réclamaient le droit à la représentation des indigents, des mendiants, de cet « ordre sacré des infortunés » dont Dufourny de Villiers se vante l'ambassadeur aux États

général. La réponse publique se fait attendre. Pour une fois, à travers un rapport du Conseil économique et social, les plus pauvres (autre originalité de l'événement) furent officiellement entendus eux-mêmes, leur expérience de vie, leur pensée prises en compte dans une institution démocratique. Le Conseil économique et social fera-t-il bientôt école ?

Quelle Europe en 1992 ?

LA question, ici, n'est pas de savoir si tel gouvernement décide d'engager tout au moins une expérimentation sur dix départements, comme l'a proposé avec réalisme le Conseil économique et social. C'est chose promise en France depuis le début de cette année. Mais qui garantit que l'expérimentation, dans l'indifférence générale, ne reprendra pas le chemin des « plans précarité », non pas tremplins vers de vrais droits mais instruments pour gérer la pauvreté et, pourquoi pas, pour contrôler les très pauvres ?

Nous ne posons pas non plus la question du coût d'une politique finalement nationale et, de ce fait, harmonisée au niveau de l'Europe, puisque aucun pays n'ose être plus juste que le voisin si cela devait lui coûter la compétitivité économique pour 1992. Le combat de la grande pauvreté n'est pas une affaire de coût, mais une question de priorité. Il ne s'agit plus de savoir si nous pouvons mais si nous voulons, dans nos pays les plus riches, apprendre à lire à

dro, enfin, que priment la consultation et la représentation d'une population privée jusqu'ici des moyens de s'informer, d'élaborer une opinion commune et de la faire valoir. Le quart-monde ne peut pas se donner, d'emblée, de représentants nationaux et internationaux, si ce n'est dans la personne d'une figure exceptionnelle comme l'était son père Joseph Wresinski, décédé le mois dernier à Paris. En attendant, dans le cadre du volontariat ATD quart-monde, il nous a toujours semblé préférable de parler d'ambassadeurs.

Mais alors, qui acceptera - hommes et femmes de toutes professions - de se former et de présenter ses lettres de créance en toute indépendance à l'égard des instances nationales et européennes, pour vérifier la transparence et les résultats des mesures et politiques censées combattre la grande pauvreté ? Qui incarnera les intérêts des Français et de tous les Européens exclus et ne cessera d'un négociateur la reconnaissance ? Tout reste à apprendre, à réinventer, quand il s'agit du service d'un peuple non seulement minoritaire mais qui n'a même pas d'existence reconnue ni aucune place propre dans les enceintes de la vie démocratique.

Des ambassadeurs, il en faudra de bien formés. S'ils avaient été disponibles dès les années 50, nous aurions eu, en France, que l'aide sociale ne pouvait pas protéger des familles chroniquement enchaînées au pied de l'échelle sociale. Nous aurions eu, à temps, en Belgique, que le « Malmex » entraînait peu à peu un contrôle insoutenable de la vie privée. Nous aurions eu, aux Pays-Bas, que des familles recevaient la « Bijstand » (autre essai d'une garantie de ressources) ne devaient pas se déplacer en vacances ni participer à une vie associative de leur choix qui dépasserait les limites du quartier. En Grande-Bretagne, nous aurions eu comment le droit à la santé peut être déformé en obligation de se faire soigner - pour les nerfs -, pour des mères de famille effectivement à bout de nerfs en raison de la menace du retrait de leurs enfants qui grandissent dans la misère.

Nous aurions, à travers tous les pays les plus riches de la CEE, le volume exorbitant de tranquillisants consommés par prescription dans les foyers les plus pauvres. A croire que les tranquillisants ont pris aujourd'hui la place du pain et des jeux. Agré simplement en diplomates confirmés et intégrés pour obtenir les moyens de la prise de parole et une place dans les institutions représentatives à tous ceux qui sont exclus de fait de la citoyenneté, ne serait-ce pas mettre fin aux faux débats menés en dehors d'eux sur ce qui est bon pour eux ? Ne serait-ce pas accomplir l'ambition de 1789 et jeter les bases d'une Europe des droits de l'homme pour 1992 ?

(1) Avis et rapport du Conseil économique et social, Grande pauvreté et précarité économique et sociale, direction des Journaux officiels, 26, rue Drouot, 75015 Paris, 33 F.



bilisent les familles intéressées par rapport à tout vrai combat pour leurs droits ? Dans tous nos pays où elles font la queue, comme elles le firent aux dépôts de blé au dix-huitième siècle, l'énergie pour mener un autre combat a baissé.

Grâce au rapport du Conseil économique et social, on sait ce qu'il en est de cette indivisibilité des droits pour la France, mais il n'en est pas entièrement dans les pays voisins. Partout ce faux débat : vaut-il mieux assurer un revenu minimum ou un « travail minimum » ? Sans parler de ceux qui semblent de plus en plus portés, dans un temps de chômage excessif, à imposer aux plus pauvres un travail obligatoire de troisième zone, généralement introuvable, en retour d'une garantie de ressources si minimes qu'elles défilent tout effort de gagner l'indépendance à terme. La similarité est dans le fait que, nulle part, il n'a été question de mener, ni même d'expérimenter, une politique globale tenant compte de l'indivisibilité des droits de l'homme.

Les mêmes gouvernements affirment certes, à l'occasion, l'interdépendance de ces droits ; mais les mesures prises demeurent parfaitement fragmentées et relèvent encore du bon vouloir de l'État. Elles n'ont rien à voir avec une solidarité qui répartirait mieux les privilèges acquis. Elles ne relèvent nullement d'un changement de fond de nos structures correspondant à une conception plus avancée de l'interdépendance des libertés civiles et politiques et des droits économiques, sociaux et culturels.

Depuis un an, grâce à l'avis du Conseil économique et social, nous disposons d'une compréhension nouvelle. Il trace les grandes lignes d'une politique globale qui nous sortirait enfin de l'imbroglio des mesures à l'aventure, prises comme en pièces détachées, domaine par domaine, en ordre dispersé. Reste à savoir si la France se présentera à l'anniversaire de 1789 avec, pour seul lien avec les défenseurs

Quand les progrès de l'agriculture menacent le monde paysan

EN vingt ans, la production agricole française a doublé, la productivité a été multipliée par trois, le balance des échanges déficitaires a fait place à un fort excédent, et, tandis que le nombre des exploitations diminue de moitié, le revenu des agriculteurs augmentait sensiblement.

Cette révolution silencieuse trouve son explication dans l'augmentation considérable des rendements. On en connaît les raisons. L'agriculture française s'est industrialisée : utilisation massive d'intrants (énergie, machines, engrais, pesticides) ; application systématique des résultats de la recherche ; formation des agriculteurs aux techniques et à la gestion industrielles ; spécialisation et intégration des exploitants dans une chaîne de production et de commercialisation fortement structurée. Le mouvement a été accéléré par l'ouverture du Marché commun agricole.

Or, paradoxalement, loin d'engendrer l'euphorie, ces performances sont jugées inquiétantes.

Dans l'immédiat, le problème est celui des excédents, de plus en plus difficiles à écouler, les marchés solvables étant saturés. A terme, les excédents pourraient faire place à un déficit. Car l'avenir de la production agricole est menacé. François de Ravignan en expose les raisons et les conséquences avec autant de clarté que de conviction (1).

La diminution continue de la population agricole s'accompagne d'un accroissement de la surface des exploitations restant en activité. Or, sur ces exploitations, les rendements ont tendance à stagner, voire à régresser. Car l'augmentation des surfaces entraîne plus une augmentation correspondante des investissements en intrants, dont le coût, qui ne cesse de croître, est devenu trop élevé pour être rentabilisé. Bientôt, ne subsisteront qu'un nombre restreint de grandes exploitations compétitives, orientées sur le marché mondial, dont rien ne garantit qu'elles assureront l'autosuffisance, tandis que se poursuivra l'exode rural, ou le repli des exclus dans le gardiennage assisté des terres laissées en friche, et de petites « niches » de production écologiquement.

Cette perspective d'une agriculture dualisée, délibérément prônée par une politique voilée de rationalité économique, est inacceptable. Elle conduit à une dégradation irréversible des terres nourricières abandonnées. Elle s'accompagne du « meurtre du travail », quand l'extension du chômage est précisément le problème de notre temps. La recherche de la rentabilité d'entreprises concurrentes n'est pas une loi scientifique mais un choix idéologique récent, qui n'est pas irrémédiable. Il existe d'autres voies pour une économie agricole au service de tous les hommes. Parce que nous sommes directement concernés, elles méritent d'être explorées. Ce livre nous y convie.

CHRISTIAN DE BRIE.

(1) François de Ravignan, *L'Intendance ne mène pas. Essai sur l'avenir de l'agriculture française*, La Découverte, Paris, 1988, 165 pages, 85 F.

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et économiques

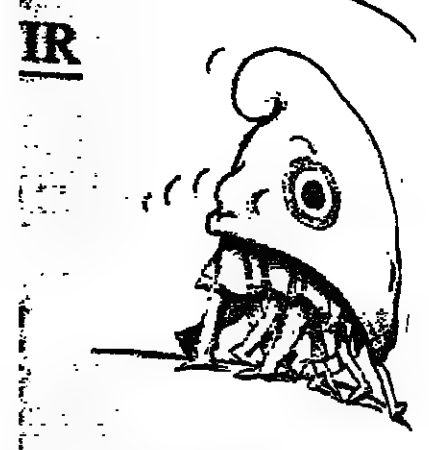
Baccalauréat (séries A, B, C, D)
statut officiel de Collège et de Lycée français à l'étranger

Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans.
Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

Accès aux bourses officielles. Une grande école fondée en 1908

école lemania lausanne

3, ch. de Préville - CH-1001 Lausanne Suisse
Tél. 19-41/21/201601 - Fax 19-41/21/22 67 00 - Téléc 450 800 si ch



dances de Georges Pompidou et M. Valéry Giscard d'Estaing à emprunter à l'histoire. Mais l'appareil diplomatique pour sa lance. Faute de nouvelles tractions et d'une redéfinition des objectifs, qui pourrait-il faire d'effet, les rapides retournements de la main, les minces succès obtenus, les déconvenues, cette fois de la nation et cette perte d'influence n'ont pas d'autres causes. Les pays s'en font sentir à l'intérieur même d'un flux de marchés perdus, troubles débouchant sur des opérations politiques, effritement des atomes seuls (5), déclin de ce prestige même que l'une gauche peu réaliste tente de faire en ridicule.

LES mêmes conceptions ont valu à propos de bien d'autres lieux de crise. Un pragmatisme devient synonyme d'irréalisme lorsque, incapable de voir au-delà des composantes matérielles de la réalité, il évase nos estimations des données pourtant si les données concrètes qui s'appellent les valeurs de civilisation, les valeurs culturelles et religieuses, les valeurs à la justice et au respect des droits essentiels. Ainsi s'expliquent d'interminables altercations entre l'apartheid sud-africain, les vœux adressés à l'Amérique centrale, la compassion (que ne peut justifier la compassion) pour certains régimes africains, l'économisme conduisant à d'effrayants contrats de livraison d'armes, la bienveillance témoignée sans suffisance à des peuples les victimes d'insurrection devant des problèmes comme l'endettement international (6), la timidité à l'égard des problèmes fragiles que l'on domine autrement qu'en paroles. Les polémiques entre la suprématie de l'opposition, de tels faits, alors que les réquisitoires, n'existent pas. Serait-ce l'indice que deux communautés dans la même conception de la diplomatie ?

A supposer que la politique soit l'un des possibles, encore faut-il, pour ne pas échouer dans la médiocrité, ne pas se laisser ambitionner par la haute, une ambition qu'elle ne sera que partiellement accessible. Sécurité nationale, internationalisation des échanges commerciaux, sécurité des approvisionnements, équilibre politique et culturel : ces buts ne peuvent être atteints si l'absence des subordonnés aux raisons qui peuvent avoir de vivre. Quelles ne sont pas les ambitions d'une population inquiète de la progression du chômage, préoccupée par la montée du crime, gâchée de scandales, invitée à succéder à prendre feu et flammes pour les plus mesquins aspects de la vie politique ? Une diplomatie n'est jamais que la projection, sur la scène internationale, des aspirations qu'un peuple a pour lui-même en révolte d'associer quelque chose de la parole.

Médisance ? Mais les plus cyniques savent bien que les peuples du monde entier portent en eux un idéal, qu'ils veulent parfois d'identifier à l'image qu'ils se font de tel ou tel pays. Un usage récent soutient que les Français s'intéresseraient plus à la politique (7). Mais pourquoi diable s'intéresseraient-ils pour l'image qu'un homme leur présente ? Les hommes ont-ils des joies électorales ? Seule peut-être leur ambition de mobiliser leurs énergies au service d'un idéal, sans négliger les obligations économiques et militaires, les obligations strictement à des ambitions vitales : aide préférentielle aux pays démocratiques, notamment en Afrique et en Amérique latine ; réduction progressive du niveau de coopération avec les pays de dictature ; initiative pour accélérer les négociations de désarmement, pour assurer le refinancement de la dette du tiers-monde ; pour établir un système monétaire stable éliminant les privilèges du dollar, pour sauver le Liban de la destruction, pour renforcer le système des Nations unies, etc. La simple énumération de ces problèmes montre bien l'absence diplomatique sans éthique mais aussi gravement de réalisme.

CLAUDE JULIEN

(5) Voir « Les armes de l'Europe », *Le Monde diplomatique*, janvier 1988.
(6) L'expédition de Suez, par exemple, menée en 1956 à l'initiative des troupes françaises en Egypte.
(7) Cf. le rapport de la Commission intergouvernementale de l'Europe, *Growth in the De-Luxe Society*, Paris, New York, Tokyo, 1987.
(8) Voir l'article d'Alain Tassinier dans *Le Monde*, 12-13 février 1988.

LES RUES DE PÉKIN. VITRINES DES PRODUITS JAPONAIS

Par HIROKO YAMANE

Proche-Orient. Aujourd'hui, les échanges sont beaucoup plus intenses et diversifiés, et ces pays sont devenus les alliés objectifs de Tokyo. L'annonce par le président Nixon, à Guam, en juillet 1969, d'un retrait partiel des troupes américaines de la région a obligé ces pays à contribuer plus directement à leur sécurité. Le Japon a naturellement été le plus sollicité, comme le rappelle la déclaration commune Carter-Ohira de 1979 (M. Masayoshi Ohira était alors premier ministre).

Depuis cette date, les discours officiels développent l'idée d'un «communauté» des pays du bassin du Pacifique. Une idée qui avait été formulée M. Takeo Fukuda, alors à la tête du gouvernement nippon, dans un discours prononcé à Manille en août 1977. La coopération mutuelle régirait les relations entre les pays de l'ANASE et le Japon. Mais, au-delà de ce langage chaleureux, ces Etats font figure pour le Japon d'une sorte de «Sud», comme l'Amérique latine pour les Etats-Unis et l'Afrique pour l'Europe.

L'envahisseur de la seconde guerre mondiale a dû surmonter nombre d'obstacles pour redevenir une puissance régionale. Ses voisins ne souhaitent en aucun cas la renaissance d'un Japon militariste, comme en témoigne la vigilance de la Chine. Les dirigeants japonais, conscients de cette menace des autres pays asiatiques, n'ont cessé de s'efforcer d'apaiser leurs craintes, mettant en œuvre une stratégie d'expansion silencieuse, assemblément économique, et dénuée de toute prise de position idéologique. Grâce à cette action, Tokyo estime contribuer à la stabilité politique de la région. Pour vaincre, en outre, toute suspicion d'une quelconque « menace », le gouvernement japonais prend soin que ses initiatives doivent être du fait du secteur privé, et non de l'Etat. Conformément à l'esprit qu'il a donné de lui depuis la défaite en 1945, c'est dans une « coopération pacifique » que le Japon se voit engagé. L'absence de tout lien avec l'ancien empire japonais présente guère de problème, car il est évident que la seule logique de l'expansion économique et à improviser, au coup par coup, la manière de s'acquitter de la responsabilité découlant de son alliance militaire avec les Etats-Unis. Peut-il s'en tenir durablement à cet apolitisme apparent ?

Grâce à ce pragmatisme, le Japon est parvenu à imposer son omniprésence économique en Asie du Sud-Est. Le « *saoud* » lui a permis d'être partenaire commercial et le premier investisseur dans les pays de l'ANASE, à l'exception des Philippines et de Singapour, dont les Etats-Unis demeurent le partenaire privilégié. Plus récemment, il a témoigné de ses volontés d'étendre son influence auprès des micro-Etats du Pacifique ; à preuve, la visite, très chaleureuse, du premier ministre d'alors, M. Yasuhiro Nakasone, en 1985, puis celle de son ministre des affaires étrangères, en janvier 1987.

Les pays de l'ANASE vendaient traditionnellement au Japon des matières premières et facilitaient le trafic du pétrole en provenance du

En revanche, les griefs de la part des pays de l'ANASE sont bien réels. En effet, le marché japonais absorbe très peu de produits indonésiens fabriqués par ses voisins (4). Les investissements de capitaux japonais sont nettement inférieurs à ceux effectués en Amérique du Nord et même en Europe (5). De plus, l'aide au développement est trop souvent liée aux projets présentés par des entreprises japonaises, qui sont plus chères que les firmes concurrentes locales. Et ces entreprises n'hésitent pas à léser les intérêts nationaux de ces pays du Sud, faisant fi, par exemple, de la protection de l'environnement.

La communauté régionale demeure en somme à l'état de projet. C'est ce que montrent les résultats de sondages effectués par le ministère japonais des affaires étrangères en 1983 et en 1987. La grande majorité des personnes interrogées dans les pays de l'ANASE font, il est vrai, globalement confiance aux Japonais. Mais elles ne souhaitent pas voir le Japon jouer un rôle déterminant dans le maintien de la paix dans la région... tout en pensant qu'indéfiniment le Japon redeviendra une puissance majeure.

La volonté des dirigeants japonais de jouer un rôle politique dans cette zone se heurte ainsi à la résistance des mentalités et est freinée par le comportement souvent irresponsable des entreprises privées. Ces obstacles peuvent être surmontés, par le biais, par

exemple, d'une intervention en faveur de la paix en Indochine ?

L'occupation du Cambodge par les troupes vietnamiennes en 1978 a servi de prétexte aux pays occidentaux, ainsi qu'au Japon, pour suspendre leurs engagements envers l'égard de Hanoï. Toutefois, le Japon s'est refusé à s'aligner sur Washington, dont la politique visait à «aligner le Vietnam à blanc» («bleeding Vietnam white»). Si sa présence est dictée par d'un côté, comme un moyen de protéger son intérêt primaire commercial du Vietnam pour les pays non communistes (6), il existait des occasions ponctuelles, comme les catastrophes naturelles ou la coopération universitaire, pour assurer une assistance diversifiée, qui ne dépassa pas le million de dollars par an, ce qui le place au système rang parmi les pays de l'OCDE donateurs d'aide (7). Mais, pour maintenir des rapports suivis de ce non hypothéquer l'avenir.

D'autre part, en décembre 1986, plusieurs entreprises ont projeté d'un commun accord d'établir à Hanói un centre commercial capable d'accueillir jusqu'à cinquante entreprises. Honda avait déjà installé une usine de montage de motocyclettes. En mars 1987, Nissio Iwai, maison commerciale qui avait déjà ouvert une agence à Hanói fin 1986, a négocié avec le gouvernement vietnamien trois projets portant, le premier, sur le développement d'une zone commerciale, le deuxième, alimentaire et de la pêche, le troisième sur le pétrole, le troisième sur la construction de réseaux de transport.

Or cette pénétration des entreprises japonaises a suscité une vive

protestation de la Thaïlande, en guerre larvée depuis neuf ans avec le corps expéditionnaire vietnamien sur sa frontière orientale. Suit une avalanche de protestations américaines et chinoises auprès du ministère nippon des affaires étrangères. L'organisation ultraconservatrice Heritage Foundation, qui avait déjà, en mars 1987, critiqué le Japon pour avoir resserré ses liens commerciaux avec Cuba, l'accuse une nouvelle fois d'avoir « traîné » les intérêts de l'alliance avec les Etats-Unis (8).

Le gouvernement japonais a donné aussitôt une version apaisante des tractations commerciales incriminées : elles ne devaient inquiéter aucun pays, car de telles irritatives, venant d'entreprises privées, ne changent en rien les données de la situation indochinoise. Et Tokyo rappelait son soutien à la position des pays occidentaux favorables au retrait du Cambodge des forces vietnamiennes.

Tokyo a donc fait preuve de souplesse. Les entreprises japonaises ont réduit leurs activités et attendent des jours meilleurs pour donner une nouvelle impulsion à leurs activités. Docilité calculée, car, pour le Japon, les rapports avec les Etats-Unis et l'ANASE sont vitaux, alors que le Vietnam demeure un marché potentiel.

Ces attaques, inattendues au Japon, contre le commerce avec le Vietnam viennent de montrer à l'envers que sa puissance ne lui permet plus de prétendre à une expansion économique dénuée de connotations politiques. D'où cette interrogation : est-il en mesure d'utiliser ses ressources économiques et financières comme instruments d'une politique propre à résoudre les conflits locaux ?

La question indochinoise semble, en effet, lui offrir la première occasion de jouer en toute autonomie à l'égard des Etats-Unis un rôle politique dans cette région. Ainsi, en juin 1987, à la conférence élargie des ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, du Japon, de l'Australie, du Canada, de la Communauté européenne, de la Nouvelle-Zélande, le Japon et les Etats-Unis, le Japon s'est rallié à la demande de l'organisation régionale de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) d'un futur gouvernement de coalition du Cambodge. Cette position se distingue de celle des Etats-Unis qui, pour des raisons « humanitaires » et pour diminuer l'influence de la Chine dans la région, militent en faveur de l'instauration des Kinmings.

La négociation est en tout cas amorcée entre les parties concer-

nées : le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Mochtar Kusumastadja, s'efforce d'organiser des rencontres informelles entre tous les groupes cambodgiens et les dirigeants vietnamiens ; et le prince Sihanouk discute avec le gouvernement de Phnom-Penh. Est-il exclu que le Japon, par le biais de l'aide et des échanges économiques, facilite des négociations politiques entre les pays de l'ANASE et le Vietnam ?

Ce serait un nouveau signe de la volonté, exprimée des les années 70 par les dirigeants japonais, de mettre en œuvre une politique régionale en Asie. Déjà, M. Fukuda assignait à son pays un rôle non militaire mais déterminé pour le pacifisme et la coopération avec les autres. On se souvient de M. Zendo Suzuki, revendiquant à son tour, pour Tokyo, un rôle majeur dans la formation d'une « personnalité asiatique ». M. Nakasone mit ensuite l'accent sur le transfert de technologie dans les pays voisins.

Aujourd'hui, M. Takeshita enrichit l'idée « communautaire » de M. Fukuda du concept de *furusato* (« lieu où l'identité peut s'épanouir ») (8). S'agit-il de simples slogans ? Ou manifestation d'une ambition politique dont on ignore comment elle serait reçue au Japon même, et si elle serait admise en Asie du Sud-Est ?

(1) Lorsque le Sénat des Etats-Unis a examiné le budget militaire pour 1988, il a adopté un amendement invitant le Japon à augmenter son aide gouvernementale au développement économique à 2 % de son PIB au cours 1987.

(2) Entre 1974 et 1984, l'aide publique au développement s'est accrue de 380 %. Le budget 1988 marque une augmentation de l'aide de 6,5 milliards de yens par rapport à 1987 (au total, 70 milliards de yens pour 1988). Les deux tiers environ sont destinés à la région Asie-Pacifique.

(4) Il ne représente que 9 % de la totalité des échanges commerciaux entre le Japon et les pays de l'ANASE.

(5) 7,7 % en 1985 et 3,8 % en 1986 des investissements japonais à l'étranger ont bénéficié aux pays de l'ANASE. En 1985, 45,5 % des investissements se concentraient en Amérique du Nord et 15,8 % en Europe.

(6) Les échanges entre ces deux pays s'élevaient en 1986 à 280 millions de dollars, soit près du tiers des exportations vietnamiennes. Néanmoins, le volume de ces ventes ne dépasse pas 800 millions de dollars, dont 70 % vont à l'Union soviétique.

(7) Aujourd'hui, seule la Suède continue à accorder une contribution importante, qui représente 78,9 % de l'aide des navs de l'OCDE.

(8) « Hanoi's Newest Friend: Tokyo », *Executive Memorandum*, n° 160, mai 1987.

(9) Discours de M. Takeshita au sommet de l'ANASE, Manille, 15 décembre 1987.

Investir au Japon n'a rien d'élémentaire. Cela demande de l'expérience. Une étude approfondie. La capacité d'extrapoler à partir des faits. Celle de les interpréter correctement. Enfin, un avis autorisé. Sur le marché japonais des titres, Nippon Kangyo Kakumaru Securities Co. a des références à faire valoir.

Dans le monde entier, des investisseurs se félicitent chaque jour de nous avoir fait confiance.

Grâce à notre parfaite connaissance du marché japonais et avec un portefeuille judicieusement réparti, vous pourrez en faire autant. NKK s'occupe de vous comme peut d'autres le font.

Essayez-nous.


THE NIPPON KANGYO KAKUMARU SECURITIES CO., LTD.

Sigla social: 1-6-1, Marunouchi, Chiyoda-ku, Tokyo 100 Japan - Japan. TEL.: 226-7461. Telex: J24830 KANGYOKS.
Branco & Pirelli: 11, rue Haffner, 75006 PARIS France. TEL.: (1) 42-66-30-10 - Telex: 230228 KANGYOK (Fr.): (1) 42-66-30-01.

● Nippon Kangyo Kakumaru International Inc. - New York, Los Angeles ● Nippon Kangyo Kakumaru (Europe) Limited - London
● Nippon Kangyo Kakumaru (Switzerland) Ltd. - Geneva ● Nippon Kangyo Kakumaru (Asia) Ltd. - Hong Kong

Lire pages suivantes

PAGE 14 : Les incertitudes du marché chinois, par *Bertrand Chung* ;
PAGE 15 : La Corse, voisine et concurrente, par *Laurent Schwab* ;
PAGE 16 : « D'Edo à Tokyo. Mémoires et modernité », un livre de *Philippine Pons*.

Les incertitudes du marché chinois

Par BERTRAND CHUNG *

LES échanges commerciaux entre la Chine et le Japon, longtemps soumis à des vicissitudes politiques, ont démarré officiellement après la normalisation des relations diplomatiques en 1972, et ont connu un net essor après le lancement de la politique d'ouverture chinoise en 1979 : 1,1 milliard de dollars en 1979, 6,65 milliards en 1985. Mais, en 1986, le volume des échanges a enregistré une baisse brutale de 18,2 % : les exportations japonaises se sont élevées à 9,86 milliards de dollars, soit une diminution de 21 % ; les importations japonaises ont atteint 5,65 milliards de dollars, soit une chute de 12,8 %. Au cours du premier semestre de 1987, la tendance à la baisse, bien qu'atténuée, n'a pas disparu puisque le volume des échanges - 7,26 milliards de dol-

lars - traduit une régression de 2,3 % par rapport à la période correspondante de 1986. Le commerce sino-japonais connaît donc à l'heure actuelle une réelle stagnation.

Le Japon demeure pourtant le premier partenaire de Pékin en fournissant 25,17 % des importations chinoises en 1979, 35,18 % en 1985, 28,99 % en 1986 et 24,20 % au premier semestre de 1987. De son côté, la Chine est le troisième partenaire commercial de Tokyo en 1986 (quatrième client et cinquième fournisseur) en absorbant 4,7 % des exportations japonaises. Le commerce entre les deux pays s'est structuré, depuis les années 70, sur la base d'un échange : produits industriels manufacturés japonais (produits d'acier, machines et équipements) contre matières premières (pétrole,

charbon, produits agricoles) et textiles chinois. Aujourd'hui, les choses n'ont pas encore fondamentalement changé malgré les efforts des Chinois pour accroître la part de leurs produits manufacturés dans ces échanges.

La balance commerciale est favorable au Japon mais avec un excédent demeuré plutôt modéré pendant longtemps puisque, entre 1975 et 1984, il n'a pas dépassé 3 milliards de dollars. Or cet équilibre a été brusquement rompu en 1985, le Japon enregistrant pour cette seule année un solde positif de 6 milliards de dollars. Que s'est-il passé ? A la suite d'une libéralisation du contrôle des importations en Chine, en automne 1984, on a assisté à une véritable explosion des achats de biens de consommation durables japonais

(automobiles, téléviseurs, réfrigérateurs, vidéo-cassettes, etc.). Ainsi, les importations en provenance de l'archipel nippon se sont accrues de 72,7 % en 1985 alors que les exportations n'ont augmenté que de 8,8 %. Le déficit ainsi enregistré représentait 60 % du déficit global du commerce extérieur de la Chine. Un record historique. Le gouvernement de Pékin allait en faire un problème politique majeur et reprendre en main le contrôle des importations, ce qui explique leur forte baisse en 1986.

Cet à-coup a fait prendre conscience aux Japonais des limites actuelles de leurs échanges

* Chercheur au Centre de recherches sur le Japon contemporain, Ecole des hautes études en sciences sociales.

commerciaux avec la Chine. Ils sont d'autant plus inquiets que, sur le continent, l'environnement du marché est en train de se modifier. Car Pékin continuera à s'adresser aux fournisseurs étrangers pour mener à bien sa politique de modernisation, son septième plan quinquennal prévoyant une augmentation annuelle des importations de 6,1 % entre 1986 et 1990. Mais le Japon, qui a longtemps bénéficié d'avantages considérables sur ce marché (proximité géographique, compétitivité de ses produits, rupture de la Chine avec l'URSS), est aujourd'hui confronté à une concurrence croissante des Etats-Unis et des pays de la CEE. Ainsi en 1986, année de la chute sensible des importations en provenance du Japon, celles en provenance de la RFA, de la Grande-Bretagne et de l'Italie se sont accrues respectivement de 47,7 %, 35,6 % et 25 %. D'autre part, après vingt ans de stagnation, le commerce sino-soviétique a repris, pour atteindre 4,2 milliards de francs suisses en 1986.

Bien entendu, la Chine s'efforce d'accroître ses exportations vers le Japon, dans lesquelles elle est particulièrement désireuse d'augmenter la part de ses produits manufacturés. Cette part a été de 24,7 % en 1985 et de 32,4 % en 1986, chiffres nettement inférieurs aux 31 % et aux 41,8 % que représentaient ces produits dans les importations globales du Japon au cours de chacune de ces deux années. Il s'est agi essentiellement de textiles, les machines et équipements ne comptant que pour 2,1 %. C'est dire que la Chine a encore beaucoup à faire pour diversifier sa production et améliorer sa qualité.

Les investissements directs et les transferts de technologie japonais peuvent constituer un puissant facteur de développement des relations économiques entre les deux pays. Mais le Japon n'est que le troisième investisseur en Chine, après Hongkong et les Etats-Unis, le nombre de sociétés à capital mixte s'élevant à 152 en 1985. En 1986, les investissements directs japonais ont atteint 226 millions de dollars, ce qui place la Chine à la sixième position en Asie après Hongkong, la Corée du Sud, Singapour, Taïwan et l'Indonésie. De surcroît, ces investissements sont peu nombreux dans l'industrie, la plupart d'entre eux étant concentrés dans de petits projets du secteur tertiaire. La Chine est peu satisfaite de cette situation qui représente l'inverse de ce qu'elle cherche en accueillant les investissements étrangers : se procurer rapidement des technologies de production et de management sans s'endetter par des importa-

tions. Quant aux transferts de technologie, la part des logiciels est très faible par rapport à celle des matériels : respectivement 15 % et 85 % en 1986.

Tous les investisseurs étrangers se plaignent traditionnellement de l'insuffisance des structures d'accueil chinoises. Aussi Pékin a adopté, en octobre 1986, un règlement relatif à la promotion des investissements étrangers afin d'accorder à ces derniers des avantages en matière fiscale, administrative, de main-d'œuvre, de réinvestissement des bénéfices, etc. Mais, pour les Japonais, la véritable difficulté réside dans l'absence d'autonomie de décision des entreprises chinoises.

Les difficultés que connaissent actuellement les relations économiques sino-japonaises montrent les limites d'une coopération entre partenaires au système social et au stade de développement différents. C'est pourquoi, au Japon, certains hommes politiques visionnaires, conscients de l'importance que revêtent les rapports entre les deux grands d'une région souvent présentée comme le futur centre économique de la planète, préconisent depuis longtemps une sorte de plan Marshall pour la Chine. Le monde des affaires japonais embrassera-t-il cette dimension politique ?

« L'Etat du Japon »

Dernier-né d'une collection à succès, *L'Etat du Japon* rassemble les contributions de quelques cent vingt spécialistes. Une somme, au point qu'il est difficile d'y découvrir des domaines qui n'y soient pas traités (la musique !).

De la pratique de l'homosexualité aux relations avec l'Afrique du Sud, de l'accueil des handicapés aux matches de base-ball, du rôle des PME à l'essor des biotechnologies, de la lecture des bandes dessinées au travail des femmes, ou à « la poésie de l'itinéraire dans la littérature du Japon ancien », tous les sujets défilent, en articles souvent courts, mais d'autant plus lumineux que leurs auteurs dominent parfaitement leur sujet. Il ne s'agit pas, d'autre part, d'une apologie du Japon : l'analyse critique abonde, concernant notamment le système pénitentiaire, la psychiatrie, l'éducation, le financement des partis, etc. Une utile bibliographie complète chaque chapitre, comme est la bienvenue la liste des principaux ouvrages de fiction traduits en français.

J. D.

* *L'Etat du Japon*, sous la direction de Jean-François Sabourat, La Découverte, Paris, 1983, 408 pages, 150 F.

Un sens aigu du marché

Stratégies d'investissement

L'évolution rapide de la nature des marchés financiers actuels ouvre de nouveaux horizons et génère des problèmes nouveaux pour les professionnels de l'investissement dans le monde entier. Plus que jamais, le succès exige une excellence éprouvée dans la formulation et la mise en œuvre des stratégies d'investissement.

Etre constamment à l'écoute du pouls du marché financier mondial, c'est ce que nous appelons avoir « le sens du marché ».

Nikko Securities peut se targuer d'une compétence que peu d'autres égalent. Grâce à un éventail de moyens techniques et de recherche fondamentale ainsi qu'à des ressources qui s'étendent dans le monde entier, Nikko a acquis une perspective qui a fait ses preuves sur la dynamique des marchés dans les principaux centres financiers. Nous sommes ainsi en mesure de répondre aux besoins des investisseurs avec une vision peu commune et de proposer des solutions novatrices pour atteindre les objectifs d'investissement.

Notre perspective, orientée sur le marché, a fait de Nikko l'un des tout premiers opérateurs mondiaux sur le marché des capitaux ainsi qu'une grande banque d'investissement. Nous intervenons régulièrement pour des opérations de prise ferme et d'achat sur tous les grands marchés de capitaux et fournissons conseil et assistance pour l'introduction d'entreprises non japonaises ainsi que pour les opérations de recherche de capitaux sur le marché de Tokyo. En plus, nous développons rapidement un système qui nous permettra d'agir vingt-quatre heures sur vingt-quatre, avec des antennes à Tokyo, Londres, New-York et dans d'autres grandes places boursières. Tout cela vient s'ajouter au réseau, aux services et aux professionnels Nikko dans le monde.

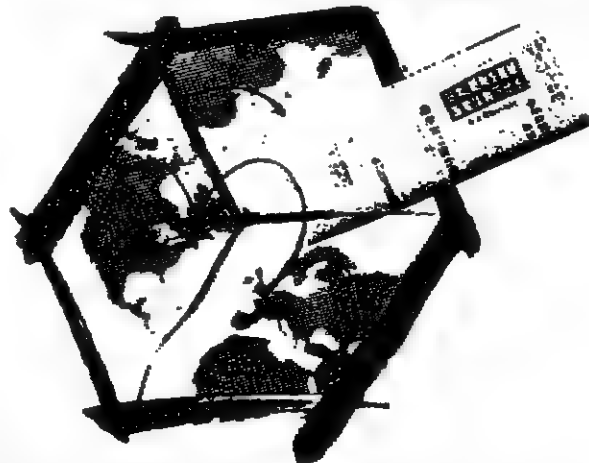
NIKKO

Nikko Securities

3-1, Marunouchi 3-chome, Chiyoda-ku, Tokyo, Japon
Tél.: (03) 283-2211 Téléc.: J2410

LONDRES ZURICH GENÈVE FRANCFORT LUXEMBOURG PARIS COPENHAGUE MILAN MADRID SAHREIN NEW YORK SAN FRANCISCO
LOS ANGELES CHICAGO TORONTO HONG-KONG SINGAPOUR SYDNEY SÉOUL PÉKIN QINGDAO

NIKKEI COMBLE LES LACUNES DE L'INFORMATION



Nikkei*, source d'informations économiques au Japon depuis cent dix ans, offre un vaste réseau de services d'information.

Le plus important quotidien d'affaires du monde, *Nihon Keizai Shimbun*, est imprimé simultanément à Tokyo, aux Etats-Unis et en Europe. *The Nikkei Industrial Daily*, *The Nikkei Financial Daily* et *The Nikkei Marketing Journal* sont également au service des responsables japonais, tandis que *The Japan Economic Journal* est une synthèse hebdomadaire en anglais de ces quatre publications. *The Tokyo Financial Letter - Nikkei Bonds and Money* est un hebdomadaire en anglais, véritable fenêtre ouverte sur le monde financier japonais.

Notre réseau informatique mondial vous donne directement accès aux informations de Tokyo, depuis les cours de clôture des actions jusqu'aux statistiques des entreprises.

Contactez notre bureau européen, vous ferez le premier pas pour combler les lacunes de l'information.

* Nikkei désigne le groupe d'information formé de *Nihon Keizai Shimbun*, Inc. et de ses entreprises associées.

Nihon Keizai Shimbun, Inc.

Tokyo Head Office: 1-9-5 Otemachi, Chiyoda-ku, Tokyo 100-66, Japan
Tel: (03) 270-1251 Téléc.: J2238 NIKKEI Cable: NIKONKEIZAI TOKYO

Nihon Keizai Shimbun Europe Ltd, Centre 45, 45 London Wall,
London EC2M 5TE, U.K. Tel: (01) 256-7261

La Corée, voisine

La Corée du Sud, pays à caractère démocratique, a connu une croissance économique remarquable depuis la fin de la guerre. En 1986, son produit intérieur brut a atteint 14,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 12,4 % par rapport à 1985. Cette croissance a été soutenue par une forte exportation de produits manufacturés, notamment d'électronique et de textiles.

La Corée du Nord, pays à caractère communiste, a connu une stagnation économique depuis la fin de la guerre. En 1986, son produit intérieur brut a atteint 14,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 12,4 % par rapport à 1985. Cette stagnation a été soutenue par une forte importation de produits manufacturés, notamment d'électronique et de textiles.

La Corée du Sud, pays à caractère démocratique, a connu une croissance économique remarquable depuis la fin de la guerre. En 1986, son produit intérieur brut a atteint 14,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 12,4 % par rapport à 1985. Cette croissance a été soutenue par une forte exportation de produits manufacturés, notamment d'électronique et de textiles.

La Corée du Nord, pays à caractère communiste, a connu une stagnation économique depuis la fin de la guerre. En 1986, son produit intérieur brut a atteint 14,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 12,4 % par rapport à 1985. Cette stagnation a été soutenue par une forte importation de produits manufacturés, notamment d'électronique et de textiles.

La Corée du Sud, pays à caractère démocratique, a connu une croissance économique remarquable depuis la fin de la guerre. En 1986, son produit intérieur brut a atteint 14,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 12,4 % par rapport à 1985. Cette croissance a été soutenue par une forte exportation de produits manufacturés, notamment d'électronique et de textiles.

La Corée du Nord, pays à caractère communiste, a connu une stagnation économique depuis la fin de la guerre. En 1986, son produit intérieur brut a atteint 14,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 12,4 % par rapport à 1985. Cette stagnation a été soutenue par une forte importation de produits manufacturés, notamment d'électronique et de textiles.

La Corée du Sud, pays à caractère démocratique, a connu une croissance économique remarquable depuis la fin de la guerre. En 1986, son produit intérieur brut a atteint 14,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 12,4 % par rapport à 1985. Cette croissance a été soutenue par une forte exportation de produits manufacturés, notamment d'électronique et de textiles.

Supplément Japon

La Corée, voisine et concurrente

Par LAURENT SCHWAB *

CONCURRENCE et asymétrie : telles sont les caractéristiques qui définissent sans doute le mieux les relations économiques entre la Corée et le Japon. En effet, en assurant 34,4 % des importations et 19 % des exportations coréennes, le Japon est à la fois le premier fournisseur de la péninsule, et son second client. Dans le même temps où, pour la première fois de son histoire de nouveau pays industrialisé, la Corée du Sud a connu en 1986 un excédent de sa balance commerciale, ses échanges avec le Japon sont cependant demeurés bénéficiaires.

Contrairement à ce que l'on peut observer dans d'autres pays, la présence du Japon en Corée ne se manifeste pas par l'abondance de ses produits sur les marchés destinés aux particuliers : les automobiles qui circulent dans les rues de Séoul sont, en quasi-totalité, de fabrication locale et l'électronique grand public nipponne est absente des magasins spécialisés. La dépendance industrielle de la Corée n'en est pas moins réelle. Elle plonge ses racines dans le mode de développement choisi par ce pays depuis les années 60. Totalement dépourvu de ressources naturelles, il optait alors pour une croissance extravertie, fondée sur l'exportation de produits tels que le textile ou les biens de consommation, pour lesquels il pouvait bénéficier de la faiblesse de ses coûts de main-d'œuvre.

Frictions commerciales

Le début des années 80 a vu s'accroître les frictions commerciales entre les deux pays. Face à la montée en puissance de l'appareil productif coréen, le Japon a ainsi annoncé, au début de 1987, son intention de mettre fin au système des préférences généralisées qui garantissait aux importations coréennes des prix comparables à

ceux des produits venant des pays en voie de développement. De son côté, la Corée a lancé un programme de diversification de ses importations portant sur plusieurs milliers de produits dont une grande part sont d'origine japonaise. Les biens d'équipement, les machines électriques et électroniques, les produits chimiques et les pièces détachées sont autant de domaines dans lesquels la part du Japon devrait, à moyen terme, se réduire, fût-ce au profit des États-Unis ou des pays européens. L'objectif visé est de ramener le déficit commercial avec ce pays à 1,5 milliard de dollars en 1992. Le caractère discriminatoire de ce programme a d'ailleurs fait l'objet de protestations de la part du Japon au sein de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Au cours de la prochaine décennie, la Corée ne pourra sortir de sa dépendance à l'égard du Japon qu'en accroissant son autonomie technologique, ce qui implique de sa part un effort accru en matière de recherche et de développement. Les responsables sud-coréens savent qu'ils ne pourront bénéficier du flux de technologies occidentales comme le Japon a pu le faire pendant plusieurs décennies. Ce pays est d'ailleurs particulièrement prudent dans la vente de son propre savoir-faire, que ce soit à la Corée ou à d'autres pays d'Asie.

De leur côté, les firmes coréennes accélèrent leurs efforts en recherche et développement. En 1987, les dépenses correspondantes ont atteint environ 1,9 milliard de dollars, soit une multiplication par près de 7 depuis 1982. Cependant, le pari coréen d'indépendance économique est encore loin d'être gagné. Il implique notamment que se constitue, autour des conglomérats industriels, un réseau de petites et moyennes entreprises d'une efficacité comparable à celle de leurs homologues japonaises.

(1) Voir Laurent Schwab, *Le Japon et la Corée du Sud en 1992*, BIFE, Neuilly, 1987.

L'accord parfait

de vos finances grâce à l'expérience de Fuji.



Pour harmoniser vos finances dans l'environnement aujourd'hui si changeant des affaires, la Banque Fuji propose sa longue expérience en tout ce qui concerne la gestion financière. En tant que banque prééminente sur le marché mondial, Fuji désire vous aider à maintenir vos finances au diapason.

FUJI BANK
Tokyo, Japon

Branche Outre-mer : Londres, Manchester, Düsseldorf, Francfort, Munich, Zurich, Bruxelles, Luxembourg, Paris, Milan, Madrid, New York, Los Angeles, Chicago, Houston, Seattle, San Francisco, Atlanta, Miami, Toronto, Mexico, São Paulo, Bahrein, Téhéran, Séoul, Singapour, Hong Kong, Jakarta, Manille, Bangkok, Kuala Lumpur, Beijing, Changhaï, Dalian, Guangzhou, Shenzhen, Sydney, Melbourne.

Heller Financeur S.A., Compagnie Heller Outre-mer.

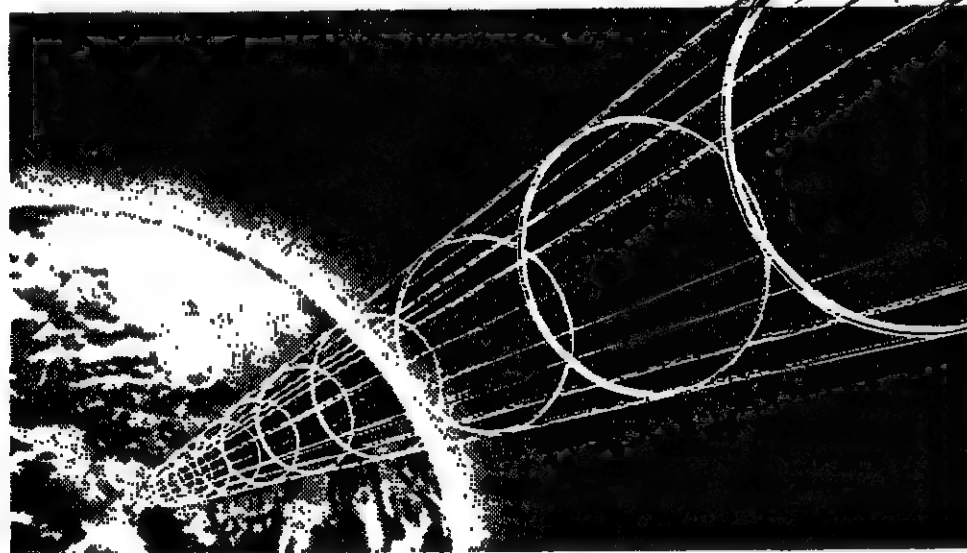
« L'Etat du Japon »

Dernier-né d'une collection à succès, *L'Etat du Japon* rassemble les contributions de quinze experts point qu'il est difficile d'y déceler des domaines qui s'y soient traités (la musique !).

De la pratique de l'honneur lié aux relations avec l'Afrique, du rôle du Japon dans les matches de base-ball, de la des PME à l'essor des biotechnologies, de la lecture des bandes dessinées au travail des femmes, de la pratique de l'intégrité de la littérature du Japon moderne, tous les sujets défient, ou ne défient pas, les limites d'un ouvrage aussi riche. Plus lumineux que leurs antécédents, ils ont parfaitement leur sujet. Ce n'est pas, d'autre part, d'une apologie du Japon : l'auteur critique abondamment le système politique, le système pénitentiaire, la psychiatrie, l'éducation, le financement des partis, etc. Une bibliographie complète claque de pages, comme est la biographie de liste des principaux ouvrages de la bon traduits en français.

J. B.
* *L'Etat du Japon*, sous la direction de Jean-François Sabourin, La Découverte, Paris, 1986, 402 pages, 198 F.

Le Service financier global



Yamaichi aide sa clientèle à tirer le maximum de son potentiel financier dans un contexte international, avec des services allant des investissements diversifiés à la gestion de l'endettement en devises en passant par le financement de portefeuille.

En tant qu'institution financière entièrement intégrée et possédant une expertise internationale étendue, Yamaichi propose à ses clients du monde entier la gamme la plus étendue de services financiers : du courtage au conseil en gestion de portefeuille et gestion de fonds, du financement imaginaire de l'entreprise à l'assistance aux fusions et acquisitions. Consultez-nous pour découvrir comment l'intégration globale peut jouer pleinement en votre faveur.

La force financière là où vous en avez besoin.

YAMAICHI
YAMAICHI SECURITIES CO., LTD.

Siège social : Tokyo, Japon Tél : 03-275-3181 Téléc : J22505
Yamaichi France S.A. : 49-53 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris Tél : (1) 42-98-11-85 Téléc : 648973F

Londres, Amsterdam, Francfort, Zurich, Genève, Bahrein, Milan, New-York, Los Angeles, San Francisco, Chicago, Montréal, Hong-Kong, Singapour, Sydney, Melbourne, Séoul, Pékin, Changai

Depuis 1887,
nos progrès.

NIKKEI COMBLE

DE L'INFORMATION



Les journaux économiques du Japon depuis cent dix ans, les *Nikkei* sont connus dans le monde. *Nikkei Keizai Shinbun* est le plus grand journal économique du Japon et est lu dans tous les pays. *The Nikkei* est le plus grand journal économique du Japon et est lu dans tous les pays. *The Nikkei* est le plus grand journal économique du Japon et est lu dans tous les pays.

Nikkei Shimbun, Inc.
Nikkei Shimbun, Inc.
Nikkei Shimbun, Inc.
Nikkei Shimbun, Inc.

« D'EDO A TOKYO. MÉMOIRES ET MODERNITÉS », de Philippe Pons

La quête du sacré à l'horizon de l'an 2000

« Les héritages », « continuités », « figures d'une modernité singulière » tels sont les trois axes autour desquels, nourri d'une connaissance intime de la langue et de la culture japonaises, Philippe Pons bâtit, dans son livre *D'Edo à Tokyo* (1), son voyage pluridimensionnel à travers le Japon. Il s'agit, à travers la subjectivité de ses choix, « la part de mémoire qui façonne la modernité » de ce pays. De cet entrelacs de visions d'un passé pluriel et d'une contemporanéité en perpétuel changement, surgissent ces « réminiscences » de la vie populaire dont la description puérile des mythes officiels comme les mythes étrangers plaqués sur la société japonaise.

Au « temps des élites », Philippe Pons préfère et substitue le « temps des peuples ». Il libère de la chape idéologique, glacifiant la réalité au nom de l'homogénéité sociale et du consensus, les mille et une variantes de la contestation, de la révolte, qu'il fait parfois aller chercher dans les nuits de Tokyo dont l'auteur livre de multiples et très belles lectures. Tokyo, où une culture urbaine a reçu l'apport d'une culture populaire paysanne d'immigrants et de la « culture de l'élite guerrière » : le fruit de cette triple rencontre est la « matrice de la modernité japonaise ».

Des « continuités », nous avons extrait ces pages qui montrent l'interpénétration, nullement antagoniste, des rites archaïques et du fonctionnalisme du vingtième siècle. Un exemple parmi cent autres de cette fécondation du passé mémorisé par le présent, et du présent par le passé, dont l'appréhension, seule, permet d'épurer le regard de ses voiles d'ignorance.

J. D.

(1) Philippe Pons, *D'Edo à Tokyo. Mémoires et modernités*, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », Paris, 1986, 464 pages, 150 F.

QUELS ont été les effets de la modernisation et de la sécularisation du Japon à partir de 1945 sur les croyances, rites et religions (1) ? Pour ce qui est des religions, tant le bouddhisme que le shinto furent mêlés à l'aventure militariste du Japon impérial. Le shinto au premier chef, avec le culte de la personne de l'empereur mais aussi, dans une moindre mesure, le bouddhisme, qui ne fit rien pour empêcher la répression des mouvements démocratiques dans les années 20 ou la politique d'agression extérieure dans les décennies suivantes. Mais ni l'un ni l'autre n'ont vraiment souffert de leur compromission dans l'espérance des fidèles. En revanche, le principe de la liberté de religion, imposée par l'occupant américain (précédé de la séparation du culte shinto et de l'Etat), et la nouvelle notion de subjectivité de l'expérience (*shutaisei*) qui se répandit au lendemain de la guerre auraient pu avoir des conséquences sur l'attitude des Japonais face aux religions instituées. Il y eut assurément une certaine évolution. Mais, loin de conduire à l'agnosticisme, la société technicienne eut pour effet d'engendrer une floraison de nouvelles sectes dans la mouvance des religions instituées.

Ainsi l'*Annuaire de la religion*, de 1959, ouvrage publié régulièrement par le ministère de l'Éducation, recensait-il 44 sectes religieuses en 1945, 186 en 1950 et 380 en 1956. Un nombre qui s'est stabilisé autour de 300 dans les années 60 (143 relevant du culte shinto et 166 du bouddhisme). Il n'a guère varié depuis : chaque année, il naît de nouvelles croyances, tandis que d'autres disparaissent. Le nombre des fidèles des différentes religions dépasse presque du double le total de la population : force est de conclure que la majorité a une double ou une triple affiliation (ce confirme ainsi sur le plan statistique le phénomène de pluralité des croyances coexistent chez le même individu : selon l'enquête menée régulièrement par la NHK (2) sur les croyances, 45 % des personnes interrogées ont chez elles un autel shinto, *kamidana*, et un autel bouddhique, *but-sudan*).

Des sanctuaires d'entreprise

SELON l'enquête réalisée en 1984 par la NHK, 60 % des personnes interrogées disaient avoir prié à des époques où elles se sentaient en détresse (*kurushiki toki no kamidana*). Les jeunes, en particulier, ne semblent guère éprouver de gêne à dire qu'ils s'adressent aux divinités pour obtenir des bienfaits concrets. Ce recours à une force extérieure pour régler des problèmes immédiats conduit le plus souvent à utiliser des charmes ou à se livrer à des pratiques d'exorcisme. Selon la même enquête, un quart des personnes interrogées ne croient pas aux charmes (*omamori*). En ce qui concerne les pratiques de divination et de prédiction du futur, seulement 23 % des jeunes y sont hostiles et 46 % n'y croient pas complètement. La croyance dans les jours fastes ou non est, en revanche, répandue : 63 % (18 % y croient très fermement et 45 % de temps en temps). La grande majorité (89 %) respecte le rite des visites à la tombe des ancêtres au moment de la fête des morts (*obon*).

A côté de ces pratiques plus ou moins générales, il existe encore, dans le Japon moderne, et sans être en contradiction avec les premières, de vieilles croyances en des divinités locales séculaires dont des temples, souvent discrets et désuets, sont les lieux de culte. Ces divinités sont vénérées par les habitants dans le voisinage immédiat du temple. Pour ne prendre qu'un exemple, il existe, lové au milieu des bâtiments modernes du quartier des affaires de Tokyo, Otemachi, un petit temple dédié au valeureux guerrier Taira no Masakado, mort en 940 (au début de l'époque Heian) au cours d'une bataille

pour la suprématie sur la plaine du Kanto (3). Il est entretenu avec amour par une société créée à sa mémoire.

D'autres lieux de culte sont les sanctuaires liés à une entreprise (4). On y vénère la divinité du commerce (*saori*), dont on trouve, par exemple, souvent l'autel sur le toit d'un grand magasin. Certains grands groupes industriels ont leur propre sanctuaire. Ainsi Mitsubishi possède-t-il à Osaka (où le groupe a été fondé) un sanctuaire pour Inari. Un autre existe, toujours à Osaka, à l'entrée d'Osaka Refinery of Mitsubishi Metal Corporation. Dans beaucoup de cas, les entreprises élisent comme patron protecteur une divinité locale, ce qui facilite l'intégration à la communauté régionale. [...]

Dans les campagnes, il subsiste, d'autre part, ce vieux phénomène des « divinités à la mode » (*hayari kami*). Aussi soudainement vénéérées que vite oubliées, celles-ci répondent, à un certain moment, à une inquiétude particulière (5). Parallèlement à ce maintien des religions instituées, à ce palimpseste de croyances mineures et locales en de petites divinités et à cette floraison de nouvelles sectes, se sont renforcées des croyances parareligieuses plus ou moins diffusées. Celles-ci, comme la réactivation de pratiques plus ou moins magiques et la multiplication de nouvelles sectes, sont révélatrices de cette demande de sacré engendrée par le désarroi, l'anxiété et l'inquiétude de certaines couches de la population.

Il y a eu, en fait, trois grandes vagues d'apparition de nouvelles sectes, précisément à des moments ressentis comme des bouleversements (l'ère Meiji, le lendemain de la défaite et les années 80). Pour cette dernière période, il s'agit moins de bouleversement que du sentiment diffus de crise engendré notamment par l'impression d'une dépendance de plus en plus grande de la science et des limites de celle-ci. Il y a, à l'origine de cette fascination pour le magique dans la société moderne, une tentative illusoire de personnes qui se sentent dépossédées d'un ordre séculaire de renouer avec des bribes de celui-ci. A l'inquiétude de toute société fondée sur le matérialisme, le Japon moderne ajoute un autre phénomène qui accentue peut-être cette quête du sacré. La destruction d'un environnement qui était la matrice des croyances traditionnelles, fondées sur un rap-

port symbiotique de l'homme et de la nature, et, au Japon, des implications plus profondes qu'ailleurs. La pollution, la dégradation, sinon la déprédation de l'environnement ne sont pas, dans ce pays, qu'un problème écologique : elles confrontent les Japonais à une sorte de « mort de dieu » (6). L'industrialisation et, d'une manière générale, la consommation de plus en plus évidente du divorce entre l'homme et son environnement sont des facteurs qui condamnent nombre de croyances populaires ancestrales.

Cette progressive disparition des bases mêmes d'une culture religieuse de l'immanence, qui, par définition, ne considérait pas la nature comme un instrument mais donnait, au contraire, au rapport que l'homme entretenait avec elle une signification sacrée, engendre une culture de l'immanence « latente » : la vie quotidienne est, certes, largement sécularisée, mais demeure enracinée au cœur de l'individu de vieilles croyances qui sont comme la dérive, n'ayant plus de support, en particulier, dans la nature. Ne trouvant plus à s'exprimer aussi pleinement qu'autrefois, elles tendent à apparaître comme les croyances d'un âge d'or enfui (comme celui de l'enfance). Sans doute doit-on voir là l'une des raisons de l'attrance que manifestent toujours les Japonais pour leurs fêtes (elles renouent avec ce passé) mais aussi pour tout ce fatras de coutumes et de pratiques parareligieuses qui peuplent la vie quotidienne. Coupées, cependant, de leur contexte culturel (qui tenait à un certain état de la nature), ces croyances tendent à se dégrader en rites fétichistes et en simples superstitions.

Pèlerinages et port de talismans

UN tel phénomène est particulièrement marqué dans le cas des jeunes : il se manifeste chez eux par une sorte de « religiosité flottante », c'est-à-dire sans support institutionnel : une telle aspiration à la spiritualité, au sacré, a tendance à se fixer sur des cultes plus ou moins éotériques et à s'exprimer en des pratiques plus ou moins surnaturelles. Selon des enquêtes effectuées à la fin des années 70 sur ce que pensent les jeunes, il apparaît que ceux-ci sont de plus en plus « intéressés par la religion » (en témoignent, d'ailleurs, l'augmentation de la participation aux pèlerinages, le port

de talismans ou la fréquentation des devins). Mais ils affirment cependant n'appartenir à aucune religion (19 % seulement disent le contraire). Ce désintérêt pour les religions instituées, lié pourtant à une disponibilité aux croyances en certains rites magiques, reflète l'inquiétude psychologique de ces jeunes : ceux-ci s'en remettent notamment volontiers à des pratiques plus ou moins surnaturelles à la veille des examens (7).

L'exorcisme a aussi sa place dans le Japon moderne. Assurément, se poursuivent des « fêtes folles » comme celle qui a lieu au temple de Kokusai-ji, dans le Tohoku : cette fête, dédiée à Somin Shorai, personnage légendaire, protecteur contre les maladies, est venue de la nuit des temps. Il s'agit très exactement d'un rite d'exorcisme collectif avec sa procession de jeunes gens nus et son bâcher purificateur (8). Mais il existe aussi, de nos jours, de nombreuses sectes qui se livrent à des pratiques d'exorcisme autour de leur chef ou de l'un de leurs adeptes en état de transe (*kamigakari*). Ces séances donnent parfois lieu à une sorte d'hystérie collective : ainsi, dans les années 50-60, s'était propagée à Tokyo la « secte des danseurs » (*odori shiyo*), se livrant à des rites d'exorcisme spectaculaires. L'anthropologue Takie Sugiyama-Lebra, pour sa part, a étudié, au début des années 70, un culte exorciste (qu'elle nomme *salvation call*) qui avait quelque deux cent mille adeptes (9). [...]

Le culte des enfants avortés

ON assiste enfin dans le Japon moderne à la réactivation de vieilles croyances, comme par exemple le « culte des enfants avortés » (*misago*), sensible depuis le milieu des années 70 (10). Plusieurs temples pratiquent ce culte : c'est le cas du Nembutsu-ji à Kyoto (visité par plus de vingt mille femmes chaque année) et du Enman-ji à Otsu (cinquante mille fidèles). Il y a, d'autre part, un peu partout, de petits autels qui sont consacrés à ce culte et devant lesquels sont disposés à titre d'offrandes jouets, bibelots, ténies, etc. L'enfant a longtemps été considéré comme un *kami* (divinité) jusqu'à l'âge de sept ans. Sa mort (avortement ou infanticide, *mabiki*) a toujours préoccupé, au point que dans certaines régions son esprit pouvait avoir un caractère démoniaque. A l'origine, le culte des enfants morts fut lié au chamanisme, et de nos jours encore, lors de la fête du Bon, beaucoup de femmes se rendent au mont Osore, où les chamanes aveugles (*ikaro*) les font communiquer avec l'âme des enfants dont elles ont avorté. Pratique ancienne, le *misago* a connu une réactivation avec le développement depuis 1945 de l'avortement (la contraception orale est peu développée au Japon). Les annonces de services offerts par les temples ont commencé à apparaître dans les années 70 dans les journaux féminins et à la télévision. Un livre (*Misago no uta*, Esprits des enfants avortés) a fait l'objet de six éditions en l'espace de six mois en 1978. Il semble que se soit diffusée la croyance que l'enfant avorté lance une « malédiction » (*tatari*) à sa mère s'il n'est pas convenablement honoré. C'est là l'exemple type d'une croyance archaïque qui a été réactivée, et sur quelques sortes « produite », par la société moderne japonaise.

Les nouvelles sectes ne sont que la forme la plus visible - institutionnelle - du magique dans la vie quotidienne du Japon contemporain. Elles constituent une réponse surnaturelle aux problèmes de la société industrielle. A ce titre, le magique apparaît bien comme un élément complémentaire, et non antagoniste, de l'univers fonctionnel moderne. Le phénomène au Japon prend peut-être plus d'ampleur qu'ailleurs dans la mesure où il dispose d'un corpus traditionnel très riche de pratiques magiques. « Grâce à la démocratisation du magique (dans la société moderne), les croyants peuvent faire face au défi de la vie avec le courage du chaman d'autrefois », écrit Winston Davis (11).

(Copyright éditions Gallimard)

(1) Voir Munakata Iwao, « The Ambivalent Effects of Modernization on Traditional Folk Religion in Japan », in *Journal of Religious Studies*, juin-septembre 1976, pp. 99-126.

(2) NHK, *Nihonjin no shukyo tshiki* (« La Conscience religieuse des Japonais »), Nippon hoso shuppa-shyoku, 1984.

(3) Cf. la thèse que lui a consacrée Judith N. Rabino-vitch, *Shomonki, Monuments nipponica monograph*, n° 58, 1986.

(4) Sur les sanctuaires d'entreprise (*kigo jinja*), voir la série d'articles parus en 1984 dans la revue *Shingo*.

(5) Fréquent à l'époque Edo, ce culte de « divinités à la mode » paraît souvent de la découverte d'un objet sur une plage ou dans le sol : on voyait là une manifestation divine. Voir *Edogaki jima* (« Dictionnaire des études sur Edo »), p. 335.

(6) Le film d'Imamura Shobei, *Kamigami no fukaki yokuho* (« Profondeurs des dieux ») est révélateur de cette rupture dans la symbiose existant autrefois entre la vie humaine et la nature.

(7) Voir les commentaires de Mochizuki Nobuko dans son article « Les jeunes Japonais ont-ils le sentiment que la religion est nécessaire ? » (« Nihon no shimin wa shukyo wo hitoyo to shiru ka »), in *Asahi Journal*, 18 mai 1978.

(8) Voir l'article de Gérard Martz, « Une fête de village : la fête de Somin », in *Encyclopédie permanente du Japon*, 1976, pp. 222-247.

(9) *Japanese Patterns and Behavior*, University Press of Hawaii, 1976, pp. 222-247.

(10) Nous sommes redevables pour ce développement sur le *misago* au travail de Mary J. Pickett (Princeton University). Voir son article « The Misago Cult : Irrational Revival or New Teleology ? » (à paraître).

(11) *Dojo, Magic and Exorcism in Modern Japan*, Stanford University Press, 1980, p. 302.

CONVERSATIONS CELEBRES CHEZ DAIWA



« Depuis que Marc-Antoine est parti pour Rome, le Trésor Royal a quelque peu fondu... »

« Ne vous inquiétez pas, Chô! Vous pouvez compter sur les experts de DAIWA pour faire fructifier ce qu'il en reste! »

Nous ne pouvons vous rendre l'argent qui s'est évaporé, mais nous pouvons nous occuper du restant. DICAM, spécialisée dans la gestion de portefeuille, est la plus ancienne et la plus grande organisation privée de gestion d'investissements.

Tokyo est la deuxième place financière du monde. Autant de bonnes raisons pour procéder à la diversification internationale de vos capitaux. Le Bassin Pacifique et le Japon tout particulièrement offrent des perspectives de croissance économique très prometteuses. DAIWA connaît la région. Nous possédons force, expertise et expérience.

Nos gestionnaires de portefeuille sont les plus qualifiés et les mieux placés pour saisir les opportunités qui surgissent maintenant. Nous aurons pu nous occuper de Cléopâtre à l'époque. Aujourd'hui, nous sommes là.

Appelez DAIWA

DAIWA
Daiwa Securities Co. Ltd.

Head Office: 5-4, Otemachi 2-chome, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan Tel: (03) 243-2111 Telex: J23411 DAIWASEC
Paris Office: 28 Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris Tel: (1) 42 26 72 12 Telex: 648305
Other Overseas Offices: Amsterdam, Bahrain, Beijing, Brussels, Chicago, Frankfurt, Geneva, Hong Kong, London, Los Angeles, Lugano, Melbourne, Milan, New York, São Paulo, Seoul, Shanghai, Singapore, Sydney, Toronto, Zurich

DAIWA

Sur cette dernière page 1

Sur cette dernière page 1

Sur cette dernière page 1

Le prix de la

Le prix de la

Le prix de la

Le prix de la

Le prix de la

Le prix de la

Le prix de la

Le prix de la

Le prix de la

Le prix de la

UN ÉTAT SANS DÉFENSE ?

La dérive israélienne



Yitzhak Rabin, ministre de la défense : « Nous avons résolu le problème. C'était le fils du soldat. »

implantations israéliennes des territoires occupés.

Longue est la liste des appels. Mais la mise en garde de cent cinquante-sept psychologues et psychiatres a particulièrement retenu l'attention. Elle alerte les Israéliens contre « les dangers d'une occupation permanente qui corrompt et rend malade notre société » et contre les effets néfastes de la répression sur les soldats (13).

Un écrivain, Yehonatan Guefen, a publié le récit d'un jeune soldat qui pendant cinq jours s'est trouvé à Gaza. Les quatre premiers jours, par différents ruses, il avait réussi à ne pas participer à des actes de massacre ; mais « le cinquième jour, moi aussi j'ai frappé » (14). Un autre soldat : « La nuit, lorsque je suis au lit, les images me reviennent. Je me vois avec une matraque, frappant un enfant. Il m'est difficile de m'endormir (...) Je ne comprends pas comment on peut nous demander de faire de telles choses. » Il y a dans notre unité de nouveaux immigrants qui regrettent d'être venus en Israël (15), déclare un troisième.

« Vous massacrez l'âme de notre jeunesse », a lancé à M. Rabin M^{me} Timna Ophir, de Guivat-Haim, lors d'une rencontre du ministre de la défense avec les secrétaires des kibboutzim du parti travailliste. « Chaque jour qui passe, un plus grand nombre de soldats est poussé vers la droite et l'extrémisme. » Un autre participant a déclaré : « Un jeune homme qui a matraqué un adolescent et lui a brisé les os ne sera plus jamais le même. »

Les embarras de l'armée

Un sergent parachutiste a déclaré qu'aller en prison « n'était pas terrible », surtout en comparaison avec le prix payé par les Palestiniens. Au cours des deux grandes manifestations du 13 février 1988, à Haïfa et à Jérusalem, les officiers ont appelé les soldats à ne pas obéir aux ordres illégaux de leurs chefs. Conseiller juridique du gouvernement, le général Amnon Strassman, a rappelé aux soldats le devoir de désobéissance face à un ordre illégal.

Le commandement israélien se trouve confronté à trois graves problèmes. Toutes les méthodes utilisées pour venir à bout des insurgés se sont révélées inefficaces. Même l'imposition du couvre-feu, combinée à un blocus économique partiel, à une concentration de la violence pour intimider la population, n'a pas ramené le calme. Les tactiques changent, mais la révolte demeure. Comme l'a résumé le journaliste Joel Marcus : « Nous avons épuisé toutes les punitions (16). »

Deuxième difficulté pour l'état-major, les effets de la répression sur les soldats eux-mêmes. Le service psychologique de l'armée a déjà transmis un rapport sur ce thème, dont le contenu est gardé secret. Le porte-parole de l'armée a déclaré que les conclusions n'étaient pas alarmantes, ce que dément le correspondant militaire du quotidien *Davar* : « Les officiers, sur place, avouent qu'ils sont très inquiets des conséquences de cette activité sur les soldats (17). » La proposition de créer des unités spéciales pour faire face aux émeutes dans les territoires occupés a été écartée, pour des raisons d'efficacité.

Le troisième souci des généraux concerne le programme d'entraînement des troupes. Comme durant la longue présence au Liban entre 1982 et 1985, les exercices et manœuvres militaires ont été sérieusement perturbés. Les manœuvres d'hiver de plusieurs unités

souveraineté sur l'ensemble du territoire de la « Palestine historique ». Le premier ministre craint aussi l'initiative américaine, pourtant fondée sur les accords de Camp David. Quant aux travaillistes, tout en applaudissant aux exploits de leur ministre de la défense dans les territoires occupés, ils rêvent d'une paix séparée avec la Jordanie. Les deux blocs refusent d'accorder un rôle quelconque à l'OLP.

Au cas où l'équilibre parlementaire serait maintenu à l'issue des prochaines élections législatives de novembre, M. Rabin, dont les performances sont aussi saluées par le Likoud, pourrait être le candidat commun au poste de premier ministre. Plus que tout autre, le ministre de la défense symbolise aujourd'hui le Parti travailliste ; ce qui sans doute explique la proposition de l'ancien chancelier autrichien, M. Bruno Kreisky, d'expulser ce parti de l'Internationale socialiste en raison de sa responsabilité dans la répression contre les Palestiniens des territoires occupés.

En fait, Israël manque d'un dirigeant clairvoyant capable de dire franchement à son peuple des vérités que celui-ci préfère ignorer - avant tout, que la force ne peut résoudre le conflit israélo-palestinien - et d'engager le pays dans la voie d'un compromis historique. L'absence d'un tel leader est aujourd'hui une grande tragédie.

AMNON KAPELJOUK.

- (5) Yedioth Aharanot, 25 décembre 1987.
- (6) *Davar*, 4 février 1988.
- (7) Amnon Kapeljouk, « Le cri étouffé des Palestiniens », *Le Monde diplomatique*, janvier 1988.
- (8) La voix d'Israël (radio nationale), 5 février 1988.
- (9) International Herald Tribune, 22 janvier 1988.
- (10) Jerusalem Post, 5 février 1988.
- (11) Yedioth Aharanot, 10 janvier 1988.
- (12) *Davar*, 5 février 1988.
- (13) Hadashot, 5 février 1988.
- (14) *Maariv*, 5 février 1988.
- (15) *Maariv*, 29 janvier 1988.
- (16) *Haaretz*, 5 janvier 1988.
- (17) *Davar*, 10 février 1988.
- (18) *Haaretz*, 6 janvier 1988.

UN MÉDECIN ISRAÏLIEN

« J'essaierai d'oublier... »

Le journal Yedioth Aharanot, de Tel-Aviv, rapportait dans son édition du 15 février 1988 les propos d'un Israélien venant d'effectuer un périple militaire comme médecin dans le centre de détention d'Anser-2, dans le bandes de Gaza :

J'ai toujours terminé ma période militaire annuelle avec le dos cassé. Cette fois-ci, c'est avec une âme brisée que je l'achève. Ce furent les trois semaines les plus dures de ma vie.

Je suis originaire d'Europe et j'ai entendu mes parents raconter ce qu'ils avaient subi là-bas, lors de la seconde guerre mondiale. Je n'avais jamais imaginé, même pas dans mes rêves les plus sombres, que nous, les juifs, puissions faire à un autre peuple ce que les Allemands nous ont fait. Nous ne construisons pas de chambres à gaz et nous n'avons pas un système organisé d'extermination. Mais nous ne sommes pas loin de là...

Les bastonnades, les humiliations. Je les ai vus [les Palestiniens] lorsqu'ils sont arrivés chez moi tremblés, pleins de larmes, couverts de coups, avec les mains liées et les yeux bandés. J'ai vu les traces du matraquage sur les mains, les jambes, le dos et même sur la tête. Les soldats ont appris à donner des coups secs qui causent de profondes douleurs et laissent des traces, mais qui ne sont pas fatals (...). La plupart de ceux qui arrivent au camp sont battus (...). Celui qui arrivait avec la main cassée, je ne pouvais le recevoir ; Anser-2 n'est pas un hôpital, mais un centre d'internement.

Je suis content de quitter ce lieu (...). Je me rappelle : les premiers jours furent très difficiles pour moi, surtout la nuit. Je me réveillais dans un état de malaise, avec des cauchemars. Petit à petit, j'ai commencé à refouler. Maintenant, j'essaierai d'oublier que j'ai été là-bas.

(Suite de la première page.)

Malgré ces flottements, tous les sondages montrent que la majorité des Israéliens approuve la politique de la « main de fer » dans les territoires occupés. Deux semaines après le début des émeutes, 69 % des personnes interrogées demandaient une répression encore plus dure ; 23 % d'entre elles se déclaraient satisfaites des mesures prises par le ministre de la défense ; seule une petite minorité exigeait un assouplissement (5).

Tout aussi alarmants se révèlent les sondages parmi les lycéens qui bientôt seront appelés au service militaire pour trois ans. 57,7 % des élèves des classes terminales du lycée d'Arad - une ville du Néguev à forte concentration d'intellectuels - se prononcent pour une politique plus dure en Cisjordanie et à Gaza ; 33 % approuvent les mesures actuelles ; les autres sont sans opinion (6).

La télévision d'Etat, qui dispose du monopole de diffusion, s'est longtemps abstenue de diffuser les images qui ont scandalisé les opinions publiques du monde entier. Les téléscripteurs israéliens n'auraient pas pu voir le film diffusé par Antenne 2, le 31 janvier à 13 heures : des soldats israéliens battant un jeune Palestinien, frappant sa tête contre un mur et cassant sa main gauche. M. Ouri Porat, président-directeur général de l'Office de radiotélévision, membre du Likoud, a usé de

tous ses pouvoirs pour interdire, au nom de l'intérêt national, de telles images. Cependant une autre scène insoutenable de déchaînement sadique, filmée par des reporters de CBS, a été partiellement diffusée par la télévision nationale le 26 février.

Les journaux, par contre, ont publié des dizaines de récits horribles sur la répression. La droite a d'ailleurs lancé une campagne contre cette « presse irresponsable », et l'on a vu surgir des autocollants : « Nous voulons une presse responsable. » Pour la première fois dans l'histoire de l'Etat, un journal juif, l'hebdomadaire *Derech Hamizot*, paraissant à Jérusalem en arabe et en hébreu, a été fermé. A l'extrême droite, le parti d'opposition Tehiya, tout comme le Likoud, coalition de la droite nationaliste au pouvoir, intensifie d'ailleurs ses initiatives. Dirigant du parti Tehiya, M^{me} Goula Cohen a menacé le pays de guerre civile en cas d'abandon de la « Judée » et de la « Samarie » (Cisjordanie). Les appels à l'expulsion de la population palestinienne se multiplient (7). Et à la suite d'un incident, au cours duquel un colon de l'implantation d'Ofra fut blessé à coup de pierres, les dirigeants du Gouch Emounim (Bloc de la foi, qui s'active dans la création de colonies dans les territoires occupés) ont demandé de raser purement et simplement le village palestinien de Malek (8).

Le prix de la répression

AUJOURD'HUI, la protestation contre la répression dans les territoires occupés demeure plus faible que ne l'était le mouvement d'opposition à la guerre du Liban de 1982. Celle-ci avait fait plus de six cents morts et des milliers de blessés, parmi les soldats, alors qu'aucun Israélien n'a été tué depuis le 8 décembre. Le prix de la répression, dans ce domaine, est quasiment nul.

Sorti du bourbier libanais : en 1982, la solution proposée par les opposants à l'aventure au Liban était simple. Mais le dilemme actuel est beaucoup plus complexe, il porte sur un problème beaucoup plus fondamental : les Palestiniens réclament le rétablissement de leurs droits nationaux, ce qui est bien plus difficile à accepter pour l'homme de la rue en Israël.

Malgré tout, les Israéliens ont été choqués face au déferlement de critiques venant des juifs du monde entier. Ainsi, plusieurs députés de la communauté juive d'Italie ont boycotté la réception du premier ministre, M. Shamir, lors de son arrivée à Rome le 15 février. Des personnalités qui n'avaient jamais élevé la voix ont fait part de leurs griefs : en ces jours, disent-ils en substance, nous avons honte d'être juifs. L'article du cinéaste américain Woody Allen (9), qui s'exprime rarement sur des thèmes politiques, a fait en Israël l'effet d'une bombe et suscité un grand embarras.

Les quelques quatre-vingt mille manifestants qui ont défilé à Tel-Aviv le 19 décembre, à l'appel du mouvement La paix maintenant, et sous le mot d'ordre « A bas l'occupation », ont témoigné de la réprobation d'une fraction des citoyens qui s'exprime sous des formes diverses. La presse a publié des dizaines de pétitions. Six cent vingt professeurs d'université ont signé un texte intitulé « Notre domination imposée et permanente sur les territoires occupés met l'Etat d'Israël en

danger (10). » Plusieurs écrivains, après avoir visité la bande de Gaza, ont proclamé : « Nous ne pourrions pas opprimer durablement un peuple qui lutte pour sa liberté (11). » L'un des romanciers les plus célèbres, Amos Oz, a publié un réquisitoire contre la politique du gouvernement dans les territoires occupés et demandé que l'on entame des négociations avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), si celle-ci reconnaît l'Etat d'Israël (12).

A Jérusalem, un groupe de photographes a organisé une exposition-témoignage sur l'insurrection. Dans une pétition, ils affirment notamment : « A la suite de la politique de bastonnade, un danger moral grave nous menace. Nos soldats sont amenés à exécuter des actes immoraux et illégaux. Soucieux des valeurs de notre société, nous appelons à mettre fin à la politique actuelle à l'égard des territoires occupés. »

A l'université de Tel-Aviv, on a recueilli des signatures pour un texte intitulé « La Charte radicale ». Les pétitionnaires s'engagent à ne pas se rendre en Cisjordanie et à Gaza, à ne pas acheter des produits fabriqués dans les

Club Aventure EXPEDITIONS · RANDONNÉES

ÇA MARCHE !

60 VOYAGES INSOLITES DANS LE CATALOGUE 88

Club Aventure

catalogue gratuit sur demande 122 rue d'Assas - 75006 Paris ☎ (1) 46.34.22.00

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
CODE POSTAL _____

UNITÉ

Edouard Masurat
L'année 1987
dans *Le Monde*
Préface d'André Fontaine

Un ouvrage de référence avec un index détaillé

Éditions du Seuil

CONCURRENCE AMÉRICAINE

Comment sauver

APRÈS le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale et l'Italie, la France est à son tour confrontée à une très grave crise du cinéma. En 1987, le nombre de spectateurs a baissé de 20 %, et cinq cents salles ont fermé. Jamais, depuis son invention, en 1895, le cinéma n'avait connu pareilles hémorragies. Parallèlement, le nombre de films diffusés par les six chaînes de télévision a atteint, en 1987, le record de 1 260 (près de 25 par semaine). Faut-il pour autant rendre la seule télévision responsable de la crise ? Les choses sont plus complexes. L'audiovisuel — comme toutes les industries culturelles — connaît aujourd'hui de multiples bouleversements (technologiques, économiques, sociologiques), qui obligent à nuancer l'analyse. Et le récent « Rapport sur le cinéma » de M. Jean-François Court rappelle que, malgré tout, le cinéma français demeure « le second en importance du monde occidental ». Après l'américain. Dans ces circonstances, Michel David explique les raisons profondes de la crise et propose des voies pour en sortir. Christian Zimmer, de son côté, constate une certaine obsolescence technologique du cinéma et se demande si, tout simplement, nous n'assistons pas à la mort d'un art.

Par MICHEL DAVID *

Le paysage audiovisuel français a été, on le sait, fortement bouleversé depuis dix-huit mois. La loi du 30 septembre 1986, dite loi Léotard (1), sous la pression de certains agents économiques — en particulier les annonceurs et les régies publicitaires, a cherché à devancer une évolution technologique considérée comme inéluctable. Et une mutation des usages de la télévision, car différents équipements — dont le satellite de diffusion directe (2) — vont proposer au téléspectateur un choix accru de canaux, ce qui, semble-t-il, a rendu caduque la notion de monopole national.

La loi a organisé le remplacement de la Haute Autorité de l'audiovisuel par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). Cette dernière a sombré, par ses propres décisions, dans le discrédit. Tout cela a fait trop de bruit et a masqué, hélas ! la pauvreté du débat sur les futurs de l'audiovisuel français. A commencer

* Economiste.

par l'avenir fort incertain du cinéma national.

L'exploitation cinématographique en France est en train de s'enfoncer dans une crise extrêmement grave, caractérisée par un nombre fort élevé de fermetures de salles, par la réduction du nombre de fauteuils disponibles (1 601 370 en 1977 ; 1 231 344 en 1987) (3) et, surtout, par la forte diminution du nombre de spectateurs (4).

Les investissements dans la production baissent (- 11,64 % en 1986 par rapport à 1985), et le nombre de films produits a été inférieur en 1986 (134) à ce qu'il était en 1976 (156).

Le cinéma français a perdu sa position dominante dans les salles par rapport aux films américains (5). En 1986, seulement 43,67 % des recettes des salles sont allées aux films français contre 52,52 % en 1976 (6).

Nous sommes bien loin des déclarations de 1983 de M. Jack Valenti, patron de la Motion Pictures American Association (MPAA), reconnaissant l'importance pour la diffusion du film américain d'un « marché national fort ». Par ailleurs, les États-Unis res-

sent tout aussi malheureux qu'avant : l'ensemble des films étrangers diffusés là-bas ne représente — et cela de manière constante — que 3 % de la fréquentation américaine.

La production audiovisuelle française est « étouffée », pour reprendre le mot du sénateur Jean Chazet (7). Selon une estimation faite par M. Nicolas Traube, vice-président de l'Union syndicale des producteurs de programmes audiovisuels, le nombre de fictions françaises produites a diminué de 20 % depuis 1980 (8). Ces chiffres n'ont rien de surprenant lorsque l'on sait que l'achat d'une production américaine coûte aux chaînes françaises seulement quelques 60 000 francs l'heure (parce qu'elle a déjà été largement amortie sur son marché intérieur). Alors qu'une heure de production de fiction en France peut coûter 5 à 6 millions de francs (s'il s'agit de feuilletons, du genre « Magny », tournés rapidement en vidéo, le coût est d'environ 1 million de francs). Le poste « achats » des chaînes 1, 2 et 3 en France était passé de 28 millions de francs en 1980 à 120 millions en 1986. Et ce dernier chiffre a plus que doublé en 1987. La raison ? Depuis 1980, 500 films en moyenne étaient diffusés annuellement sur les canaux nationaux de télévision ; or ces mêmes chaînes en ont diffusé 1 260 en 1987 !

Si la situation de la France peut donc, à tous égards, être considérée comme critique (alors même que ce pays a longtemps été en Europe un îlot de résistance), l'industrie audiovisuelle américaine se porte à merveille. L'image domestique y est surabondante (172 millions de téléviseurs pour 80 millions de foyers) : le nombre de magnétoscopes atteint 34 millions, et il y a même — cas unique dans les pays industrialisés — un regain de la fréquentation cinématographique dans les salles (1971 : 14 000 salles, 820 millions de spectateurs ; 1977 : 17 000 salles, 930 millions de spectateurs ; 1987 : 22 000 salles, 1 250 millions de spectateurs (9)).

Les années 1986-1987 auront donc effectivement marqué un (mauvais) tournant pour l'industrie audiovisuelle française. Elle s'est trouvée confrontée, sans y avoir été préparée, à une première dégradation : la concession au secteur privé de trois canaux de télévision. Cela a profondément transformé



FOULE SE PRESSANT À UNE PROJECTION DANS LES ANNÉES 80. Un spectacle de moins en moins fréquent.

l'offre et mis en péril un équilibre, obtenu depuis plusieurs années, grâce à une hiérarchie de diffusion : le film doit d'abord être vu en salle, ensuite loué en vidéo, puis diffusé sur une chaîne à péage (Canal plus) et, enfin, il doit passer sur une chaîne nationale. Si la réglementation demeure valide à cet égard, on ne peut que constater qu'elle risque de devenir obsolète dès que plusieurs satellites diffuseront directement leurs images sur l'Europe : comment contraindre un satellite appartenant en majorité à des firmes américaines au respect d'une réglementation de ce type ? D'ailleurs on peut

estimer que les spectateurs, en désertant les salles, ont anticipé sur cette évolution.

La situation actuelle risque de conduire l'industrie de programmes à une crise semblable à celle que connaît le cinéma italien il y a dix ans, au moment où le monopole de la RAI fut brutalement cassé.

Une crise de la production est toujours liée à une crise de la fréquentation, et on peut même ajouter à une crise de talent (il n'y a pas de jeunes cinéastes italiens aujourd'hui). En réalité, c'est l'ensemble des pratiques cultu-

(1) Loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 (Journal officiel), 26, rue Desaix, 75015 Paris) relative à la liberté de communication.

(2) La fusée européenne Ariane a placé sur orbite, fin novembre 1987, le satellite de diffusion direct européen TV-SAT 1. Celui-ci connaît d'ailleurs de sérieuses difficultés. Les satellites français TDF 1 et TDF 2, de conception analogue, devraient être lancés maintenant que l'origine de la panne de TV-SAT 1 est connue. Cf. le Monde 22-23 novembre 1987.

(3) Cf. « Bilan 1986 », Supplément mai-juin 1987 au Bulletin d'information du Centre national de cinématographie (CNC), 12, rue de Lübeck, 75784 Paris Cedex 16.

(4) 1982 : 201,9 millions de spectateurs ; 1983 : 192,8 millions ; 1984 : 190,8 millions ;

1985 : 175 millions ; 1986 : 163,4 millions ; 1987 : le total de l'année ne sera connu que fin 1987 (130 et 140 millions de spectateurs). (Sources : « Bilan 1986 » (cf. note 3) et note trimestrielle de conjoncture publiée par le CNC).

(5) Concentration de la fréquentation en salle (le pourcentage est calculé par rapport au total des spectateurs). (Cf. graphique p. 28 de « Bilan 1986 ».)

(6) « Bilan 1986 », op. cit.

(7) Rapport annuel sur l'audiovisuel présenté au Sénat par Jean Chazet, Le Monde, 5 décembre 1987.

(8) Libération, 9 novembre 1987.

(9) Profil statistique de la consommation des images dans les pays étrangers, rapport publié par le CNC, Paris.

Cinéma, une logique de

mort

LA crise du cinéma est grave et nul ne songerait à minimiser la responsabilité de la télévision. Mais peut-être faut-il essayer de voir un peu au-delà de cet affrontement entre les deux médias. Au-delà également des chiffres, pour significatifs qu'ils soient.

* Auteur, entre autres, de : Le Retour de la fiction, Le Cerf, Paris, 1986, et Procs du spectacle, PUF, Paris, 1977.

Si donc il y a affrontement entre le grand et le petit écran, si cet affrontement semble tourner à l'avantage du second, si, par suite, il n'est pas déraisonnable de tenir pour inévitable un recul très sensible du cinéma, il est permis de se poser cette question, guère formulée jusqu'à présent à notre connaissance : le conflit et le déclin auxquels nous assistons ne s'inscrivent-ils pas dans une évolution générale de la technologie, évolution dans laquelle l'âge du cinéma — ne serait-ce qu'une étape ? — une telle hypothèse implique-t-elle, à terme, la totale disparition du septième art ? Autrement dit, la mort

du cinéma serait-elle à la fois logique et fatale ?

Avançons cette explication : le cinéma, hybride d'art et d'industrie, assurément en quelque sorte la transition entre l'un et l'autre. Cela illustre très exactement ce que Theodor Adorno désigne par le terme d'*Entsorgung* : la dissolution des caractères propres à l'objet esthétique à cause de son insertion dans la société marchande de type industriel.

Quelques réalités historiques, rarement relevées, donnent une certaine consistance à cette vision des choses, pour pessimiste qu'elle soit. Tout d'abord, le cinéma — après la photographie, qui n'a jamais été considérée comme un art à part entière — est le premier art à être né à l'époque du plein essor industriel et de cet essor même. Rien ne permet d'affirmer que l'invention du cinéma s'inscrit dans la chaîne ininterrompue de la création humaine plutôt que dans celle de l'évolution technologique. En d'autres termes, il n'y a pas, dans le cinéma, de signes certains d'une réelle vocation à l'immortalité — sinon sous forme d'emprunts aux autres arts. Et le rattacher, comme le font les frères Taviani dans leur film *Good Morning Babylon*, à la grande aventure du génie créateur à travers les siècles relève du plus pur idéalisme.

On n'a pas souvent remarqué non plus que l'histoire du cinéma est moins, à proprement parler, celle d'un « art » que celle d'une « technique » artistique, la première pouvant être envisagée plutôt comme complexification du message, la seconde plutôt comme complexification du langage. Et si la notion de progrès est toujours apparue comme dénuée de toute pertinence lorsqu'il est question d'esthétique, on est bien forcé de constater qu'elle intervient au contraire constamment quand il s'agit de retracer l'évolution d'un « art » tel que le cinéma.

On s'aperçoit même qu'il n'est guère de changement du paysage expressif du cinéma qui ne résulte plus ou moins d'une novation de caractère technique (le moment choisi pour celle-ci étant bien souvent en fonction d'impératifs industriels ou financiers, comme ce fut le cas pour le parlant, pour la couleur ou pour le cinémascope).

Dans nul autre mode d'expression n'existe le risque de confusion, que présente le cinéma, entre valeurs techniques et valeurs esthétiques. Et il ne manque pas d'exemples attestant la gravité de cette confusion. L'un d'eux nous est fourni par Umberto Eco, analysant la déception des spectateurs après une nouvelle vision, sur le petit écran, du film de Stanley Kubrick 2001, *L'Odyssée de l'espace* : « Ce film qui, il n'y a pas si longtemps, nous avait étonnés par ses extraordinaires nouveautés techniques et figuratives, par son souffle métaphysique, nous a donné l'impression de rabâcher des choses que nous avions déjà vues des milliers de fois [...]. Pourtant, Kubrick nous avait semblé être un innovateur génial. Mais c'est justement là qu'est le problème : les médias sont généralistes et n'ont pas de mémoire, même si ces deux caractéristiques devraient s'exclure réciproquement. Ils sont généralistes, car, dans leur système, toute nouvelle invention produit des imitations en boucle de neige et une sorte de langage commun. Ils n'ont pas de mémoire parce que, une fois la chaîne des imitations rompue, personne ne sait plus qui avait commencé, et l'on confond facilement le fondateur

avec le dernier de ses petits-enfants. Ce qui entraîne que les nouvelles de la Guerre des étoiles, inspirées sans pudeur par celles de Kubrick, soient plus complexes et plus crédibles que leurs aîeules, si bien que ce sont celles-ci qui semblent être les imitations (1). »

Et Umberto Eco nous rejoint lorsqu'il poursuit : « Il serait intéressant de se demander pourquoi nous pouvons encore comprendre que le Caravage est meilleur que ses disciples et que Richelieu n'est pas Balzac. On pourrait dire que dans les médias la réalisation technique prévaut sur l'invention et que la technique est imitable et perfectible (2). »

Le cinéma ne constituerait, en somme, qu'une étape d'une vaste mue technologique, où la télévision occuperait la place d'une descendance, d'une postérité, d'une sorte d'« après-cinéma ». Ce n'est pas à une lutte d'images contre d'autres images que nous avons affaire, mais à la confrontation entre ce qui relève encore de l'image et quelque chose qui, déjà, n'en relève plus, ou, si l'on préfère, un mode de présentation, d'existence de celle-ci qui conduit à son évanouissement, à son autodestruction.

Un au-delà de l'image

Plusieurs auteurs, dont Jacques Attali, qui pense que nous sommes entrés dans l'ère de la répétition (3), l'ont souligné : nous sommes désormais dans un au-delà de l'image. Ce qui ne signifie pas que cette dernière, du moins en apparence, ait cessé de régner. Notre univers est, plus que jamais, envahi par elle. Mais notre époque a donné naissance à ce phénomène étrange, paradoxal : l'image qu'on ne regarde pas. L'image qui se nie elle-même. Sans contenu véritable, sans autonomie réelle. Qui ne tient sa légitimité que de la sérialité, principe de base, si l'on peut dire, de la création télévisuelle. Car ce qui est en jeu dans la rivalité cinéma-télévision, c'est cela : l'autonomie, l'authenticité de l'image, ce qui fait qu'elle appartient à l'ordre

de l'esthétique, et non pas seulement à celui de la simulation. Or, si l'on veut, à l'ordre iconique, et non pas seulement informatif.

C'est cette image que recherche désespérément, dans le film *La Vallée fantôme*, un cinéaste en crise, vraisemblablement l'auteur, Alain Tanner, lui-même. On a dit ce personnage en mal d'inspiration : en fait, c'est l'avenir du cinéma, sa mort possible, qui sont la source de son angoisse.

Raconter une histoire, c'est cristalliser le sens d'une existence. Comment se fait-il qu'à la télévision ce sens se disperse, se perde, au lieu de prendre

(1) *La Guerre des étoiles*, Grasset, Paris, 1986, pp. 136 et 137.
(2) Op. cit., p. 137.
(3) Voir *Bravo*, PUF, Paris, 1977.

L'ANNÉE DE LA TÉLÉVISION 1987

le grand chambardement

Quelle année ! au printemps, le combat des chefs autour des privatisations ; durant l'été, le petit ballet des stars d'un écran à l'autre ; à l'automne, la course aux audiences puis l'heure de vérité des sondages et les pactoles publicitaires.

Le Monde

UN NUMÉRO HORS SÉRIE
160 PAGES

LARGEMENT ILLUSTRÉ DE PHOTOS ET DESSINS

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 45 F

CRISTE DE LA QU
l'audiov

de l'audiovisuel français qui dev...
l'audiovisuel français qui dev...
l'audiovisuel français qui dev...

En finir avec les

En finir avec les...
En finir avec les...
En finir avec les...

VIANDE FRANÇAISE
LE CORPS
(POSSIBLE)

- Autres produits alimentaires ;
- Images de l'Argentine par satellite ;
- Expéditions partout dans le monde.

carnar F

17, rue de la...
Tél. : 20 80

BAISSE DE LA QUALITÉ, FERMETURE DE SALLES

l'audiovisuel français ?

elles et de loisirs des Français qui évolue (10). Force est de constater que l'industrie américaine a mieux su qu'aucune autre s'adapter à cette évolution, voire la précéder. L'augmentation des coûts de production aux États-Unis, mais aussi du nombre de films produits (209 en 1980, 515 en 1986), est significative d'un dynamisme retrouvé, mais surtout d'une adaptation à une clientèle qui a, comme chacun sait, été profondément renouvelée depuis l'époque du cinéma du samedi soir, au profit d'un public de plus en plus urbain et jeune. Le cinéma américain a abandonné la variété des genres et des sujets qui reflétaient la diversité de ce public du samedi soir (11). Il n'a pas nécessairement gagné au change

(esthétique), mais il a conservé, et même accru, sa force commerciale.

Le passage, en France, d'une économie ouverte ne se fera pas sans douleur. On peut d'ailleurs dire qu'aucun cinéma européen n'a la possibilité de concurrencer une industrie audiovisuelle américaine forte d'une grande variété de productions (de la série bon marché à la superproduction dont le plan de diffusion est prévu mondiale-ment) amortie très largement (aux deux tiers en général) sur un marché intérieur protégé pour longtemps : on n'imagine pas un satellite européen diffusant avec succès des images européennes sur le continent américain.

de M. Ronald Reagan - d'avoir, par la loi antitrust, interdit la concentration verticale entre producteurs et exploitants de cinéma, entre producteurs et diffuseurs d'images télévisuelles.

Cette politique, que ni la gauche ni la droite françaises n'ont tenté, n'est-elle pas pourtant un des facteurs de la réussite commerciale, grâce à une réelle mise en concurrence, et qui n'interdit nullement la présence sur le marché de groupes puissants ? Certains, en France, ont cru simplement que l'offre accrue d'heures de programmes de télévision allait entraîner un développement de la commande de fictions. Ils ont pu constater, depuis quelques mois, que l'essentiel de l'augmentation des ressources va aux achats de droits, aux émissions de jeux ou de sport ; et qu'il n'y a, au mieux, que redistribution des cartes au sein de la production au profit de groupes liés de fait aux chaînes (14).

Or il demeure impératif de favoriser les producteurs indépendants. Eux seuls peuvent avoir l'audace indispensable pour se lancer dans des projets qui ne se fixent pas comme objectif prioritaire de concurrencer les images américaines, ce qui ne les empêchera nullement de trouver une audience satisfaisante, à l'exemple de la série allemande *Helmut*, d'Edgar Reitz.

Il s'agirait moins de créer un statut de producteur indépendant (15) que d'inciter, par une aide au projet (film ou téléfilm) et par une aide au producteur sous des formes variées (capital-risque, conditions d'amortissement plus favorables), toutes les entreprises novatrices.

Reste l'inconnue européenne. Le bassin d'audience européen (320 millions de téléspectateurs) est aussi important que l'américain, mais il demeure fragmenté. Il l'est par les législations nationales ; il l'est aussi par les pratiques culturelles différentes (langues, comportements, modèles de consommation). Les annonceurs eux-mêmes ne croient pas à l'émergence prochaine de ce marché (16).

Le président François Mitterrand a lancé récemment l'idée d'un Euréka audiovisuel. Celui-ci n'a de chance d'aboutir que si les pays européens élaborent une stratégie et des règles de concurrence des vecteurs de diffusion européens, satellites compris (17). S'ils harmonisent rapidement leurs législations (fiscales, systèmes d'aides, cahiers des charges, dispositifs anticoncentrations, etc.) ; s'ils incitent surtout, en dehors de toute bureaucratie bruxelloise, à l'émergence d'une réelle production indépendante, diversifiée dans ses genres - documentaires com-

pris (18), - attachée aux sens objectifs de qualité et de rigueur. Et s'ils n'ont pas peur enfin des ruptures en créant un « second secteur » (19) pour la production comme pour la diffusion (un vrai projet de chaîne culturelle européenne). Tant il est vrai, en art, que c'est toujours par opposition au courant dominant, actuellement représenté par les industries américaines - pour les programmes - et japonaises - pour le matériel, - que se crée l'innovation.

MICHEL DAVID.

(10) Cf. l'entretien avec Jérôme Clément, directeur général du CNC, *le Monde*, 28 novembre 1987.

(11) Rappelons cette phrase de Goethe : « *Antiquité, tu es si vieille que notre Vieux Continent ; tu n'es pas de châteaux tombés en ruine ou de vieilles pierres... Et si maintenant tes enfants commencent à faire des poèmes, que le sort leur épargne les histoires de chevaliers, de brigands et de fustiges* ». Wolfgang Schiller note que, paradoxalement, « l'orientation du cinéma américain récent vers ce type d'histoires (Star Wars, Indiana Jones, Gremlins, Ghostbusters...) lui permet de triompher maintenant commercialement, partout, sur le cinéma européen ». *Lettre Internationale*, Paris, 66 1985.

(12) « Le cinéma français face à son avenir », rapport de M. Jean-François Court, au ministre de la culture, M. Lottard, février 1988. Ministère de la culture et de la communication, 3, rue de Valenciennes, 75002 Paris Cedex 01.

(13) Cf. « Les exploitants de cinéma attaquent Canal plus », *le Monde*, 8 décembre 1987.

(14) « Les chaînes de télévision font main basse sur la production », *le Monde*, 8 décembre 1987.

(15) Proposition faite par M. René Bonnell, directeur du cinéma à Canal plus, *Libération*, 8 décembre 1987.

(16) Cf. l'intervention de M. Alain Grangé-Cabane, vice-président de l'Union des annonceurs du Salon de l'entreprise (Palais des congrès, Paris, 3 décembre 1987), remarquant que la seule entreprise capable d'élaborer une campagne publicitaire à l'échelle européenne était... Coca-Cola.

(17) Alors même que la concurrence entre Télédiffusion de France (TDF) et la direction générale des télécommunications (DGT) paralysait actuellement toute action, *le Monde*, 6 novembre 1987.

(18) Cf. *Cahiers du cinéma*, numéro 402, décembre 1987. Enquête de Frédéric Sabotard et entretien avec Claude Guisard, directeur des programmes de l'INA.

(19) C'est également un des moyens pour que l'audiovisuel - le cinéma tout particulièrement - ne devienne pas, déjà, un objet de musée, comme la belle exposition « Cinéma-cinéma à La Villette, Paris, 1987 ».

DERNIÈRE IMAGE
D'UN FILM EN CINÉMASCOPE,
VERS 1985

Les innovations technologiques
peuvent-elles ébranler
la totale suprématie du 7^e art ?

procuré aujourd'hui par le même spectacle dans des lieux anonymes et impersonnels, territoires de personnes, où l'imaginaire ne respire plus...
CHRISTIAN ZIMMER.

(4) Cité par Pierre Billard, « Le cinéma au bord du gouffre », dans *le Point* du 26 octobre 1987.

(5) « Midnight Express a coûté 2,2 millions de dollars, ses dépenses de publicité se sont élevées à 8,4 millions de dollars » (Gilles Lipovsky, *L'Empire de l'éphémère*, Gallimard, Paris, 1987, pp. 245 et 246).

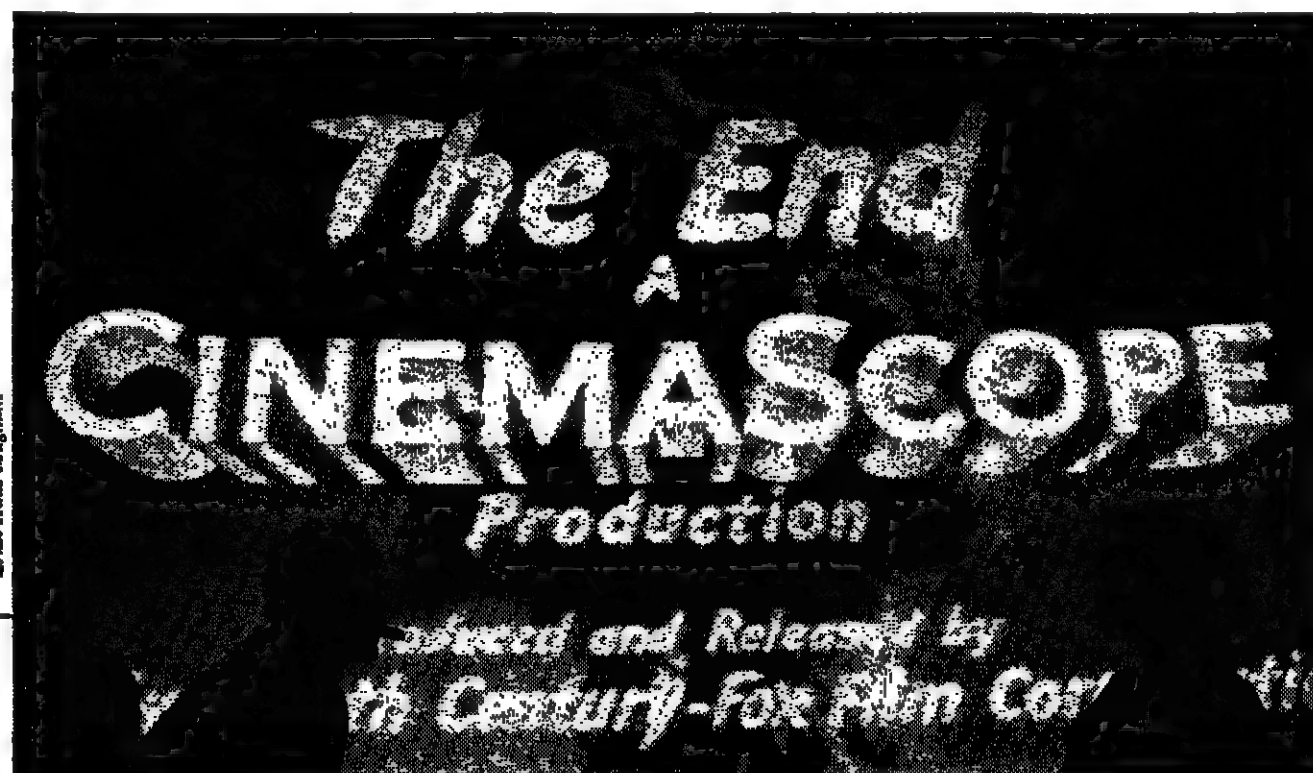
En finir avec les querelles de clocher

FAUT-IL baisser les bras et désespérer ? Non, mais il faut faire vite, et le laisser-faire du gouvernement de M. Chirac, pour qui la loi du 30 septembre 1986 tient manifestement d'alpha et d'omega d'une politique, est néfaste. Sous la pression des événements récents, M. Lottard a commandé un rapport à M. Jean-François Court (12). Mais celui-ci ne fait qu'une analyse, d'ailleurs juste, de la situation, sans proposer de solutions concrètes. Les atterrissements des chaînes dans leurs discussions avec les professionnels du cinéma, aux fins de réduire le nombre de films diffusés, montrent suffisamment qu'elles se sentent impunies de leurs violations diverses de leurs cahiers des charges.

Sur le marché intérieur, un décloisonnement des systèmes d'aides demeure impératif. Le cinéma français se trouve dans cette étrange situation d'économie libérale confortée par une aide publique massive (25 % des investissements) conduite depuis 1960 au gré des groupes de pression internes à la profession. Or il faudrait n'aider que les projets vraiment novateurs, même s'ils rompent avec le corporatisme : par exemple, ne pas forcément aider un circuit de salles s'agrandissant encore, mais plutôt un petit exploitant rouvrant, par exemple, le Max-Linder, à Paris, sur un projet précis correspondant vraiment aux goûts nouveaux créés. Les sommes dégagées permettraient de réinvestir dans la production,

quelle que soit la destination première de ces images : salles ou écrans de télévision.

Le cinéma français devrait sortir de ses querelles de clocher (13), et reconnaître que les intérêts sont définitivement divergents entre producteurs et exploitants. On remarquera qu'une des grandes forces de l'industrie américaine est - malgré les tentatives contraires effectuées sous la présidence



informative. Et on se dit qu'à tout prendre le fétichisme du plan, si longtemps en honneur dans la cinéphilie, n'était peut-être pas, en dépit de ses outrances, une si mauvaise façon d'aimer et de défendre le cinéma... Car il y a une nouvelle cinéphilie, qui, elle, ne semble guère accorder d'intérêt à la « lecture » de l'image, et pour laquelle le modèle filmique et le modèle télévisuel peuvent sans inconvénient se rejoindre.

Cette nouvelle cinéphilie est parfaitement adaptée au monde actuel, à ses valeurs et à ses règles, et il lui importe peu que ce soit peut-être celui qui verra la mort du cinéma : elle n'est plus composée d'intellectuels à la culture essentiellement littéraire, mais de jeunes dont la culture est beaucoup plus puisée aux sources des techniques modernes. D'où, sans doute, leur conception du film et de la « nature » du cinéma. Techniciens du divertissement bien plus qu'esthètes, ils s'intéressent, avec une passion qui n'est pas moindre que celle de leurs aînés, à un imaginaire moins créateur de formes inédites qu'habile agencement, manipulateur de fictions et de situations dramatiques.

L'obsession des nouveaux cinéphilos semble être la « vitesse ». L'économie, la sécheresse du trait de la bande dessinée. Toutes choses qui sont aux antipodes d'un cinéma du plan, mais moins du feuilleton télé et de la saga aux incantations rebondissantes. Ainsi, paradoxalement, le retour en force de la fiction au cinéma n'est pas sans devoir quelque chose à la télévision. On

voit évidemment le danger, d'autant plus réel que le petit écran est devenu, comme le soulignait à Venise le ministre italien du spectacle, M. Franco Carraro, « le principal financier des films » (4). Le cinéma risque de ne survivre qu'au prix d'un abandon de sa spécificité formelle et de son alignement sur un modèle culturel unique, imposé par le petit écran.

Les milieux cinématographiques sont-ils bien conscients de cette menace ? Sont-ils prêts à adopter une politique tournant résolument le dos à celle qui est encore la leur, et qui consiste, comme on le dit familièrement, à « ratisser large » ? Les manifestations sont toujours illustres, ce sont des phénomènes exceptionnels, qui, le plus souvent, reposent sur le malentendu non exprimé. De plus, nous le savons aujourd'hui, ces succès spectaculaires sont parfois obtenus par une savante mise en condition du public, rendue possible par l'inflation extraordinaire des budgets de publicité (5) et par la collaboration plus ou moins innocente des médias, qui créent de toutes pièces, avant même que le spectateur ait pu en juger, ce qu'on appelle un événement culturel. Ainsi, ce n'est pas le film qu'on va voir, c'est l'événement qu'on ne veut pas manquer.

A l'opposé de cette stratégie, il en existe pourtant une autre : fidéliser au maximum le noyau de ceux qui ont réellement le goût du cinéma et sont conscients de la déperdition de pouvoir émotionnel du film sur l'écran de télévision. Ce qui entraînerait, bien sûr, une refonte totale des structures économiques du cinéma et d'abord l'abandon du credo sacro-saint de l'industrie cinématographique : « Un film important, c'est un film cher... »

Cette fidélisation du véritable cinéphile ne se fera pas en « gommant », mais, tout au contraire, en accentuant ce qui détermine l'autonomie, la spécificité du cinéma en tant que phénomène esthétique et fait social. Non pas en intégrant les salles à des lieux, à des zones de loisirs, où voir un film, faire un repas au restaurant, prendre un verre entre amis ou se livrer aux joies du shopping, deviennent des activités absolument équivalentes, mais en créant des centres d'intérêt cinématographique de plus en plus diversifiés,

de plus en plus spécialisés, répondant à des désirs de plus en plus précis.

Le loisir et la culture obéissent aujourd'hui à la loi de la concentration géographique : celle-ci a remplacé la dissémination dictée par le besoin. Combien, naguère, était fort le dépaysement apporté par le spectacle, dans la salle de quartier, sorte d'extraterritorialité au milieu d'un territoire, ailleurs profondément inscrit au sein d'un univers familier et en connexes avec lui. Plus fort en tout cas que le plaisir

25TH ANNIVERSARY
THE AMERICAN COLLEGE IN PARIS
l'université américaine à Paris

LIBERTÉ
L'American College in Paris, université américaine accréditée aux États-Unis, vous propose une formation supérieure à l'américaine.

EXCELLENCE
Préparez un diplôme américain de premier cycle universitaire (BA ou BS) dans l'une de ces disciplines :
• Business Administration
• Computer Science
• Economics
• International Affairs
• European Cultural Studies
• Art History
• Comparative Literature
• French Language and Culture

RÉUSSITE
L'American College in Paris vous permet, après 4 années d'études, d'accéder aux diplômes de *Master's* et *Doctorate*. Il vous ouvre les portes des études de plus haut niveau aux États-Unis et des carrières internationales.

• Enseignement dispensé en anglais
• Programmes intensifs de perfectionnement de langue américaine
• Recrutement au niveau baccalauréat (toutes séries)
• Professeurs américains et européens
• Étudiants de plus de 60 pays
• Débouchés vers des carrières internationales et des études de plus haut niveau aux États-Unis

S'adresser à : Direction des Admissions
The American College in Paris - R.P. 402
31, avenue Daumesnil - 75007 Paris - Tél. : (1) 45.55.91.73

VIANDE FRAICHE ARGENTINE POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE (POSSIBILITÉ HALAL-CACHER)

- Autres produits alimentaires ;
- arrivages de l'Argentine par avion garantis ;
- expéditions partout dans le monde.

carnar France
17, rue de la Comète - 75007 Paris
Tél. : 20 60 88 F - Tél. : 47-05-96-61

ANCE AMÉRICAINE
nt sauver



estimer que les spectateurs, en diminuant les salles, ont anticipé sur une évolution.

La situation actuelle risque de conduire l'industrie de programmes à une crise semblable à celle que connaît le cinéma italien il y a dix ans, au moment où le monopole de la RAI fut brutalement cassé.

Une crise de la production en temps de crise de la fréquentation, et on peut même ajouter à une crise de talent (il n'y a pas de jeune cinéma italien aujourd'hui). En réalité, c'est l'ensemble des pratiques cul-

1985 : 175 millions, 1986 : 1634 millions ; le total de l'année se situe entre 130 et 140 millions de spectateurs. (Source : « *Année 1986* » (cf. note 3) et note trimestrielle de l'industrie publiée par le CNC).

(9) Concentration de la fréquentation au sein du pourcentage est calculé par rapport au total des spectateurs. (Cf. graphique p. 28 du « *Année 1986* ».)

(10) « *Année 1986* », op. cit.

(11) Rapport annuel sur l'audiovisuel présenté au Sénat par Jean Chazal, *Le Monde*, 15 novembre 1987.

(12) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(13) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(14) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(15) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(16) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(17) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(18) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(19) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(20) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(21) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(22) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(23) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(24) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(25) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(26) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(27) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(28) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(29) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(30) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(31) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(32) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(33) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(34) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(35) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(36) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(37) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(38) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(39) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(40) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(41) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(42) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(43) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(44) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(45) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(46) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(47) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(48) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(49) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(50) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(51) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(52) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(53) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(54) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(55) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(56) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(57) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(58) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(59) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(60) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(61) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(62) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(63) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(64) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(65) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(66) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(67) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(68) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(69) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(70) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(71) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(72) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(73) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(74) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(75) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(76) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(77) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(78) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(79) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(80) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(81) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(82) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(83) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(84) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(85) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(86) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(87) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(88) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(89) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(90) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(91) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(92) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(93) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(94) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(95) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(96) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(97) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(98) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(99) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(100) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(101) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(102) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(103) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(104) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(105) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(106) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(107) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(108) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(109) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(110) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(111) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(112) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(113) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(114) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(115) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(116) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(117) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(118) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(119) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(120) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

(121) « *Année 1986* », 9 novembre 1987.

DES ÉCRIVAINS LOIN DE LEUR SOCIÉTÉ

L'IVOIRIEN Adiaffi n'a publié que deux romans : la *Carte d'identité*, pour lequel il a obtenu le Grand Prix du roman d'Afrique noire en 1981, et *D'éclairs et de foudres* (1), au style torrentiel et à l'imaginaire débordant. Pourquoi avoir attendu des années avant d'affronter le public ? Par souci de rigueur, il ne souhaitait pas éditer ses œuvres produites il y a quinze ou vingt ans « en exil » — en France, — littérairement médiocres, mais surtout ne répondant pas aux problèmes contemporains de la Côte-d'Ivoire. Il a évité le piège où sont tombés de nombreux écrivains ouest-africains : raconter l'histoire d'un étudiant qui part en France pour « gagner le papier du Blanc » (un diplôme) permettant de revenir au pays exercer des fonctions de cadre, et qui se retrouve la tête farcie d'idées progressistes peu appréciées de l'autre côté de la Méditerranée, mais déçutes, étrangères chez lui, voire chômeur.

Aujourd'hui encore, dans son petit appartement spartiate loué au huitième étage d'une tour d'un quartier résidentiel d'Abidjan, Jean-Marie Adiaffi ressent ce déracinement à l'extérieur de son propre pays. Cet ancien étudiant de l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC), enseignant la philosophie, a reconstruit sa case à fétiches dans un coin de son bureau sans charme. Comme la plupart de ses compatriotes, il ne se sent vraiment lui-même que quand il retourne au « village », au campement qu'il a vu naître et où réside encore une bonne partie de sa famille.

Une autre raison pour laquelle Adiaffi a publié si tard, c'est que son écriture était à ce point neuve que les éditeurs n'osaient pas engager le moindre franc sur lui. Il fallut l'opiniâtre conviction de plusieurs coopérateurs français pour que les éditions CEDA, à Abidjan, se laissent convaincre.

« La jeune littérature d'Afrique noire se cherche encore. Née dans les soubresauts de la décolonisation et des indépendances, elle tout à la fois aux modèles occidentaux qui lui ont permis d'abord de s'exprimer et en révolte contre ces mêmes modèles, elle peine à sortir de sa gangue et à trouver sa forme et sa personnalité propres [...]. L'Afrique est subjuguée par son modèle, puis juge et déchire l'idole et, du même coup, valorise et exalte sa propre image, pour aboutir enfin aujourd'hui à une vision plus équilibrée et plus sereine de l'autre et de soi-même. » Ces propos de Guy Michaud (2) résumant parfaitement les contradictions que vivent quotidiennement les écrivains ivoiriens.

Ni Rimbaud, ni Bob Marley

PREMIER dilemme : dans quelle langue écrire ? Aucun des deux principaux éditeurs d'Abidjan (la CEDA et les Nouvelles Éditions africaines) ne reçoit de manuscrit en langue vernaculaire, alors que cinq d'entre elles sont enseignées à l'université, que quantité d'auteurs sont transcrits dans des langues locales ou dialectes (Côte-d'Ivoire) et que diverses expériences d'alphabétisation en langues locales ont vu le jour ces dernières années. Une littérature peut-elle restituer en langue française une vision africaine du monde authentique ? Voilà un grand débat qui n'a toujours pas trouvé d'issue à Abidjan. Situation paradoxale : l'écrivain ivoirien écrit dans une langue qui n'est pas la sienne et pour un public dont la majorité ne sait pas lire. Jean-Marie Adiaffi n'utilise pas l'argot, par peur, dit-il, du tribalisme. Fort bien, mais peut-on éliminer la présence d'une littérature imprimée en langue africaine ?

Pour Lillian Kesteloot, tout un domaine de la sensibilité ne peut s'extérioriser que dans la langue maternelle. L'homme africain ne saurait « renoncer à ses idiomes traditionnels sans ressentir une impulsion grave de sa personnalité (3) ». Mais les écrivains ivoiriens ont sûrement en mémoire la vengeance sorde que les autorités lévyennes ont exercée à l'encontre de Ngugi Wa Thiong'o en 1978. L'auteur d'*Enfant ne pleure pas* (4) s'était mis à écrire des pièces de théâtre en kikuyu, qu'il avait fait jouer à des paysans. L'impact fut tel que les autorités le jetèrent en prison sans jugement.

Pour Bernard Dadie, le « vieux » de la littérature ivoirienne, l'écrivain a du mal à ajuster son style à la sensibilité de son lecteur africain et il se préoccupe davantage de recherches formelles pour un public dont la majorité bénéficie d'une instruction scolaire très primaire. D'où le procès d'« hermétisme ». La culture livresque, poursuit l'auteur d'*Un nègre à Paris* (5), ne doit pas suppléer la culture orale. La Bible elle-même a été écrite après coup.

De nombreux écrivains — en début de carrière tout au moins — ne font que se raconter. C'est le cas de Bernard Dadie, le *Jeune Homme de Boussé*, de Moussa Koné, *Koumbé*, l'*Étudiant noir*, d'Aké Loba (6), les *Frasesques d'Ébribo*, d'Amadou Koné, placent un personnage dans une situation et notent son comportement. Les problèmes du « moi » l'emportent nettement sur ceux de la société. Il y a des Colette partout en Côte-d'Ivoire..., sauf dans les romans. Apparaît alors, après la question de la langue, un deuxième nœud de contradictions : l'auteur est limité par la fonction didactique qu'il fait assumer à son œuvre. Et quand il veut soulever de graves questions socio-politiques, il produit un substitut d'essai ou d'étude ethnologique aux dépens de l'écriture. Comme ces auteurs rédigent en français, ils n'arrivent pas toujours à éviter l'impression de

La littérature ivoirienne dans les effluves du « miracle économique »

Par BERNARD GENSANE

Née dans les soubresauts des indépendances, la jeune littérature d'Afrique noire cherche à forger sa propre personnalité. Difficilement, les romanciers ivoiriens tentent d'atteindre un public fuyant, tout en continuant de s'adresser à lui dans la langue de l'ancien colonisateur. Les difficultés de l'édition, le manque cruel de librairies ne les aident point à combler la distance. Écartelé entre les problèmes du « moi » et ceux de son environnement, entre le modèle occidental et la culture africaine, entre le « sous-Balzac » et une tradition déjà dépassée, comment l'écrivain peut-il devenir le « tribun de la société » ?



placage artificiel qui donne le transfert d'attitudes, sorties du contexte linguistique quand on passe d'un idiome à un autre.

Les indépendances furent acquiescées il y a plus d'un quart de siècle. Le colon, le « Blanc », ne pouvant éternellement servir de cible, un renouvellement des thèmes s'impose. Selon Gérard Lazzou, auteur de la *Création devant les transformations actuelles en Côte-d'Ivoire* (7), chaque écrivain tente de résoudre le problème « suivant l'importance de sa part dans la distribution de l'héritage colonial et dans la mesure où les nouvelles Républiques constituées permettent la libre expression des opinions ».

Il convient alors de se libérer des modèles occidentaux dont les influences ne sont pas niées : pour Aké Loba, Victor Hugo est « le plus grand patriarcat que la France ait jamais eu ». Bernard Dadie ne cache pas ses sympathies pour Émile Zola. Charles Nkomo est très marqué par le symbolisme baudelairien. La Mère, de Maxime Gorki, est un modèle inégalé pour les écrivains qui se veulent l'éveil de la conscience des peuples africains. Mais il convient de dépasser ces influences. À partir du modèle théorique occidental, le créateur ivoirien se veut le guide consolateur de son peuple ou, pour reprendre l'expression de Dadie, le « tribun de la société ».

L'écrivain doit ainsi concilier les exigences d'un réalisme qui permet de rêver et de combattre et celles d'une écriture où, comme le demande Jean-Marie Adiaffi, doit « s'enraciner dans une mythologie ». Pour l'auteur d'un volumineux *Silence, on développe* (à paraître), il est urgent de réinventer les mythes : en tant qu'ancienne colonie et nation indé-

pendante, la Côte-d'Ivoire (par ailleurs constituée de peuples pour beaucoup venus d'ailleurs) est un terreau bien jeune, qui ressemble au *n'zessé*, le peigne agni constitué de pièces bigarrées. Le risque est grand de ce que Adiaffi appelle une « culture néphar » qui flotterait sans fondement à la surface de la société. « Autrefois, la littérature orale était au service du peuple, poursuit Adiaffi, un tiers des courtiers avait trait au mariage forcé, à la polygamie. Aujourd'hui, la littérature écrite, au lieu de parler de la libération, s'enfonce dans le mythe du développement à travers les thèmes inspirés par l'Occident, comme l'opposition ville-brousse ». Rares sont ceux, à Abidjan, qui tentent d'opérer une coupure épistémologique radicale pour déplacer le lieu littéraire d'où ils parlent en évitant deux écueils : s'en tenir aux formes de la littérature orale — car elles sont dépassées — et faire du sous-Balzac.

L'écriture de la libération reste à inventer. Comme celle de la déchirure. La littérature ivoirienne n'a encore trouvé ni son Rimbaud ni son Bob Marley.

Dans ce pays, les écrivains sont presque tous des fonctionnaires : professeurs d'université, administrateurs civils, diplomates, anciens ministres, voire dirigeants politiques en activité. Le démon de l'écriture saisit même de jeunes lycéens qui voient dans la publication d'un livre, comme dans le football ou les variétés, un moyen de se faire connaître et de gagner de l'argent. L'origine sociale des écrivains encourage la conformisme. Ainsi, il n'y a quasiment pas de littérature policière, même si, emule d'Edgar Poe, l'ancien ministre Usher Assouan, présentement député et maire de Cocody (un quartier d'Abidjan), a publié un thriller sous un pseudonyme. M. Krimo K. Man Jusu, chroniqueur littéraire à *Fraternité Matin*, quotidien ivoirien du matin, regrette le manque de littérature d'évasion. Il estime aussi que le « miracle économique » ivoirien a assourdi des écrivains « entretenus », qui ne vivent pas le vie du peuple et n'en parlent que d'une manière fausse.

Se faire éditer n'est pas chose facile. Les deux principales maisons d'édition publient, bon an mal an, une trentaine de livres de fiction. La relative modestie du chiffre d'affaires (calcul du CEDA, qui emploie trente-six personnes à temps complet, était de 1 milliard 800 millions de

francs CFA (8) en 1986) empêche de prendre des risques financiers. Propriété du groupe Hatier (à 40 %) et de l'État ivoirien (à 60 %), le CEDA a réussi jusqu'ici à préserver jalousement son indépendance financière (9). Mais son directeur, M. Venance Kacou, déplore la manière dont les autorités perçoivent le rôle de l'édition dans les sociétés en voie de développement. Bien que comptant plusieurs ministres écrivains, la classe politique ivoirienne demande aux maisons d'édition de publier prioritairement des livres scolaires sans se soucier de créer un patrimoine culturel en encourageant la vie littéraire.

Comme partout ailleurs, la poésie est publiée à fonds perdus. Les romans, quant à eux, dépassent très rarement le premier tirage de 3 000 exemplaires (exception récente : *Envoi des tissarins*, de Paul Yao Akoto, romancier néophyte, mais ancien ministre de l'éducation nationale), si bien que la fiction ne vit que grâce au secteur scolaire florissant. Le papier et l'encre étant fortement taxés, il est moins onéreux d'imprimer les livres en France ; pourtant les maisons d'édition s'efforcent d'« ivoiriser » totalement cette activité (10). Les écrivains ne manquent pas de souffle, bien au contraire. Mais ils acceptent tacitement de « faire court » comme le leur « conseillent » les éditeurs.

La diffusion est boiteuse. Hors d'Abidjan, le pays souffre cruellement du manque de véritables librairies (des librairies « par terre » dont l'approvisionnement est souvent mystérieux, — s'en tiennent généralement à de l'improvisation). En outre, les éditeurs ivoiriens trouvent leurs diffuseurs français bien peu entreprenants. Alors que le théâtre de Soyinka est joué outre-Manche depuis vingt ans, le directeur du CEDA déplore que « les romans africains n'intéressent pas le public français (11) ».

À Abidjan, les rapports de l'édition avec les médias sont généralement bons. Le CEDA reproduit des émissions de radio et de télévision où, l'on ne s'en étonnera pas trop, ses productions ne sont pas forcément critiquées. La chronique littéraire a fini par conquérir droit de cité dans les organes de presse : *Fraternité Matin* consacre une trentaine de feuillets par mois à la littérature, et l'*hebdomadaire ivoire Dimanche* une ou deux pages par semaine.

La grande misère des libraires

DANS un pays où la déperdition scolaire est énorme (les trois quarts des enfants scolarisés ne parviennent pas en classe de sixième), où l'alphabétisation est loin d'être achevée et où le fait d'être illettré n'est pas massivement acquiescé, la lecture n'est pas encore entrée dans les mœurs. C'est une activité solitaire, or il est difficile de s'isoler. Lorsqu'il a un moment de libre, l'ivoirien préfère rendre visite à sa famille plutôt que lire. Il lit ce qui lui est immédiatement utile. Le lycéen ou l'étudiant n'achète un roman que s'il est au programme.

La Côte-d'Ivoire ne dispose d'aucune statistique fiable sur la lecture. Dans une ville comme Abidjan, qui compte environ deux millions d'habitants, on ne peut évaluer à plus de trois mille les personnes qui lisent des livres de fiction. S'il veut être entendu, l'écrivain est donc condamné à avoir une pratique sociale importante. D'autant qu'une part non négligeable du lectorat est européen. La moitié des lecteurs d'Adiaffi sont français contre 10 % seulement de ceux d'Amadou Koné, à l'écriture assurément plus traditionnelle ; l'écrivain mandé Charles Nkomo est bien connu des universitaires dans, mais beaucoup moins des étudiants de son pays (12). La Bibliothèque nationale est totalement inopérante. Les bibliothèques du Centre culturel français et de l'Institut africain pour le développement économique et social (INADES), dirigé par des jésuites, sont les seuls lieux publics où il fait bon lire. Offrant chacune quarante mille volumes, elles prêtent cinquante mille livres par an (en majorité des ouvrages de culture générale ou scientifiques), dont deux mille — dans le cas du Centre culturel français — ne reviennent jamais (13).

Comparé à Cocody ou au Plateau, le quartier Latin a des dimensions de continent. La scène littéraire ivoirienne est un microcosme où tout le monde se connaît. Les écrivains ont fréquenté les mêmes lycées, ont connu l'« exil » français au même moment et dans les mêmes conditions. Le corpus romanesque n'étant pas encore très important, tout le monde a lu tout le monde. Le moindre événement prend des proportions énormes. Ainsi, en 1986, un débat universitaire houleux consacré à Charles Nkomo, qui en France serait passé complétement inaperçu, a été commenté jusque dans les plus hautes sphères de l'État.

Les relations avec le pouvoir ne manquent pas d'ambiguïté. Une bonne partie des écrivains sont violemment hostiles au système en place, mais il est difficile aux fonctionnaires qu'ils sont de ne pas s'autocensurer. Comme nous le dit un intellectuel proche du régime : « Houphouët est incontournable mais on ne peut que le contourner. »

- (1) CEDA, Hatier, Paris, 1982.
- (2) Guy Michaud, préface à Gérard Lazzou : *La Création romanesque devant les transformations actuelles en Côte-d'Ivoire*, les Nouvelles Éditions africaines, Abidjan-Dakar, 1977.
- (3) *Anthologie nigro-africaine. La littérature de 1918 à 1981*, Marebourg, Verviers, 1982.
- (4) Hatier-CEDA, Monde Poche, Paris, 1987. Voir aussi son article « Décoloniser l'esprit » dans *le Monde diplomatique*, août 1987.
- (5) Présence africaine, Paris, 1959.
- (6) Respectivement Seghers, Paris, 1956 ; Nouvelles Éditions africaines, Abidjan, 1974 ; Flammarion, Paris, 1960.
- (7) *Op. cit.*
- (8) 1 franc CFA = 0,02 franc.
- (9) Malgré les tentatives du ministère de la culture et du ministère des finances qui s'alignent au conseil d'administration. Parallèlement à cette tutelle, l'aide de la société est assurée par un haut fonctionnaire des finances. Le CEDA publie principalement des livres scolaires.
- (10) 30 % des livres sont fabriqués en France.
- (11) Les œuvres publiées dans la collection « Monde noir », dirigée par Jacques Chevrier, connaissent des ventes symboliques en métropole.
- (12) En 1970, un département de lettres modernes de la faculté des lettres d'Abidjan, deux heures (en DUEL II) étaient consacrées à l'enseignement de la littérature africaine contre dix heures à la littérature française. Depuis, la tendance s'est inversée.
- (13) En 1986, l'INADES a prêté 278 romans africains à ses 750 adhérents.

La progression des effectifs scolaires a été foudroyante en Afrique, mais la démographie et la pauvreté imposent partout une remise en cause des systèmes éducatifs. La coopération française et ses partenaires testent de nouvelles méthodes. Le système plus que la langue d'enseignement est en cause : on le voit en Guinée, à Madagascar et au Maghreb.

Dans le n° 7 de GÉOPOLITIQUE AFRICAINE
6-8, square Sainte Croix-de-la-Bretonnerie, F-75004 PARIS

En librairie ou par correspondance
contre 90 F au Livre Poste, 2, rue Henri-Heine, 75016 PARIS

Lomé » et l'héritage colonial

européens qui obtenaient en outre que la CEE se voie officiellement reconnaître la qualité d'exportatrice nette.

Pour le bonheur des uns et le malheur des autres, l'année 1974 devait être exceptionnelle. Elle fut marquée par une prodigieuse flambée des prix et une brusque pénurie de sucre sur les marchés internationaux. Les Caraïbes n'avaient pu honorer que les deux tiers de leurs engagements à l'égard de la Grande-Bretagne. La peur de manquer de sucre se transforma en panique. Le 28 novembre 1975, la CEE et les ACP signèrent la première convention de Lomé et le protocole « sucre » qui lui était annexé.

A la différence de celle-là, celui-ci est conclu pour une durée indéterminée.

« A prendre ou à laisser »

EN douze ans, la lettre du protocole n'a pas été modifiée d'un iota. Mais les lectures faites par chacune des parties en présence sont devenues de plus en plus divergentes.

Pour l'ambassadeur de la Barbade auprès de la CEE, il s'agit encore et toujours d'un « engagement contractuel on ne peut plus clair ». Pour bon nombre de responsables européens, l'accord prend les allures d'une concession et les signataires ACP deviennent des bénéficiaires, pour ne pas dire des assistés.

Depuis 1975, la liste des adhérents au protocole s'est allongée (Zimbabwe, Côte-d'Ivoire). Le Soudan et la Papouasie ont récemment présenté leur candidature. Certains pays ont éprouvé des difficultés durables ou passagères pour honorer leurs engagements (Sri-Lanka, Ouganda, Congo, Kenya, Maurice...). On a ainsi vu la Tanzanie, l'Ouganda, la Jamaïque, le Congo ou le Suriname acheter à bon compte sur le marché international et revendre au prix fort communautaire.

Malgré quelques aménagements, la clé de répartition est toujours la même : la part de l'île Maurice frôle les 500 000 tonnes et les cinq premiers fournisseurs (sur un total de dix-neuf) s'adjugent près de 80 % du quota disponible. Malgré les récriminations des

La CEE s'engage à acheter et à importer chaque année 1,3 million de tonnes (équivalent sucre blanc). Sauf cas de force majeure, les pays ACP signataires sont tenus de lui fournir. Et cela à des prix qui ne peuvent être inférieurs aux prix les plus bas en vigueur à l'intérieur des frontières communautaires (prix d'intervention).

Le souffle de Lomé, la détermination des pays ACP, la bourrasque de 1974 sur les marchés internationaux, les pressions de Tate and Lyle désireuse de préserver ses approvisionnements et les contraintes de la politique agricole commune ont finalement conduit à un accord qui prétend mettre sur un pied d'égalité les betteraviers picards et les coupeurs de canne des Caraïbes.

Selon une étude citée par la Banque mondiale dans son rapport annuel (2), la politique sucrière des pays industriels a fait perdre en 1983 plus de 7 milliards de dollars de recettes d'exportation aux pays en voie de développement. Et, depuis cette date, les États-Unis ont fortement et unilatéralement réduit leurs importations. Dans ces conditions, l'accès au marché européen représente un privilège de plus en plus rare et avantageux.

En 1984-1985, le protocole « sucre » a procuré 2 milliards de francs à Maurice, soit 2 000 francs par habitant. En réalité, ce sont les exportateurs privés organisés en syndicats qui ont encaissé cet argent. Selon M. Charles Stevens (3), s'il n'y avait pas eu de protocole « sucre » et si Maurice avait dû vendre son sucre au prix mondial, ses recettes d'exportation auraient chuté de 44 % en 1983. Pour la Guyane, Fidji ou le Swaziland, le manque à gagner aurait été de 24 %, 19 % et 10 %. A deux exceptions près (1975 et 1981), les prix européens ont toujours été supérieurs aux prix mondiaux. En 1983-1984, le rapport était de un à trois et la CEE a dû déboursier près de 450 millions d'ECU pour pouvoir réexporter le sucre ACP (4). A partir du moment où, avec sa propre production, l'Europe est devenue structurellement excédentaire, la question pour elle n'est pas tant d'assurer ses approvisionnements que de gérer ses surplus.

On peut, bien sûr, regretter que les ministres européens de l'Agriculture et ceux de la coopération n'aient pas mieux coordonné leurs politiques. Les États ACP signataires du protocole « sucre » ne manquent pas une occasion de souligner ces incohérences. Les pays en voie de développement exportateurs de sucre sont, eux aussi, fondés à exiger de la CEE qu'elle signe l'accord international sur le sucre et cesse de précipiter la chute des cours sur le marché international. Quant aux pays en voie de développement importateurs de sucre, ils peuvent profiter de la situation pour consommer du sucre très bon marché. Mais s'il s'agit d'en produire, c'est l'inverse. Ceux qui s'efforcent de développer la production locale voient leurs efforts ruinés, inco-

pables qu'ils sont de produire à des prix de revient comparables à ceux du marché mondial.

Comment dès lors pourraient-ils payer les dettes contractées pour acheter les divers équipements devant en principe leur permettre de mieux tirer profit de leur « avantage comparatif » ? M. Claude Cheysson, commissaire au développement, a vigoureusement dénoncé l'empiètement des « marchands de chaudrons » et l'inconséquence des agences publiques qui les ont financés (5). Sans grand succès.

Certains experts de Bruxelles ont proposé d'assouplir telle ou telle disposition du protocole. Les fournisseurs ne

seraient pas aussi strictement tenus de fournir les livraisons convenues. La CEE ne serait pas tenue d'importer physiquement les quantités négociées. Il lui suffirait, en quelque sorte, de payer la différence entre le prix européen et le prix mondial. Un tel système permettrait de réaliser de substantielles économies, notamment sur les frais de transport : il n'est pas rare en effet qu'une même région soit à la fois cliente et fournisseur de la CEE. En outre, l'installation de raffineries dans certains ACP en serait facilitée. Mais Tate and Lyle, ses dix mille travailleurs et le gouvernement britannique, y sont fermement opposés.

Le risque de tout perdre

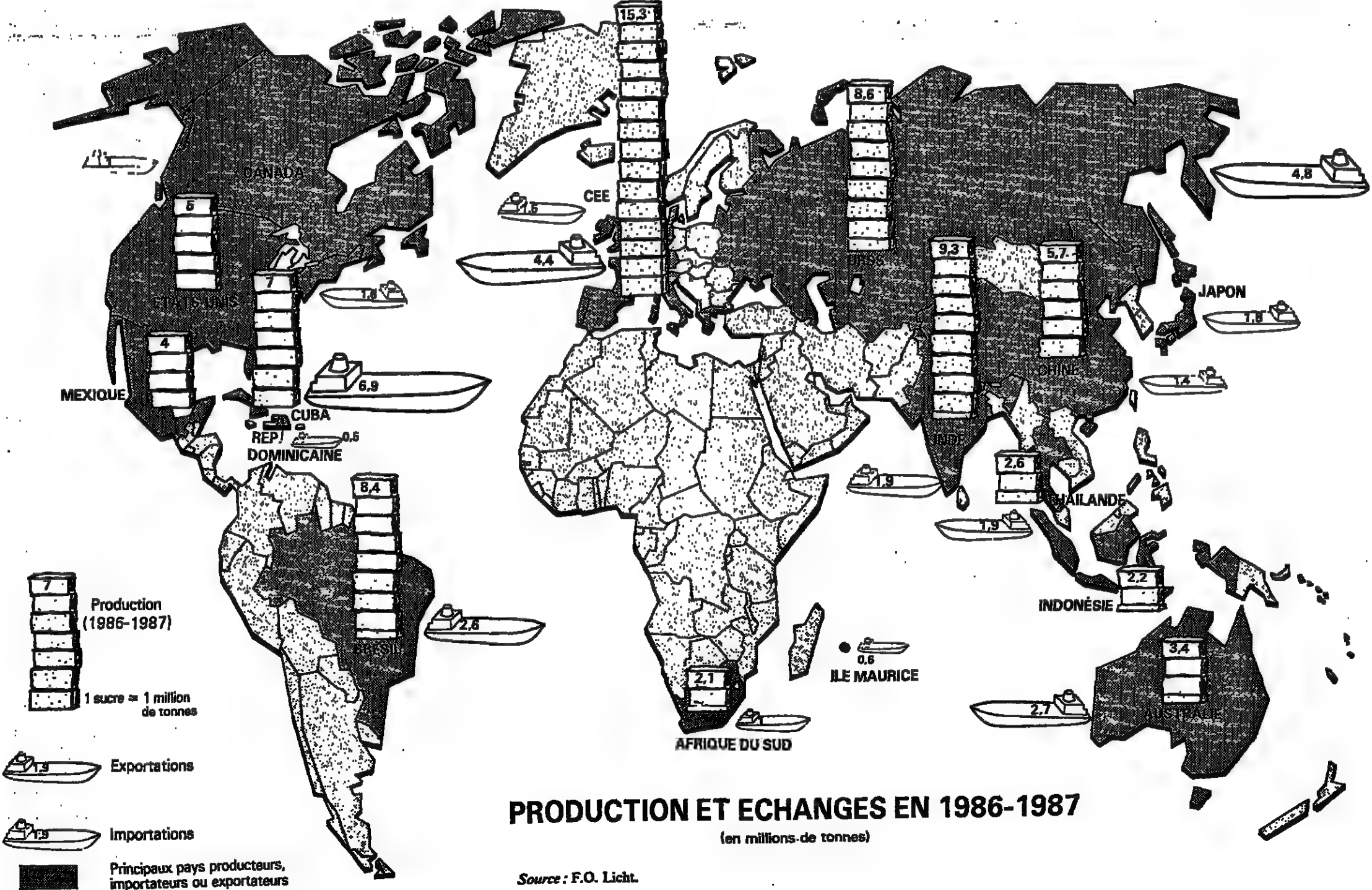
LE Parlement européen va prochainement rendre public un nouveau rapport sur le protocole « sucre ». La perte de compétitivité des producteurs ACP y sera sans doute mise en lumière. Malgré l'existence de statistiques contradictoires, il semble en effet que la politique agricole commune a permis des gains de productivité exceptionnels. Divers sucriers européens se disent ouvertement prêts à accepter une baisse des prix garantis. Pour certains ACP signataires du protocole, cette mesure pourrait se révéler fatale. Si la CEE devait réduire ses exportations et adhérer à l'accord international, on ne voit pas comment elle pourrait indéfiniment importer le sucre qu'elle peut produire elle-même. Par ailleurs, il semble qu'une partie des sommes actuellement dépensées pour produire, transporter et réexporter le sucre ACP pourrait être plus judicieusement utilisée. Certaines terres pourraient sans doute produire autre chose que de la canne. Et certaines cannes pourraient produire autre chose que du sucre. Quand on sait ce que coûtent à plusieurs pays ACP les importations alimentaires ou énergétiques, ces possibilités ne peuvent être écartées.

La CEE a déjà accepté de négocier des accords de ce genre. Elle importe des millions de tonnes de manioc de Thaïlande pour l'alimentation de son

bétail. Très riche en calories, ce tubercule réduit les débouchés de ses céréales. Les deux parties sont donc convenues de s'entendre sur les termes suivants : « Vous diminuez vos exportations de manioc chez nous et nous acceptons de financer vos plans de reconversion. » Evidemment, les pays en voie de développement bénéficiaires du protocole « sucre » sont plutôt enclins à estimer qu'un bon rien vaut mieux que deux tu l'auras ». Il reste que, à vouloir tout conserver en l'état, ils risquent finalement de tout perdre. Bien sûr, au temps de la colonisation, les puissances impériales ne s'étaient jamais posé la question de la nécessaire diversification. Mais il est non moins assuré que, s'agissant d'abolir le pacte colonial, le protocole « sucre » a fait lui aussi la preuve de son impuissance.

CHARLES CONDAMINES.

- (1) ACP : pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique qui ont signé la convention de Lomé. Tous ne sont pas signataires du protocole « sucre ».
- (2) Rapport sur le développement dans le monde, 1986, p. 128.
- (3) Sugar Project : Global Economic Analysis, Mines, Bruxelles, mai 1987.
- (4) L'ECU vaut 6,9 francs.
- (5) Note de la Commission au conseil des ministres : « Incohérence entre politiques de la Communauté et des États membres. Le cas du sucre ». Bruxelles, 29 novembre 1977.



Depuis 1900, la production mondiale de sucre a été multipliée par dix pour atteindre, en 1987, 104 millions de tonnes. Si l'on compte aujourd'hui plus de cent dix pays producteurs, douze d'entre eux (dont la CEE) réalisent près des trois quarts de la production globale. Les échanges internationaux, 28 millions de tonnes, sont fortement concentrés sur quelques pays, huit d'entre eux totalisant 70 % des exportations, tandis que sept réalisent 50 % des importations. Trois con-

trants privilégiés représentant un tiers des échanges (Comecon-Cuba, CEE-ACP, États-Unis-Amérique latine et Philippines) s'effectuent à des prix garantis, sur quotas, trois à six fois plus élevés que le cours mondial sur le marché libre, lequel, en quinze ans, a varié entre un maximum de 65 cents la livre en 1974 et un minimum de 2,35 cents la livre en 1985, pour s'établir autour de 6 cents la livre en 1987. La consommation, en accroissement régulier (1,5 %

par an), rejoint progressivement le niveau de la production, mais ne permet pas d'écouler les stocks accumulés (38 millions de tonnes). Les disparités restent considérables entre les pays où la consommation par habitant dépasse les 40 kilos par an (Cuba : 60,7 kilos, Israël : 54,4 kilos, Tchécoslavaquie : 47,7 kilos...) et ceux où elle reste inférieure à 8 kilos (c'est le cas de la plupart des pays d'Afrique); dans les pays occidentaux, elle varie entre 25 et 40 kilos.

aux Philippines

En attendant, constatons que les Philippines ont fait, pour leur sucre, une solution : les ouvriers agricoles doivent utiliser les terres laissées à l'abandon. En attendant, constatons que les Philippines ont fait, pour leur sucre, une solution : les ouvriers agricoles doivent utiliser les terres laissées à l'abandon.

La Fédération syndicale accepte ce programme comme un premier pas « mais sans se faire illusion », déclare M. Cherrigun : « aucun le pour nous imposer aux propriétaires terriens, nous ne pouvons pas leur céder 10 % de leurs terres ». Sans attendre les décisions du gouvernement, la Fédération a lancé un programme d'utilisation des terres dans le cadre du programme Lomé.

Les hommes, participant à cette entreprise, sont gérés par les ouvriers agricoles, des prêts de la NFSW pour les semences, d'engrais et de buttes pour les semences. La récolte est partagée entre les ouvriers et la coopérative. La Fédération syndicale a des usages pour la formation des ouvriers agricoles et à la gestion de coopératives.

Malgré cela, « Spectre de Lomé », le monde diplomatique, décembre 1987.

Bio-éthanol : l'énigme européenne

Par
ANNE-SOPHIE
BOISGALLAIS

FIRMES pétrolières et industries agro-alimentaires sont rarement face à face. Or, depuis 1984, le bio-éthanol les dresse les uns contre les autres sous l'arbitrage de la Communauté européenne, qui a décidé de limiter les émissions polluantes des véhicules en interdisant à partir d'octobre 1989 l'utilisation, dans l'essence, du plomb, si néfaste aux forêts européennes.

Le bio-éthanol, mélangé à 5 % dans l'essence, pourrait avantageusement remplacer le plomb. Mais d'autres co-solvants d'origine pétrolière le peuvent aussi. Et ils coûtent moins cher. Malgré ce handicap, le bio-éthanol — qui peut être produit à partir de betteraves, de céréales, de pommes de terre — cumule un certain nombre d'avantages : il permettrait d'alléger la dépendance énergétique, de réserver une partie des surplus agricoles, d'utiliser des ressources renouvelables, de rendre biodégradables les produits finis et d'acquiescer des technologies de transformation. De plus, la fabrication d'éthanol agricole fournirait la CEE en sous-produits utilisables pour l'alimentation

animale en remplacement des protéagineux importés d'outre-Atlantique.

Pour rendre le produit compétitif, sucriers et céréaliers demandent à la CEE que les betteraves et les céréales utilisées pour la fabrication de l'éthanol reçoivent un montant des restitutions équivalant à ce qui aurait été obtenu si elles avaient été exportées sur le marché mondial (1).

Mais le 11 novembre 1987, la Commission européenne semble avoir rejeté la proposition. Raison invoquée : le coût trop élevé par rapport aux autres additifs disponibles — méthanol, MTBE, TBA (2) — et le risque accru de production agricole exorbitante. Match terminé, victoire aux pétroliers ? « Mais pas du tout ! », s'exclame M. Robert Bonnet, directeur du développement industriel à la Générale sucrière (3). « C'est encore un exemple de l'action efficace des pétroliers sur la presse. La Commission a demandé aux rapporteurs de revoir leur dossier car il n'est pas bien ficelé, mais il n'y a pas eu de décision négative. Nous sommes pour le dialogue, mais certains le refusent en bloc. »

Techniquement, la filière de fabrication d'alcool à partir de la betterave est un point. A partir des céréales, les expériences sont moins nombreuses, mais la Suède maîtrise ce procédé à l'échelle industrielle depuis plusieurs années. Alors ?

Le Brésil en est la meilleure illustration (voir ci-dessous l'article de Michel Faucon). Le Zimbabwe s'en est directement inspiré et, en 1982, il économisait 15 % de ses importations de pétrole grâce à l'éthanol tiré de la canne. L'Afrique du Sud, la Thaïlande, l'Australie, le Mali, connaissent de prudentes réalisations industrielles. Les Philippines, qui ont déjà essuyé un échec financier entre 1978 et 1980, vont tenter une nouvelle expérience, à partir d'un carburant contenant 5 % d'éthanol. L'enjeu est d'importance : 150 000 hectares de canne (45 % des surfaces actuelles) trouveraient de nouveau un débouché, cent mille travailleurs cesseraient d'être au chômage, et la pollution de Manille serait six fois moindre. Le plan éthanol est le seul plan de sauvetage de l'industrie sucrière philippine, depuis que la canne destinée aux Etats-Unis reste désespérément sur pied. Sans éthanol, c'est la diversification agricole à grande échelle que le gouvernement de M. Cory Aquino devra envisager (voir l'article de Joel Picard page 24).

Les Etats-Unis produisent maintenant 20 millions d'hectolitres d'éthanol par an (1986), dont 85 % à partir de

maïs, ce qui représente l'utilisation de 6 millions de tonnes de maïs. Mais, ce programme tient à coup de subventions et grâce aux exportations de *corn gluten feed*, sous-produit de la fabrication d'éthanol et d'isoglucose. Une moindre valorisation des sous-produits (par exemple si l'Europe les produisait elle-même), une augmentation des cours du maïs ou un desserrement des mesures fiscales incitatives et c'est la mort de l'éthanol américain.

Les ministres européens, qui devront se prononcer sur le dossier dans les mois qui viennent, auront à faire un choix plus politique que financier. Subventionner l'éthanol dans la même proportion que les exportations ne suffira pas. Le reste doit venir de mesures nationales, comme la détaxation partielle proposée par le premier ministre français. Curieusement, les décisions nationales semblent précéder l'impulsion européenne. L'Allemagne s'est déjà lancée, avec trois mille stations qui proposent un mélange sans plomb contenant 5 % d'éthanol. Les conclusions sont favorables : gaz d'échappement moins polluants, consommation identique, monoxyle de carbone réduit de moitié. Mais le pays ne pourra aller

plus loin sans aide communautaire. L'éthanol sera européen ou ne sera pas. S'il n'est pas, la perspective du « gel » des terres se profilera avec des conséquences sociales et écologiques que l'on préfère ne pas imaginer avant qu'elles ne s'imposent avec certitude.

Discrètement, les alliances sur le bio-éthanol dépassent les frontières européennes. Le 1^{er} octobre 1987, M. George Bush, vice-président des Etats-Unis, rencontrait M. François Guillaume, ministre français de l'Agriculture, M. Raul Gardini et les présidents de Renault et d'Elf-France. Rien n'a filtré de la réunion, sinon que la firme Sucre et dérivés appuyait le bio-éthanol pour « son rôle dans la guerre commerciale Etats-Unis-CEE ». Un rôle qui pourrait ne pas être ce qu'on croit. Réduction des excédents, peut-être. Mais, concurrence sur les sous-produits destinés au bétail, certainement. Quoi qu'il en soit, il a été convenu de créer un groupe d'étude mondial sur le bio-éthanol.

Absorbant les pinces acides et les trop bonnes récoltes, le bio-éthanol pourrait conditionner le paysage de l'Europe de demain. Entre le risque de créer un secteur surprotégé, la volonté de tendre à l'indépendance énergétique, la nécessité de ménager les finances de la politique agricole commune et la crainte des représailles américaines, l'attitude européenne reste énigmatique.

Mais, si la Communauté prolonge l'ambiguïté, les initiatives privées ou nationales vont se multiplier, et accabler les ministres européens à prendre acte du bio-éthanol sans l'avoir choisi.

(1) L. Rigo, *Utilisation de l'éthanol-carburant : où en est-on ?*, Confédération générale des planteurs de betteraves, octobre 1985, 32 pages.

(2) Il existe, actuellement, quatre principaux concurrents du bio-éthanol : trois alcools (méthanol, éthanol et alcool tertio-butyle — TBA) et un éther (méthyl-tertio-butyl éther — MTBE). Ce dernier est techniquement le plus parfait, mais il est d'origine fossile et doit être importé. Il y a déjà une production communautaire de méthanol, mais c'est un produit très toxique pour la santé humaine et très corrosif pour les métaux. Le TBA, importé lui aussi, est globalement meilleur que l'éthanol fossile, qui, lui, coûte plus cher que l'éthanol agricole.

(3) Débat au cours du colloque « Le sucre du Nord au Sud » qui a eu lieu le 20 novembre 1987 à Amiens, organisé par le « groupe sucre » de Frères des hommes, Terre des hommes, Peuples solidaires et Solagral.

(4) Ogden, *Mémoire sur l'éthanol agricole*, Roma, Ente Nazionale Idrocarburi, novembre 1986, Ogden.

(5) Conseil européen des fédérations de l'industrie chimique, *CEPIC, « Position Paper: Bio-éthanol, a Viable Use of Renewable Resources ? »*, novembre 1985, Bruxelles.

(6) Voir Agence européenne d'information « Club » Bruxelles : 1987, *Le Sucre dans la CEE*, Martin Razi, 130 pages ; 1986, *L'avenir du bio-éthanol en Europe*, Yves Charrier, 115 pages.

Un coût prohibitif

FACE à des études contradictoires sur le prix de revient de l'éthanol agricole, les ministres et la Commission des Communautés européennes attendent le dernier moment. Un mémorandum du Centre national des hydrocarbures italiens (4) faisait état, fin 1986, d'un coût de production de l'éthanol prohibitif, nécessitant une subvention de la CEE supérieure aux restitutions à l'exportation. Sans compter les 1700 millions de francs nécessaires pour investir dans vingt-six distilleries susceptibles de répondre à la demande européenne. Auparavant, le Centre européen des fédérations de l'industrie chimique (CEPIC) avait fait valoir un argument encore plus percutant : « En examinant le bilan énergétique, on constate qu'il faut sensiblement plus d'énergie fossile pour produire du bio-éthanol qu'il n'y a d'énergie dans ce bio-éthanol (5) ». On peut ajouter à cela l'argument des sceptiques qui pensent que, plutôt que de réduire les excédents, la perspective éthanol risque de les accroître, en faisant miroiter un nouveau débouché.

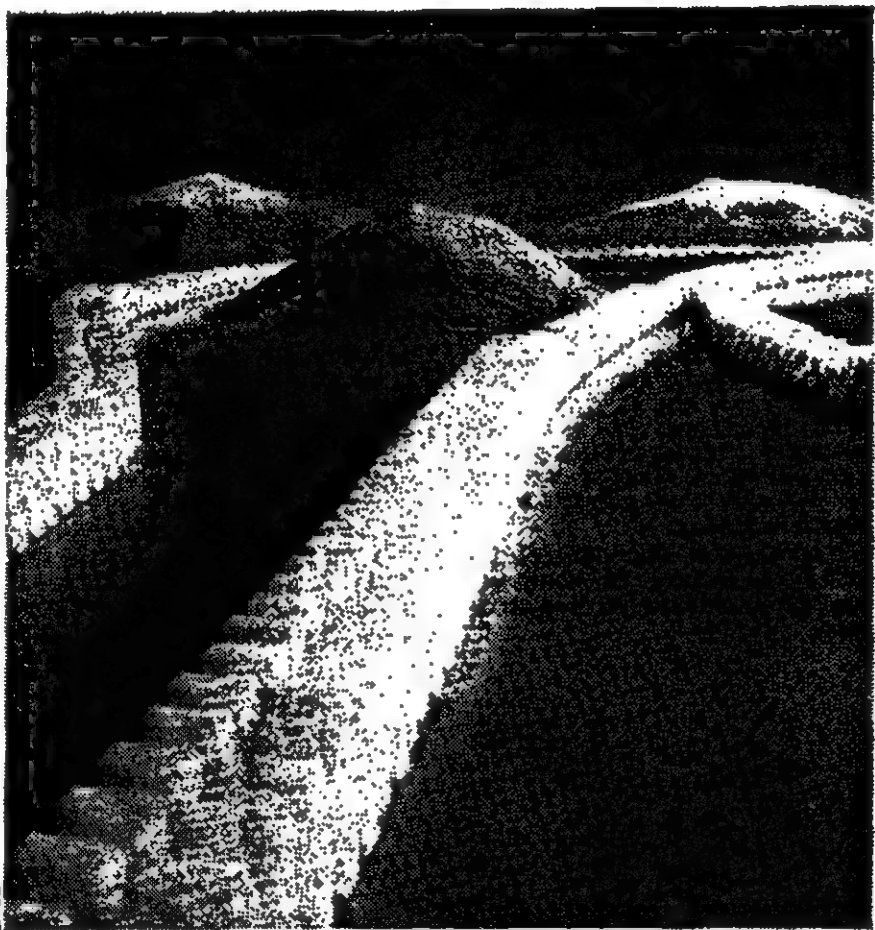
M. Raul Gardini, président du groupe italien Ferruzzi et de Beghin-Say, exerce de son côté une pression médiatique en promettant aux pétro-

liers un bio-éthanol à 85 % du prix de l'essence.

La confiance est de rigueur : avec la baisse du dollar, le coût des restitutions européennes augmente. Il y a un an, la CEE déboursait 60 ECU par tonne de céréales exportées. Aujourd'hui, elle en dépense 140. Ferruzzi se déclare prêt à investir 1 milliard d'ECU pour résorber les excédents structurels. Mais il lui faut les céréales et le sucre au prix mondial, car il estime les coûts de stockage et d'écoulement des surplus du même ordre que la subvention nécessaire pour transformer 22 millions de tonnes de céréales (l'excédent actuel), soit 1,5 milliard d'ECU (6).

Les pétroliers, Elf-Aquitaine en tête, ne s'opposent pas au bio-éthanol en tant que tel, mais les calculs économiques immédiats sont favorables aux produits pétroliers oxygénés pour remplacer le plomb. En l'absence de toute subvention, le seuil de compétitivité pour l'alcool-carburant serait atteint dans le cas d'un baril de pétrole au prix de 40 dollars, soit environ le double des cours actuels.

Si, en Europe, le mobile de l'intérêt pour l'éthanol était écologique, il n'est pas de même pour les autres pays qui ont choisi l'indépendance énergétique.



LA CONSOMMATION ATTEINT SES LIMITES
Flavour les excédents de production... Jusqu'à quand ?

Le pari brésilien

Par
MICHEL
FAUCON

C'EST après le choc pétrolier des années 1973-1974 que le gouvernement militaire de Brasília, au nom de l'indépendance nationale, lança, en 1976, le projet Proalcool. Dans un pays important 85 % de sa consommation, l'objectif était de remplacer complètement l'essence par de l'alcool hydraté à 4 %, beaucoup plus facile à obtenir. En 1979, lors du second choc pétrolier, le plan prend son essor, les crédits publics atteignant 90 % des investissements ; l'expansion est très rapide. Aujourd'hui, 250 distilleries produisent près de 18 milliards de litres de combustible par an, plus de la moitié du parc automobile fonctionnant à l'alcool, 90 % des voitures produites ces dernières années étant équipées à cette fin.

Bénéficiant d'étendues de terre considérables, le Brésil a pu accroître les surfaces cultivées en canne à sucre, qui ont été multipliées par trois, pour atteindre 7 % des 52 millions d'hectares de canne agricole. Sur les 3,8 millions d'hectares de canne, 2,4 sont destinés à l'alcool et 1,4 au sucre. Le rendement moyen se situe autour de 5 500 litres par hectare.

Malgré son succès, le programme n'est pas à l'abri des critiques : sur le plan économique, on lui reproche de ne pas être rentable face au pétrole, dont le cours mondial a chuté depuis 1979 ; sur le plan écologique, la menace de pollution des eaux est permanente ; enfin, les travailleurs de la canne n'ont pas bénéficié de ce nouveau « miracle brésilien ».

Pour un pays dont la dette extérieure dépasse 100 milliards de dollars, la moindre économie de devises justifie de lourdes subventions au moment national. De plus, Proalcool a encouragé les entreprises à réduire les coûts de production et à dégager de nouveaux profits.

Dans l'Etat de São-Paulo, qui, à lui seul, produit 50 % du sucre et 55 % de l'alcool du pays, le discours est triomphaliste. Les profits provenant des sous-produits de la canne équivalent aujourd'hui à ceux que l'on retire des produits nobles (sucre et alcool). La bagasse fournit toute l'énergie nécessaire aux sucreries et aux distilleries grâce aux chaudières spécialement adaptées. Comme cet usage n'en éprouve pas les volumes considérables, on en fait des planches d'aggloméré, du papier et aussi la base cellulosique de ratons animés, surtout si l'on y intègre les feuilles et les pointes de la canne. La vinasse

(environ 14 litres pour 1 litre d'alcool) restitué au sol le potassium contenu dans la canne. Pour l'apport d'azote, on cultive des légumineuses (soja, haricot, arachide) entre les lignes des jeunes pousses de canne.

Quant aux risques écologiques, ils résultent du fait qu'aux premiers temps des installations de distilleries aucune mesure n'avait été prise pour enrayer la pollution provoquée par la vinasse, dont le fermentation absorbe l'oxygène de l'eau et asphyxie les poissons. Aujourd'hui, la solution consiste à laisser la vinasse en repos quelques mois avant de la restituer au sol par irrigation.

Pas de miracle pour les coupeurs de canne

LE 29 septembre 1987, les ouvriers de la canne du Pernambuco ont obtenu un réajustement de salaire : 4 100 cruzados en octobre, 4 200 en novembre, puis l'indexation sur les indicateurs officiels à partir de décembre. Au mieux, cela représente un peu plus de 400 francs mensuels pour un travail qui n'est assuré que six à huit mois par an.

Dans le Sud, les conditions sont nettement meilleures. La main-d'œuvre temporaire tend à diminuer au profit d'une main-d'œuvre permanente que l'on utilise aussi bien pour la canne que pour les cultures alternées. On trouve même des cantines ambulantes qui servent des repas chauds, ce qui fait mentir l'expression de « bois frais », les « gamelles froides ». Mais l'exception ne doit pas faire illusion. Une partie des six cent mille emplois directs du secteur sont menacés à terme par la mécanisation : des expériences techniquement satisfaisantes sont déjà réalisées.

Même si dans le Nordeste, pour des raisons essentiellement politiques, la production d'alcool doit rester encore longtemps sur des subventions publiques, on peut affirmer que les entreprises du Sud ont maintenant atteint le seuil de rentabilité grâce à l'intégration des sous-produits de la canne dans le circuit de la production d'alcool. L'option prise est irréversible, et le Brésil diffuse déjà sa technologie dans le reste de l'Amérique latine. De récents accords avec Cuba et le Nicaragua en sont une illustration. Le foisonnement d'innovations technologiques induites est véritablement impressionnant, surtout dans les domaines des microprocesseurs, de la chimie et de l'ingénierie. Reste à faire la preuve du bénéfice social, encore limité, aujourd'hui, à quelques espaces privilégiés.

Edulcorants et nouvelles filières

Par
HENRI
VILLAIN

CANNE, betterave, maïs, blé, chimie des acides aminés : l'origine des sucres est très diversifiée. Une première distinction doit être faite entre édulcorants naturels et artificiels (1). Parmi les édulcorants naturels, le saccharose, sucre pur obtenu à partir de la canne (80 %) et de la betterave (40 %), est de loin le plus important : il s'en est produit environ 100 millions de tonnes par an ces dernières années.

La majeure partie de la production de saccharose est répartie, en vertu de trois accords préférentiels, entre Cuba et les pays du COMECON, entre la CEE et les pays ACP, et entre les Etats-Unis et une quarantaine de pays d'Asie et d'Amérique latine. Le marché libre ne porte que sur 15 à 20 % des quantités produites.

Autre édulcorant naturel : l'isoglucose, extrait de l'amidon des céréales, du maïs principalement. Sa haute concentration en fructose lui donne le même pouvoir sucrant que le saccharose. C'est aux Etats-Unis que l'isoglucose est le plus développé, entraînant une baisse de la consommation de saccharose, qui représente aujourd'hui 48 % du marché des sucres, contre 78 % à y a dix ans. Ce développement prodigieux s'explique par une politique de subventions aux minotiers — tels Cargill, Archer-Daniels-Midland (ADM) — et par l'exportation, surtout en Europe, des sous-produits de la fabrication de l'isoglucose, destinés à l'alimentation du bétail. En 1986, la vente de ces sous-produits (huile, corn gluten feed, tourteau de maïs) a dégagé une recette équivalente au coût de la matière première, soit environ 4,5 cents par livre. Ainsi s'explique la diminution de la consommation de saccharose et, par voie de conséquence, celle du quota sucre d'importation américaine, passé, en trois ans, de plus de 3 millions de tonnes à 1 million de tonnes.

En Europe, les quotas de production d'isoglucose dans la CEE sont limités, de l'ordre de 300 000 tonnes. Mais les industriels sont prêts à développer les sucres à base de maïs, et le rachet par Ferruzzi des trais usines d'amidon que possè-

dait la société américaine CPC en est un signe évident.

Parmi les édulcorants artificiels, après le saccharine et le cyclamate, connus pour leurs effets cancérogènes, c'est l'aspartame, deux cent fois plus sucrant que le saccharose, qui est le produit d'avenir.

A partir de 1950, les Etats-Unis ont fait les premières tentatives d'utilisation du sucre comme matière première de l'industrie chimique. Un nouvel intérêt s'est manifesté au moment du premier choc pétrolier, entraînant la création d'un organisme de coordination de l'information : le World Sugar Research Organisation (WSRO). Certaines firmes comme Tate and Lyle (2) ont entrepris d'importants travaux de recherche. Si, en théorie, saccharose et autres glucides pourraient occuper une place importante comme ressource chimique, leurs caractéristiques techniques sont, en réalité, défavorables.

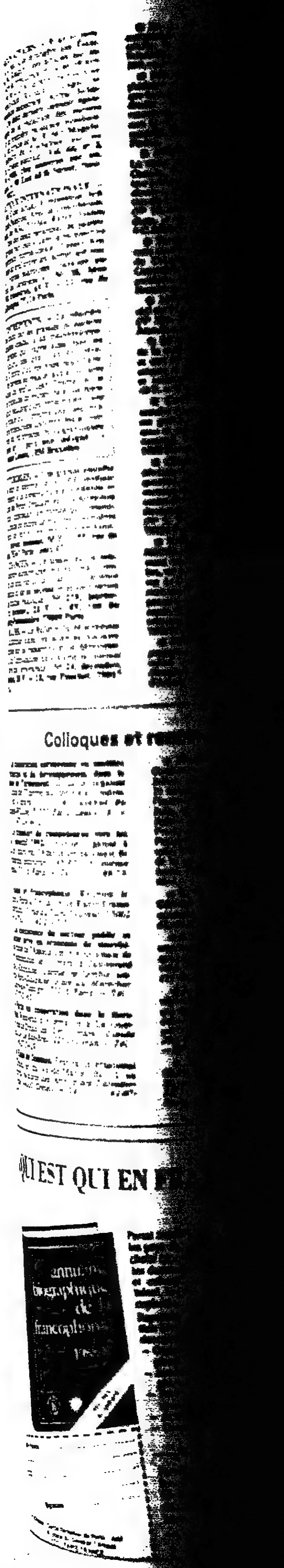
En revanche le secteur des biotechnologies apparaît plus prometteur, le sucre y étant utilisé comme « aliment » pour micro-organismes. La filière qui a sans doute le plus d'avenir, surtout par les quantités de sucre en jeu, est celle de l'alcool-carburant (voir les articles de Michel Faucon et d'Anne-Sophie Boisgallais).

Globalement, les évolutions intervenues depuis deux décennies ont tourné au désavantage des pays du tiers-monde. Outre la responsabilité sociale des firmes multinationales remplaçant le saccharose par l'isoglucose, la Banque mondiale souligne (3) que si la CEE n'a pas eu d'exportations de sucre, elle aurait pu développer son politique sucrière à l'échelle de l'environnement économique, entraînant ainsi une aggravation des distorsions du marché et un accroissement des coûts économiques. Et ils ont rejeté la charge de l'ajustement sur leurs partenaires commerciaux, principalement les pays en voie de développement. La politique sucrière des pays industriels leur aurait fait perdre environ 7,4 milliards de dollars de recettes d'exportation en 1983, aurait abaisé leur revenu réel d'environ 2,1 milliards de dollars et accru l'instabilité du cours sur le marché mondial résiduel de 25 %. Les plus lésés sont les pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Mexique, République Dominicaine), ainsi que les Philippines et l'Inde, qui figurent tous parmi les principaux débiteurs.

(1) Voir *Vers un développement durable*, n° 85, septembre 1986.

(2) Philippe Chablain, *Tate and Lyle, giant du sucre*, Economica, Paris, 1983.

(3) *Rapport sur le développement dans le monde*, Banque mondiale, 1986.



Dans les revues...

plus loin sans aide communautaire. L'échec sera européen ou mondial. S'il n'est pas, la perspective de ces terres se profilera avec des questions sociales et écologiques, ne s'imposant pas avec certitude.

Discrettement, les alliances européennes dépassent les frontières. M. George Bush, vice-président des Etats-Unis, rencontrera M. Jacques Chirac, ministre français de la culture, M. Raul Cardini, ministre de la Défense et de l'Industrie, M. Raul Cardini, ministre de la Défense et de l'Industrie, M. Raul Cardini, ministre de la Défense et de l'Industrie...

absorbant les plus acides et trop bonnes récoltes, le bio-éthanol pourrait conditionner le paysage de l'Europe de demain. Entre le risque de tendre à l'indépendance énergétique, la nécessité de ménager les finances de la politique agricole et la crainte des répercussions négatives, l'attitude européenne est équivoque.

Mais, si la Communauté pousse l'ambiguïté, les initiatives privées nationales vont se multiplier, et les ministres européens à prendre du bio-éthanol sans l'avoir cherché.

(1) L. Rigo, *Utilisation de l'éthanol carburant : en est-ce ?*, Colléction générale des planètes de biomasse, 1985, 32 pages.

(2) Il existe, actuellement, quatre pays producteurs de bio-éthanol : les Etats-Unis (TBA) et le Brésil (MTBE). Ce dernier est le plus performant, mais il est le plus polluant. Il y a déjà une décision communautaire de ne pas utiliser ce produit très toxique pour les humains et très corrosif pour les métaux. TBA, supporté lui aussi, en général, par une éthanol fossile, qui, elle, est plus propre que l'éthanol agricole.

(3) Débat au cours du colloque « Le bio-éthanol : un défi pour l'Europe » à Paris, le 20 mars 1987, à l'initiative de l'Association pour le développement de l'éthanol agricole, organisée par le « groupe de travail de l'éthanol agricole », sous la présidence de M. Raul Cardini, ministre de la Défense et de l'Industrie.

(4) Comité européen des industries chimique, *CEPIC, l'éthanol agricole : bio-éthanol ou l'avenir d'une ressource ?*, novembre 1986.

(5) Voir Agence européenne d'information, *Le bio-éthanol : le défi de l'Europe*, 1986, 130 pages ; voir aussi *Le bio-éthanol en Europe*, Yves Guez, 1985 pages.

- FOREIGN AFFAIRS.** - Bilan et perspectives de la politique étrangère des Etats-Unis après M. Reagan : des articles sur les relations entre la présidence et le secrétaire d'Etat, le rôle de la CIA ; le point de vue d'un sénateur républicain (Richard G. Lugar) et d'un universitaire démocrate (Arthur Schlesinger Jr.). Ces deux derniers tiennent également compte de la réduction des moyens d'action de la première puissance mondiale. Lire aussi : un article de M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, sur les conflits en Afrique australe. (Vol. 66, n° 2, février 1987-1988, deux volumes par an, 6,95 dollars. - 58 East 68th Street, New York, NY 10021.)
- POLITIQUE INTERNATIONALE.** - Des articles d'actualité redonne une brève : Israël-Palestine. Avec la contribution, notamment, de M.M. Yehia Rabin, Hanna Simora, l'une des deux personnalités palestiniennes agrées par tous - dans la perspective d'une conférence internationale, Yasser Arafat qui, dans un bref entretien, admet son soutien aux Forces armées libanaises qui combattent les Israéliens. (N° 36, février 1987-1988, trimestriel, 65 F. - 11, rue du Bois-de-Boulogne, 75116 Paris.)
- CONTREPOINTS.** - Le désordre mondial établi par les grandes puissances économiques conduit à un mal-développement universel qui frappe aussi bien les pays industrialisés que ceux du tiers-monde. Il existe d'autres voies pour l'avenir et des moyens de résister aux structures mondiales du profit. Jean Drulac et le Centre bruxellois de recherche et de documentation pédagogiques présentent une vision globale qui comporte analyses, synthèses et propositions documentées accompagnées de références bibliographiques. (Dossier n° 1, prix non indicé, 166, avenue Louise, 1050 Bruxelles.)
- FUTURES.** - Une grande enquête réalisée pour le compte de la CEE révéla l'attachement à la construction européenne et une étude de Peter Drucker sur l'économie planifiée : « concevoir un monde qui consomme de moins en moins de matières premières et crée de moins en moins d'emplois. » (N° 117, janvier, mensuel, 50 F. - 25, rue de Valenciennes, 75341 Paris Cedex 07.)
- ECHANGES.** - Un dossier sur le nouveau désordre économique international, comprenant une analyse de la crise de la science économique et de sa nécessaire subordination à une éthique politique. (N° 219, janvier-février, mensuel, 20 F. - 49, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris.)
- MARSH.** - Le Bulletin du Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales s'interroge sur la modernité et le développement par l'application du système occidental aux pays du tiers-monde. (N° 24, décembre, trimestriel, 30 F. - 10, rue Fochet, 75017 Paris.)
- M.** - Un grand thème : « Pauvreté, marginalité, exclusion ». Lire, entre autres, les articles de Philippe Zarifian et de Jacques Schelling. (N° 17, février, mensuel, 35 F. - 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris.)
- POLITIQUE INDUSTRIELLE.** - Un plaidoyer de Riccardo Petrella pour une politique technologique commune de l'Europe et un dossier « spécial Etats-Unis » préconisant de reconstruire l'industrie américaine et valorisant le rôle des syndicats. (N° 10, février, mensuel, 90 F. - 23, rue Langier, 75017 Paris.)
- INTERVENTION ECONOMIQUE.** - La revue s'interroge sur le rôle de l'Etat au Canada, l'avenir des forces progressistes et leur poids dans la définition d'une « voie canadienne ». Débat essentiel, alors qu'il est question d'un marché commun avec les Etats-Unis. (N° 18, automne 1987, 16,95 dollars canadiens. - CP 206, succursale C, Montréal, 9 C. H2A-4K1, Canada.)
- HARPER'S MAGAZINE.** - Un court mais incisif débat montrant que les auditions du Congrès des Etats-Unis sur l'« Iran-Contra » ne sont jamais allées au fond du problème. (Février, mensuel, 2 dollars. - 666 Broadway, New York.)
- APRES-DEMAIN.** - Un numéro spécial sur l'Europe et le grand marché intérieur. (N° 201, février, mensuel, 33 F. - 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)
- DEFENSE NATIONALE.** - Un bilan de la coopération militaire franco-allemande et une étude de ce que les relations entre science et défense : l'information scientifique et technique au Japon. (Février, mensuel, 40 F. - 1, place Joffre, 75700 Paris.)
- CAHIERS MARXISTES.** - Un numéro entièrement consacré à la Wallonie à ses problèmes économiques, sociaux, politiques et culturels. (N° 157-158, février-mars, mensuel, 120 F. - 24, rue de Stallegrat, 1000 Bruxelles.)
- CELSUS.** - Une analyse des thèmes développés par le Club de l'Horloge sur la question de la natalité et par la ligne anti-communiste mondiale sur la lutte contre le communisme : ainsi qu'une étude des résultats électoraux de l'extrême-droite en Belgique. (N° 5, février, mensuel, 25 F. - BP 284, 75228 Paris Cedex 05.)
- REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE.** - Un numéro presque entièrement consacré à l'« effet Gorbatchev ». On lira, en particulier les articles de Pierre Mauroy (« Gorbatchev a besoin du peuple russe, mais aussi de l'étranger pour imposer les changements qu'il juge indispensables ») et de Fernand Claudin. (N° 932, novembre-décembre, trimestriel, 30 F. - 17, avenue Copernic, 75017 Paris.)
- SOCIALISME.** - Une série d'articles proposant un point de vue trotskiste sur ce même « effet Gorbatchev ». (N° 165-166, décembre-janvier, mensuel, 30 F. - 42, rue d'Artois, 75002 Paris.)

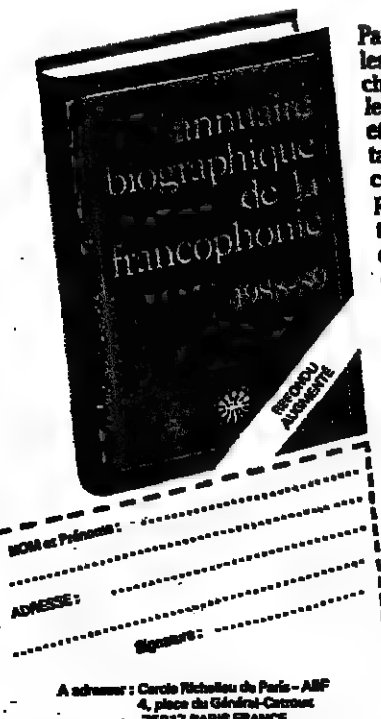
- PROBLEMES D'AMERIQUE LATINE.** - Lire : une remarquable étude de Daniel Pécourt sur la Colombie et un important dossier sur les religions en Amérique du Sud. (N° 84, décembre, trimestriel, 45 F. - La Documentation française, Paris.)
- PEUPLES EN MARCHÉ.** - Une enquête sur l'opération « lopins de terre » menée par le syndicat des travailleurs du sucre de l'île de Négres aux Philippines. (N° 25, février, mensuel, 11 F. - 10, rue Lanterne, 69001 Lyon.)
- THE MIDDLE EAST JOURNAL.** - Une étude très actuelle sur l'attitude politique des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. (Vol. 42, n° 1, hiver 1988, trimestriel, 6,95 dollars. - MELI, 1761 N St., NW, Washington, DC 20036.)
- TRIBUNE JUIVE.** (Montréal). - Un dossier sur les « révisionnistes » et l'histoire et à propos des soulèvements des Palestiniens, un editorial sans ambiguïté : « Pour en finir avec l'occupation ». (Vol. 5, n° 4, janvier-février, bimestriel, 2,50 dollars. - 5005, ch. de la Côte-Saint-Catharine, suite 12, Montréal, (Québec) H3W 1M5.)
- CAHIERS D'ETUDES SUR LA MIDDLE EAST JOURNAL.** - Un numéro spécial sur la modernisation autoritaire et les réponses des sociétés en Turquie et en Iran. (N° 5, 1988, deux numéros par an, prix non indicé. - rue de Chermont, 75006 Paris.)
- LE TRIMESTRIEL DU MONDE.** - Dans sa première livraison, cette revue publie un entretien avec Michel Camdessus, directeur général du FMI, et un dossier sur la politique internationale de l'Iran. (N° 1, premier trimestre, 70 F. - 30, cours Albert-Ier, 75008 Paris.)
- NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES.** - Deux numéros consacrés à « l'Afrique australe dans la tourmente ». Le premier se penche sur la « faillite de l'apartheid » ; le second sur la colonisation, instauration de la souveraineté blanche, développement de l'opposition noire... Le second aborde « les relations de puissance » : la République sud-africaine face à son isolement, importance géo-économique de ce pays, politique des grandes puissances. (N° 484 et 489, 1987, 48 F. - La Documentation française, Paris.)
- LE COURRIER DES PAYS DE L'EST.** - Etude très fouillée sur Shanghai et sa région. (Janvier, mensuel, 40 F. - La Documentation française, Paris.)
- LE JOURNAL DE LA PAIX-PAX CHRISTI.** - Une étude menée sur l'état de la liberté religieuse en Chine. (Février, dix numéros par an, 12 F. - 44, rue de la Santé, 75013 Paris.)
- FAIM DEVELOPPEMENT MAGAZINE.** - Dans son numéro de carême, l'organe du CCDF - bête noire de la droite - publie un entretien avec le cardinal Deshayes et plusieurs études sur le développement rural dans le tiers-monde. (Février, mensuel, 5 F. - 4, rue Jean-Laud, 75001 Paris.)
- ETUDES INTERNATIONALES.** - Numéro spécial sur la coopération marine en Méditerranée (actes d'un colloque) : problèmes juridiques, économiques, environnementaux, etc. (N° 45, 4/1987, trimestriel, 6 dollars. - BP 156, Tunis Belvédère 1012, Tunisie.)
- PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX.** - Trois numéros, respectivement consacrés à la problématique télécommunications et développement, aux minorités autochtones et à l'intégration des femmes. (N° 577, 578 et 579, 24 numéros par an, 24 F. - La documentation française, Paris.)
- REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE.** - Un stimulant article de Louis-Jean Durand sur les conditions de la recherche en sciences sociales en milieu étranger : quel contrat établir entre l'investigateur et l'« objet » de la recherche. (Vol. 38, N° 1, février, bimestriel, 90 F. - 27, rue Saint-Guilhem, 75041 Paris Cedex 07.)

- TRAVAUX ET DOCUMENTS DE L'IREMAN.** - Dossier critique et essai bibliographique sur « l'école et l'immigration : enjeux interculturels d'une société plurielle ». (N° 3, janvier, semestriel, 28 F. - 3, boulevard Pasteur, 13100 Aix-en-Provence.)
- MESSAGES DU SECOURS CATHOLIQUE.** - Un numéro consacré à l'action internationale, les « missions sans frontières » du Secours catholique : actions d'urgence et développement. (Février, mensuel, 2,90 F. - 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07.)
- NON-VIOLENCE ACTUELLE.** - A l'occasion de son dixième anniversaire, la revue présente une rétrospective des luttes non violentes, en France et dans le monde, entre 1977 et 1987. (N° 111, février, mensuel, 15 F. - 24, rue Diderot, 45200 Montargis.)
- CAHIERS POUR L'ANALYSE CONCRETE.** - La politique au jour le jour vue à travers des entretiens avec des lycéens et des ouvriers, où il apparaît que faire parler les interlocuteurs, même peu nombreux, peut être plus intéressant qu'un sondage « scientifique ». (N° 20-21, 1987, 64 F. - Centre de sociologie historique, BP 26, 45320 Courtenay.)
- SOCIÉTÉ FRANÇAISE.** - Trois articles sur la crise de l'école et sur le sens de l'échec en mathématiques. (N° 25, décembre, trimestriel, 62 F. - 64, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)
- LIEUX DE L'ENFANCE.** - A travers les raisons qui déterminent chez les enfants le choix d'un métier ou d'une profession, la société elle-même et le monde des adultes sont présentés sous un fascinant éclairage. (N° 12, trimestriel. - Editions Préfex, 14, rue des Arts, 31048 Toulouse Cedex.)
- LES NOUVEAUX CAHIERS.** - Paul B. Fenton retrace les relations conflictuelles entre les religions juives et musulmanes, sous le titre « Le silence : Israël dans la tradition juive ». Et la suite de la série sur le judaïsme : la Corée et Singapour. (N° 91, hiver 1987-1988, trimestriel, 45 F. - 45, rue La Bruyère, 75009 Paris.)
- ETUDES.** - Le P. Valadier traite de « la morale d'une société pluraliste », et le P. Langue du difficile dialogue entre le pape et les catholiques américains. (Février, mensuel, 37 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)
- CULTURES ET FOL.** - Des déclarations de Fernando Cardenal lors d'un passage à Lyon, et un dossier sur « l'homme perdu des évangiles argentins ». (Janvier-février, bimestriel, 20 F. - 5, rue Saluste-Desbarres, 69002 Lyon.)
- LA NOUVELLE REVUE SOCIALE.** - Un numéro entier consacré à deux sujets : le syndicalisme et la drogue. Sur le second, une position modérée, rationnelle et humaine : la répression rigoureuse contre les trafiquants ; pour le reste, « séparer le pénal du médical ». Il n'en faut pas moins admettre que la toxicomanie est un fléau. (N° 3, nouvelle série, trimestriel, 50 F. - 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07.)
- SCIENCE ET TECHNOLOGIE.** - Un article sur la renaissance technologique du Portugal et une utopie désormais réalisée : le livre à géométrie variable, l'ordinateur permettant de naviguer au sein de bases multimedias médiant textes, images et sons. (N° 2, février, mensuel, 30 - 15, rue Flaminio, 75010 Paris.)
- LES DOSSIERS DU MILITANT.** - Nouvelle formule. La revue de la Fédération des affaires économiques de la CFDT continue la recherche au pèli, et dénonce « la mise au pas des chambres régionales des comptes ». (Janvier-février, n° 1, 15 F. - 26, rue de Montmorency, 75009 Paris.)
- IL EST UNE FOIS.** - Nouvelle formule pour une vieille revue (l'unique préface). Un numéro double sur « l'art mine-t-il le Dieu ? ». (N° 1-2, janvier-février, dix numéros par an, 30 F. - 68, rue de Babylone, 75007 Paris.)
- LE COURRIER.** - Un numéro sur le cirque, cet « art universel » en perpétuelle jeunesse. Des artistes ont la parole. (Janvier, mensuel, 9 F. - UNESCO, 7, place de Fontenay, 75006 Paris.)
- LE GENRE HUMAIN.** - Vingt-quatre auteurs traitent de cet hiver 1987-1988 : « La tribulation ». Le lecteur salue de saint Paul à Gottfried Benn, du problème juif à la société sicilienne. Sommes-nous tous des « agents doubles » ? (N° 16-17, semestriel, 90 F. - Ed. de Seuil, BP 28, 91122 Longjumeau Cedex.)

Colloques et rencontres

- La coopération européenne en matière de recherche et de développement dans le domaine de l'armement. Colloque organisé par l'Union de l'Europe occidentale à Londres, les 1 et 2 mars. (UEO, 43, avenue du Président Wilson, 75777 Paris Cedex 16. - Tél. : (1) 47-23-34-32.)
- Le transfert de compétences vers les PME : objectif 1992. Colloque organisé à Paris, le 5 mars, par l'Association nationale de la recherche technique. (ANRT, 16, avenue Bugnand, 75116 Paris. - Tél. : (1) 44-33-26-47.)
- Indes et francophonie. Réunion le 12 mars à Paris à l'initiative de Radio-France Coopération. (5, rue du Saint-Sauveur, 75002 Paris. - Tél. : (1) 43-21-03-30.)
- La coordination du secteur public et du secteur privé en économie de marché. Table ronde de l'Association internationale de droit économique, le 11 mars, à l'Université Paris-IX-Dauphine. (Jacqueline Lambie, université Paris-Dauphine, place du Maréchal de Lattre-de-Tassigny, 75016 Paris. - Tél. : (1) 47-27-21-65.)
- Partir en coopération dans le développement. Week-end d'informations à La Graciosa, près de Dinan, les 12 et 13 mars. (Claude Vassallo, Le Bas-Breil, 22630 Evren. - Tél. : (16) 96-27-59-29.)
- Filles de femmes. Festival international de Créteil et du Val-de-Marne, du 12 au 20 mars. (Mission Saint-Joseph, place Saint-Joseph, 94000 Créteil. - Tél. : (1) 42-07-38-98.)
- Hommage à Condorcet. Le Cercle Condorcet de Paris, présidé par M. Claude Julien, propose, le 21 mars de 18 h 30 à 21 heures, deux conférences : « Condorcet et l'avenir du citoyen », par Dominique Julia, et « Condorcet, un républicain », par Robert Badinter. Textes de Condorcet lus par François Chautauque, de la Comédie-Française. Musique de la période révolutionnaire interprétée par la Musique des gardiens de la paix. (Grand amphithéâtre de la Sorbonne, 17, rue des Ecoles, 75005 Paris, entrée libre.)
- La déclaration de 1789 et les minorités. Colloque du Groupement pour les droits des minorités, à Amiens, le 19 mars. (GDM, 68, rue de Babylone, 75007 Paris. - Tél. : (1) 43-38-24-07.)
- L'investissement international : les répercussions politiques de la crise économique mondiale. Cycle de conférences hebdomadaires organisées à Paris par l'Institut d'études politiques, à partir du 18 avril. (IEP, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. - Tél. : (1) 43-49-51-55.)
- Démocratie et droits de l'homme. Séminaire colloque interdisciplinaire, du 28 au 30 avril, à l'université de Fribourg. (Bureau 523, université Mistrécorde, CH-1700 Fribourg, Suisse. - Tél. : (037) 219-470.)

« QUI EST QUI EN FRANCOPHONIE »



Parmi 200 000 000 de parlants français dans tous les pays du monde, le cercle Richelieu de Paris a choisi quatre mille personnalités agissantes dans les domaines scientifique, politique, économique et culturel, qui batisent, chacune selon leur talent, la communauté internationale de la francophonie.

Repensée, révisée, complétée, la deuxième édition 1988-1989 de l'annuaire contiendra aussi la description et les activités des :

- Organisations internationales de la francophonie
- Associations francophones à rayonnement plurinational
- Institutions, comités permanents, réseaux et structures issus du sommet de Québec
- Académies du monde francophone
- Composition des jurys littéraires, etc.

Parution : fin mars 1988.
Souscription franco de port : 380 FF ou 70 \$ US jusqu'au 31 mars, par chèque bancaire avec votre carte de visite ou avec ce formulaire.

A adresser : Cercle Richelieu de Paris - BP 4, place du Grand-Corbeau - 75017 PARIS FRANCE

NOUVELLE-CALÉDONIE

Deux mille personnalités mettent en cause la justice

A la suite de l'acquisition, le 29 octobre 1987, des inculpés de la fusillade d'Hienghène (5 décembre 1984) en Nouvelle-Calédonie - durant laquelle dix Canaques trouvèrent la mort - de nombreux Français se sont émus de ce qu'ils considéraient comme un déni de justice. Ils ont envoyé une lettre ouverte au procureur de la République pour dénoncer « la partialité de la justice » dans cette affaire. Ils reprochent :

- au juge d'instruction, d'avoir instruit systématiquement à décharge en refusant notamment une reconstitution des faits malgré les demandes répétées des parties civiles, en prononçant un non-lieu et en remettant en liberté les inculpés ;
- aux magistrats de la chambre d'accusation, de n'avoir pas ordonné la réinculpation des inculpés après avoir infirmé le non-lieu ;
- à la cour d'assises, d'avoir refusé à l'audience de faire expertiser un certain nombre de projectiles.

Parallèlement, deux mille signatures de ce texte, en note collée de M.M. Maurice Barth (CIMADEC), Claude Bourdieu, Jean Cardonnel, Jean Comestrell (maire de Toul), Pierre Juyas, Théodore Monod, Christophe Morales (adjoint au maire de Montpeller), Fournier (député), Renaud, Alain Ruelens, Olivier Sthir (député), Pierre Toulet... (Association information et soutien aux droits du peuple kanak, 14, rue de Nemours, 75015 Paris.)

Jacques Sapir

LE SYSTEME MILITAIRE SOVIETIQUE

LA DECOUVERTE

Le système militaire soviétique

Cet ouvrage magistral, fruit d'un long travail de recherche, appuyé sur une impressionnante documentation et une étude serrée des armements et stratégies soviétiques, remet en cause bien des idées reçues : la thèse de la supériorité militaire de l'URSS ne résiste pas à un examen approfondi. L'analyse proposée par Jacques Sapir de la nouvelle doctrine militaire soviétique, jusqu'à présent mal connue, permet de comprendre la logique des propositions de désarmement de Gorbatchev.

150 francs

Editions La Découverte

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
- ÉVOLUTION DU SYSTÈME DE COMMERCE INTERNATIONAL : bilan des politiques et mesures appliquées en vue de la libéralisation des échanges, d'avril à septembre 1987. (GATT, Genève, 18 décembre 1987, 145 pages.)
- Fonds monétaire international
- WORLD DEBT TABLES : les politiques de prêt en 1987 et l'évolution de l'endettement des pays en voie de développement, sous forme de tableaux statistiques. (FMI, édition 1987-1988, vol. 1, 90 pages, Washington DC : diffusion européenne : 66, avenue d'Iéna, 75116 Paris.)
- Organisation de coopération et de développement économiques
- LE COUT DES RESTRICTIONS A L'IMPORTATION : L'INDUSTRIE AUTOMOBILE : quatre études examinant les effets du protectionnisme sur les échanges, l'investissement, la consommation, etc., aux Etats-Unis, au Canada, en France et au Royaume-Uni. (OCDE, Paris, 1987, 194 pages, 85 F.)
- COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT : l'évolution de l'aide au tiers-monde en 1987, ses objectifs, ses tendances. (Rapport du Comité d'aide au développement, OCDE, Paris, 1988, 291 pages, 170 F.)
- Organisation météorologique mondiale
- LA MÉTÉOROLOGIE ET LES MOYENS D'INFORMATION : comment les médias sauront-ils faire mieux connaître les usages de la météorologie. (OMM, Genève, n° 688, 1987, 59 pages.)
- Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
- FOOD SUPPLY SITUATION AND CROP PROSPECTS IN SUB-SAHARAN AFRICA, SPECIAL REPORT : rapport spécial en anglais, pour attirer l'attention sur la détérioration de la situation alimentaire en Afrique en 1988. (FAO, Rome, décembre 1987, 61 pages.)

De l'usage du mot « nation » par

U Par
STEVEN
ENGLUND *

N spectre hante les historiens français : l'idée de nation. Il n'y a sans cesse une peine de cœur chez ces érudits dont la douleur étroit l'âme et imprègne les travaux. Pierre Chaunu avait cherché un remède dans un livre antérieur (1), mais ses travaux récents montrent que l'exorcisme n'a pas pleinement réussi. Le grand Fernand Braudel était lui-même aux prises avec le « spectre » lorsqu'il mourut. Nul ne prétendrait que l'académicien est mort de cette peine de cœur, mais l'idée de la France montre qu'une teinte d'angoisse changea la tranquille sérénité de Braudel en certitude inquiète.

Pourtant, le plus intrépide défenseur de l'idée de nation reste Pierre Nora. Lui et ses chevaliers ont produit les *Lieux de mémoire*, ouvrage fastueux et délibérément monumental, qui, en quatre volumes (bien sûr sept), présente soixante-dix essais somptueusement illustrés, écrits par soixante auteurs, dont beaucoup de renom. Ces deux mille six cents pages proposent une réflexion historique extrêmement fine sur un large éventail de questions à travers l'histoire de France. De Puygère sur Nicolas Chauvin, Bazooka sur le calendrier républicain, Carbonnier sur le code civil, Roncayolo sur Vidal de la Blache, Jacques et Mona Ozouf sur le « Tour de France » de Bruno Témoin, de l'érudition sensible et profonde des grands maîtres. Nora lui-même examine les Mémoires de la cour de Versailles dans une des proses les plus merveilleusement concises qu'on puisse trouver sous la plume d'un historien.

Si le spectre et le mal en question pouvaient être vaincus, les *Lieux de mémoire* feraient l'affaire.

Faisons à nos auteurs la grâce de tenter de nous mettre au niveau non pas, peut-être, du tout de leur œuvre, mais

du moins de « ce dont le tout dépend et ce qui dépend du tout » — pour reprendre l'heureuse expression de l'historien Pierre Vilar. Ces volumes, malgré leur diversité, ont une unité et un objectif clairs et imposés, même si nombre de collaborateurs ne s'y adaptent pas. Pierre Nora ressemble par bien des côtés à son alter ego de la fin du siècle, Ernest Lavisse.

Les *Lieux de mémoire* est une entreprise encore plus personnelle que ne le fut l'*Histoire de France*, mais animée par la même intention : la défense et l'illustration d'une certaine idée « nationale » de la France. Dans sa propre contribution, qui représente environ dix pour cent de l'ensemble, le maître d'œuvre ne parvient pas à ordonner la masse imposante du reste de l'opus, bien qu'il réussisse sans conteste à l'imprégner de ses conceptions.

Contrairement à Braudel, Pierre Nora confesse sans ambages, avec un soupir proustien, que la modernité avise sa peine de cœur. Il se chagrine de la disparition de l'autoportrait traditionnel des Français, cultivé par des générations d'historiens, et avant tout par Michelet. « Nous savions autrefois de qui nous étions les fils... et nous sommes aujourd'hui les fils de personne et de tout le monde. »

Comment traiterez-vous une telle maladie si vous êtes un docteur de (en) l'histoire ? Bien sûr, avec une technologie « state of the art ». Dans une époque comme la nôtre, ultra-sophistiquée, post-scientifique, post-nationale, post-tout, qui sourit de concepts tels que « éducation » et « inspiration », vous ne pouvez pas proposer une histoire traditionnelle à la Lavisse si vous poursuivez les mêmes buts que Lavisse. Pierre Nora sait fort bien que la société française n'est plus assez « innocente » pour être « éduquée » par le biais de l'histoire narrative traditionnelle. Cela dit, ce besoin de retrouver « the world we have lost », cette *Sehnsucht*, constitue le grand mobile sous-jacent des *Lieux de mémoire*. En ce sens, il s'agit là d'une histoire de bien vieille facture.

Les « laboratoires de la mémoire »

MAIS, dans tous ses autres aspects, cette œuvre représente le dernier chic en la matière. L'histoire a beaucoup changé depuis 1930. Tout travail historique qui tente sérieusement de guérir les tourments provoqués par le choc entre nation et modernité doit se plier à certaines normes et à certaines règles, et l'opération peut se révéler bien délicate si l'on se souvient que ceux qui ont établi ces critères (Février, Bloch, le jeune Braudel) étaient eux-mêmes en révolte ouverte contre la traditionnelle *histoire sacrée* de la Nation française de la vieille génération d'historiens « Troisième République ».

Les soixante-dix essais rassemblent beaucoup à un sommaire de la revue

des *Annales ESC* des dernières années : ils s'attachent aux rituels, fêtes, chansons, drapeaux, monuments, édifices, symboles, etc. Mais la politique n'est pas absente, loin de là, car la plupart des essais sont centrés sur ce qu'on pourrait approximativement appeler les « institutions d'Etat » (par exemple, le sacre de Reims, l'Académie française, le code civil, les manuels d'histoire, etc.). Nora appelle toutes ces institutions les « laboratoires » dans lesquels on fabrique la mémoire, mais, du fait qu'elles n'ont pratiquement rien à voir avec la « culture populaire », sauf en tant que création de l'élite du pouvoir, certains préfèrent l'expression d'Althusser, « appareil idéologique d'Etat ». Ils devront toutefois admettre que quelques collaborateurs des *Lieux de mémoire* ont, à l'égard de la symbolique de cet « appareil », une attitude relativement critique, à laquelle Althusser ne se serait pas attendu de la part d'historiens « bourgeois ». En effet, quelques auteurs combinent les méthodes des

Annales avec les préoccupations de cette fin de siècle foucauldienne pour aboutir à une histoire politique neuve et revivifiée.

Mais ils sont l'exception. Pour l'essentiel, les grands mythes et symboles français sont traités avec beaucoup de révérence, quoique sur un ton affligé. De même qu'il est possible de dissimuler certaines dépenses dans une note de frais, il y a des façons de promouvoir les sentiments nationaux tout en sacrifiant à la mode « scientifique ».

La clé de voûte conceptuelle de la cathédrale de Nora est bien sûr le « lieu de mémoire ». Dans une société qui perd le sens d'une communauté d'identité, les lieux de mémoire [sont]... « l'appropriation vénéralisée de ce que nous savons n'être plus à nous... La raison d'être fondamentale d'un lieu de mémoire est d'arrêter le

LES LIEUX DE MÉMOIRE, sous la direction de Pierre Nora.
Tome 1 : la République, Gallimard, Paris, 1984.
Tome 2 : la Nation (3 volumes), Gallimard, Paris, 1986.

temps, de bloquer le travail de l'oubli, de fixer un état de choses... » (2). Un effort aussi héroïque pour réveiller le sens « national » nécessite, selon Nora, une puissance « volonté de mémoire ». Sans « volonté », les lieux de mémoire se réduisent à de simples « lieux d'histoire » au sens le plus schématisé académique.

Dans cette « appropriation vénéralisée », l'Etat joue évidemment un rôle essentiel, de même que l'historien, « personnage de plus en plus central », qui « maintient prêtre, moine soldat », est de nouveau enrôlé au service de la nation : « C'est la mémoire qui dicte à l'historien qui écrit. Mais, cette fois, plongé dans un monde incrédule (dont l'incrédulité est due en partie à l'effacement de la science historique), l'historien sait d'avance qu'il doit limiter ses espérances. Au mieux, il aide à la conception de ces artefacts que sont les « lieux de mémoire », et non pas des monuments eux-mêmes. Néanmoins, il a la satisfaction de « rendre consensuel d'elle-même la mémoire collective. » Mais si les lieux de mémoire sont tout ce qui reste de « notre moment de l'histoire nationale », l'espoir qu'ils inspirent à Pierre Nora ne suffit pas à le délivrer de sa peine de cœur. Son slogan « problématique » s'achève sur une lamentation : « Reviviscence d'une histoire à la Michelet, qui fait invinciblement penser à... ce moment où l'emprise obsessionnelle de la passion se lève enfin, mais où la vraie tristesse est de ne plus souffrir de ce dont on a tant souffert... » (3). Tel est le signe sous lequel fut conçue cette œuvre.

Et comment l'enfant a-t-il grandi ? La République est en est le premier volume, car, pour Nora, comme pour tous les bons historiens républicains depuis Michelet, la République est « la seule figure imaginable de la nation » (4). La plupart des essais sont consacrés aux voix par lesquelles elle a établi son empire. Certains s'en tiennent au catéchisme républicain de

Nora, mais de nombreux collaborateurs prennent subitement leurs distances à l'égard de l'« humeur » du projet. Au lieu d'apporter des preuves d'une prétendue équivalence entre République et nation, plusieurs auteurs montrent avec quel acharnement les républicains ont dû lutter contre les héros non républicains du discours national et patriotique, ou contre des adversaires utilisant une imagerie et une politique complètement différentes.

En lisant Ageron sur l'Exposition coloniale de 1931, Agulhon sur les maires, les Ozouf sur Bruno ou Nora lui-même sur Lavisse, on se prend à douter sérieusement que le républicanisme soit jamais apparu comme « la seule figure imaginable de la nation ». Au contraire, le bonapartisme (dont l'absence se fait sentir dans l'ouvrage) garde son attrait pour de nombreux Français issus des mêmes couches sociales que les républicains, et ce grâce à une idéologie elle aussi fondée en nation. Qui plus est, ainsi que Girardet le note, ce fut la monarchie constitutionnelle et non la République (établie en 1792 dans la lutte et le sang) qui fut peut-être le plus près de « faire de tous les fils de 89 », et qui faillit réussir à nouveau au début des années 1870.

La République demeure relativement insensible à l'inflexion qu'avait tenté de lui donner Pierre Nora. En revanche, les trois volumes suivants ont plus de mal à s'ancrer dans une réalité

Ce réceptacle mystique de la souveraineté

LE seul contributeur ayant voulu relever le défi de se mettre à expliquer un peu systématiquement la vision de nation qui donne son ton à l'ensemble de l'œuvre est Marcel Gauchet, dans son étude de l'historien Thierry. Pourtant, malgré son déploiement massif des abstractions et du jargon bavard qui caractérise l'histoire des idées en France depuis un certain temps, le directeur du *Débat* parvient finalement à une réification qui me frappe comme franchement datée : « La nation — entendons : ce réceptacle mystique de la souveraineté, cette entité invisible et perpétuelle au nom de laquelle s'exerce le pouvoir — entre en scène comme un acteur indépendant, si l'on peut dire, en 1789 » (7).

Empruntant les catégories des auteurs historiques eux-mêmes, Gauchet se résume, comme le dit une historienne, « à la surface des phénomènes, bref dans l'idéologie » (8). De plus, il confond « nation » avec « démocratie » et « souveraineté », de même qu'il utilise indifféremment « nation » et des termes comme « Etat », « couronne », « roi » et « royaume ». Il y a, pour dire le moins, une curieuse défiance ici de la part des historiens qui apportent une si grande finesse d'esprit à l'analyse critique de concepts tels que « lutte de classe » ou « bourgeoisie ». Au lieu de cette approche traditionnelle qui, en mêlant nation et tant que politique avec le sentiment patriotique, ne nous offre rien de nouveau depuis Renan, je proposerais un *modus operandi* plus fonctionnel, où nation serait pris non pas comme une réalité matérielle telle qu'Etat ou économie, et encore moins

qui reste extérieure à la notion mystique de nation entretenue par le maître d'œuvre. Car, soyons clairs, le concept de nation (française) n'en est pas un, en fin de compte, pour Pierre Nora, mais une réalité supérieure, voire la réalité suprême. Fidèle en cela à Michelet, son maître à penser déclaré, Nora en arrive à faire de la nation un objet religieux investi « de ce sens du divin qui s'attachait à l'Eglise et au corps du Christ » (5) : vision puissante, qui explique sa colère et son pessimisme devant la perte de la mémoire nationale qui affecte ses compatriotes. Mais une telle déclaration reflète moins l'historien critique que l'homme engagé. Pour dissiper les dernières doutes sur ce point, il suffit de lire son panégyrique des *Mémoires de de Gaulle* (« La voie royale de notre identité nationale, pour ne pas dire la voie sacrée ») ou du gaullisme (« un moment plein de l'histoire nationale ») (6). En bref, nous avons affaire ici à ce que Francis Bacon ou Marc Bloch appelleraient des « idoles », et que j'ai appelé le « spectre de nation ». Près de quarante auteurs ont contribué aux volumes de la *Nation*, mais très peu d'entre eux ont résisté cette fois-ci à la tentation d'endosser le mandat un peu excessif confié par leur éditeur. On aboutit ainsi à une idéalisation du concept de nation, qui, transformé en une donnée éternelle, perd de ce fait toute identité strictement historique et, du même coup, son utilité heuristique.

comme une espèce de personne collective glorifiée, mais comme un désignant politico-idéologique. Dans le cas de l'histoire française, il serait donc un moyen politique, mais vraiment un parmi d'autres, utilisé par des élites changeantes pour désigner une idée, elle aussi changeante. Il en résulte que qualifier un ensemble politique du terme de nation constitue en soi un acte politique qui doit être étudié au même titre que tout autre concept, par exemple classe.

On se demanderait alors : Quels sont ces concepts concurrents « royaume », « Eglise », « province », etc. ? Qui, en particulier, utilise nation et ses dérivés nationaux, nationalité, nationalisme ? Les rois et leurs ministres face aux papes et aux ultramontains ? C'en est bien un usage, mais c'est loin d'être l'unique. Ou n'étaient-ce pas plus souvent les municipalités, les parlements, ou même la noblesse d'épée, pour s'opposer aux monarchies centralisatrices ? Et avec quelle perspective : intérêt de classe, d'ordre, de groupe ? Souveraineté locale ? Sécularisme ? Et, ce qui n'est pas le moins important, que signifie l'usage d'un discours en nation ? Quel est son impact singulier sur la scène politique ? Son attrait grandissant n'est-il pas lié à son étonnante capacité à ôter toute légitimité à la politique des adversaires, relégués au rang inférieur de groupe d'intérêt ou factieux (ou étranger) ? Par ailleurs, qu'en est-il des déficiences d'une telle politique, si l'on se place du point de vue royal (des Bourbons) ? Qu'en est-il de sa tendance inhérente à élargir le siège de la souveraineté ? Ou de sa tendance, plus subtile et discrète, à promouvoir la laïcité et la religion séculière ?

En conclusion, au lieu de clairement pérorer une fois de plus « l'avènement politique de la Nation » (décoré mais orné, on ne sait pourquoi, d'un N majuscule) — comme le fait Gauchet, qui ainsi se contente de recoder les catégories empruntées à Thierry et à l'opposition « patriotique »

- (1) La France. Histoire de la sensibilité des Français à la France, Laffont, Paris, 1982.
- (2) Les Lieux de mémoire (LM.), la République, pp. XXXII, XXXV.
- (3) Ibid., p. XLII.
- (4) Ibid., p. 652.
- (5) Ibid., p. 647.
- (6) LM., la Nation, II, p. 391 ; la République, p. 656.
- (7) LM., la République, p. 285.
- (8) Régine Robin, la Société française en 1789 : Semur-en-Auxois, Plon, Paris, 1970, p. 19.

Trois ouvrages pratiques, utiles, actualisés, fiables

NOUVEAU STATUT ET GESTION DU PERSONNEL
des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

• Un ouvrage à feuilles mobiles format 26x21 cm plus de 450 pages
Présentation : classeur à feuilles mobiles, régulièrement actualisé par 3 à 4 compléments/mises à jour.
• 632 F TTC au lieu de 790 F (offre valable jusqu'au 30 avril 1988).

1 statut général de la fonction publique territoriale, 120 statuts particuliers et de nouveaux statuts particuliers de cadres d'emploi... Comment ? Aujourd'hui, cet ouvrage vous permet de répondre à toutes les délicates questions que pose la gestion du personnel des collectivités territoriales ; et vous pouvez être les premiers à en disposer. Les dispositions statutaires évoluent en permanence, votre ouvrage aussi ! C'est pourquoi, vous aurez constamment besoin de vous référer à des textes précis, grâce à cet ouvrage clair et facile à consulter.

MODÈLES DE LETTRES
à l'usage des collectivités locales, des administrations et des organismes publics

• Plus de 2 200 pages.
2 volumes, format 20 x 23 cm.
Présentation : classeurs à feuilles mobiles, régulièrement actualisés par 3 à 4 compléments/mises à jour par an.
• 995 F TTC

Renforcez les compétences de votre équipe grâce à des documents et courriers types mis au point par des spécialistes ! Du carton d'invitation le plus délicat, aux Plans d'Occupation des Sols les plus complexes, cet ouvrage vous propose plus de 500 modèles « prêts à recopier ». Chaque modèle est inséré dans son contexte administratif et juridique, et accompagné d'un « mode d'emploi ». Vous êtes ainsi certains de la conformité et de la validité des documents émis par vos services. Pour une utilisation encore plus facile vous trouverez : des tableaux synoptiques pour visualiser d'un seul coup d'œil l'ensemble de vos démarches, des index de mots clés pour trouver votre lettre en quelques secondes, des intercalaires pour repérer le bon chapitre d'un coup d'œil, etc...

RECUEIL DE DISCOURS
à l'usage des élus et des personnalités publiques.

• Un ouvrage à feuilles mobiles en deux volumes.
1 986 pages.
format 21 x 29,7 cm
• 3 à 4 mises à jour par an
• 2 90 F la page
• 995 F TTC

Réussissez brillamment toutes vos interventions ! Ces modèles de discours permettent de prononcer à tout moment l'allocation qu'on attend de vous : cérémonies officielles, fêtes locales et nationales, banquets, manifestations culturelles ou sportives, anniversaires et commémorations, accueils et visites, remerciements, allocutions au sein d'organismes publics professionnels ou privés... Avec, en plus les « trucs » d'orateur qu'un personnage officiel se doit de connaître et deux index analytique et thématique pour trouver votre texte en quelques secondes.

Éditions WEKA, 12 cour St-Éloi, 75012 Paris
Tél. (1) 43.07.60.50

Bon de commande à renvoyer avec votre règlement aux Éditions WEKA, 12 cour St-Éloi, 75012 Paris

☐ Modèles de lettres à l'usage des collectivités locales des administrations et des organismes publics : 995 F TTC.
Mise à jour : 2,50 F TTC la page.

☐ Recueil de Discours à l'usage des élus et des Personnalités publiques : 995 F TTC.
Mise à jour : 2,50 F TTC la page.

☐ Nouveau statut et la gestion du personnel des collectivités territoriales et de leurs établissements publics : 632 F TTC TTC au lieu de 790 F (offre valable jusqu'au 30.04.88)
Mises à jour : 2,50 F TTC la page.

☐ OFFRE SPÉCIALE. J'économise 500 F en commandant les 3 ouvrages au prix spécial de 2 122 F TTC (au lieu de 2 622 F).

Pris au 01.02.88 susceptible de modification ultérieure.

Mes garanties :
1. Ces trois ouvrages seront actualisés aussi longtemps que je le tiendrai par un système exclusif de compléments et mises à jour. Je peux interrompre ce service à tout moment. Pas de réimpression.
2. Si un ouvrage ne me satisfait pas totalement, je n'aurai qu'à vous le renvoyer sous 15 jours pour être remboursé immédiatement et intégralement.

Je joins mon règlement de

Nom : _____

Société ou organisme : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

Date : _____ Signature : _____

PRODUITS DU TERROIR

VINS FINS D'ALSACE médailles :

Ch. SCHLERET,
propriétaire-viticulteur à
F 68230 TURCKHEIM

L'IDENTITÉ DE LA

SOCIÉTÉ FRANÇAISE

les historiens, et réciproquement

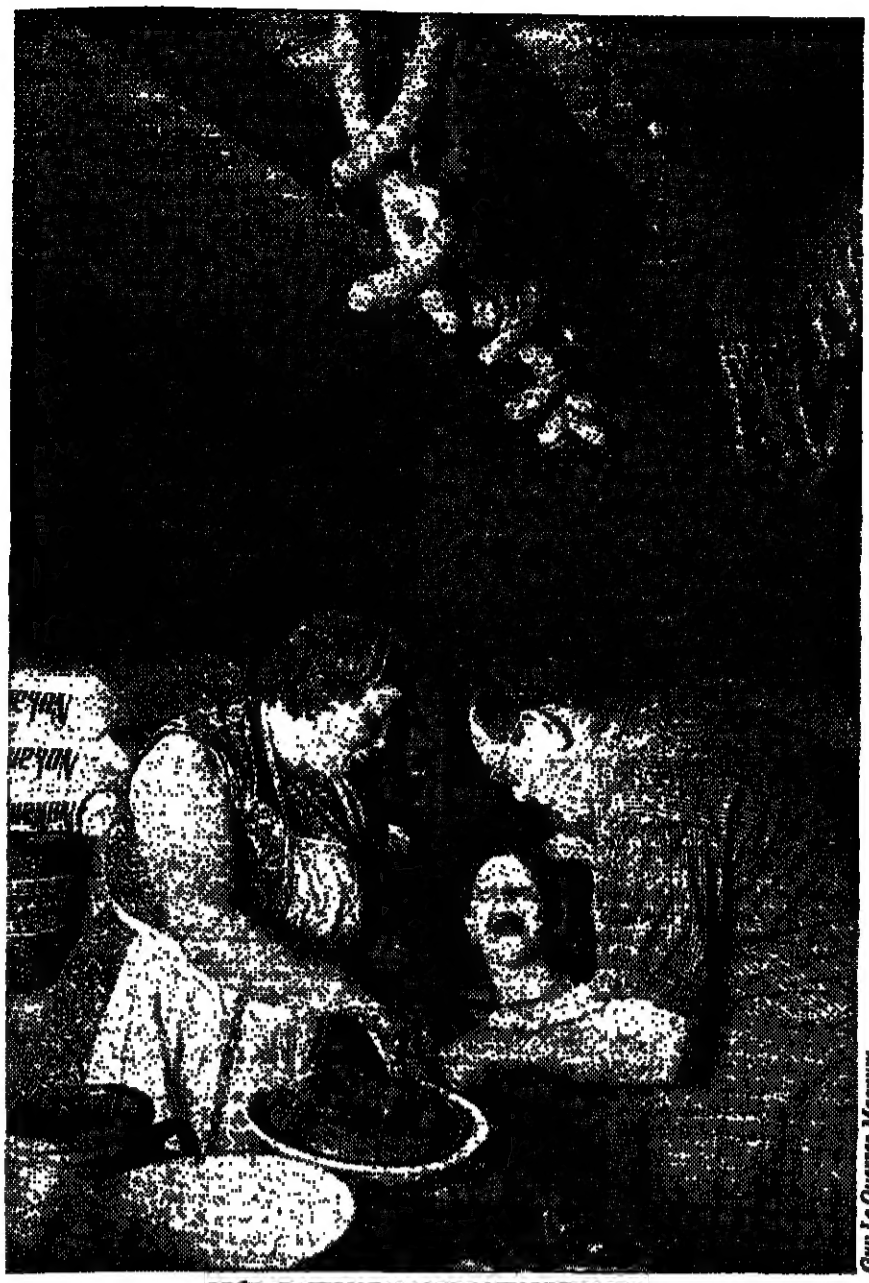
qui reste extérieure à la nation... que de nation entretenue par le... de nation (française) n'en est pas... on fin de compte, pour Pierre... mais une réalité supérieure, mais... réalité suprême. Fidèle au... Michel, son maître à penser... Nora en arrive à faire de la nation... objet religieux investi de ce... corps du Christ (5) : vision... qui explique sa colère et son... même devant la perte de la... nationale qui affecte ses compa... Mais une telle déclaration... moins l'historien critique que l'... engagé. Pour dissiper les... doutes sur ce point, il suffit de... son panégyrique des Mémoires de... de Gaulle (« La voie royale de... identité nationale, pour ne pas... vole sacrée ») ou du gaullisme («... moment plein de l'histoire na... nale ») (6). En bref, nous avons... ici à ce que Francis Bacon ou... Bloch appelleraient des « idoles ». J'ai appelé le « spectre de nation »,... de quarante auteurs ont contribué... volumes de la Nation, mais une... d'entre eux ont résisté cette fois à... tentation d'endosser le mandat... excessif confié par leur éditeur. Ce... aboutit ainsi à une idéalisation du... concept de nation, qui, transformé... une donnée éternelle, perd de sa... toute identité strictement historique... de même coup, son utilité historiographique.

de la souveraineté

comme une espèce de personne... vie glorifiée, mais comme un... gaillard politico-idéologique. Dans le... de l'histoire française, il serait donc... moyen politique, mais vraiment... point d'autres, utilisé par des... changeantes pour désigner une... elle aussi changeante. Il en résulte... qualifier un ensemble politique... forme de nation construite en son... politique qui doit être étudié au... stique que tout autre concept, par... plus classique.

On se demanderait alors : Quels... concepts concurrents : « royaume », « province », etc. ? Qui, en... qualifier, utilise nation et ses dérivés... national, nationalisme, nationalité ? La... leurs ministres face aux pays... extramuros ? C'en est bien un... usage, mais c'est loin d'être l'unique... d'étaient-ce pas plus souvent les... municipalités, les parlements, ou même... noblesse d'épée, pour s'opposer ou... menaces centralisatrices ? Et en... quelle perspective : intérêt de... d'ordre, de groupe ? Souveraineté... locale ? Sécularisme ? Et, ce qui n'est... pas le moins important, que signifie... l'usage d'un discours en nation ? Qui... son impact singulier sur la scène... politique ? Son attrait grandiose... n'est pas lié à son étonnante capacité... à leur toute légitimité à la politique... adversaires, relégués au rang infime... de groupe d'intérêt ou factieux (le... étranger) ? Par ailleurs, qu'en est-il... déficiences d'une telle politique, à... l'un se place du point de vue royal (les... Bourbons) ? Qu'en est-il de sa... incohérence à élargir le siège de la... souveraineté ? Ou de sa tentation, plus... subtile et discrète, à promouvoir la... et la religion séculière ?

- (1) La France. Histoire de la nation... de la France, Laffont, Paris, 1962.
- (2) Les Lieux de mémoire (L.M.), I, t. 1, pp. XXXII, XXXV.
- (3) Ibid., p. XLII.
- (4) Ibid., p. 652.
- (5) Ibid., p. 647.
- (6) L.M., la Nation, II, p. 391 ; la République, p. 656.
- (7) L.M., la République, p. 285.
- (8) Régis Robin, La Société française en 1789 - Souveraineté, Paris, 1974, p. 88.



PRÉPARATION DU BOUDIN EN BRETAGNE. Des gestes anciens et familiers qui appartiennent aussi à la mémoire collective

de la monarchie restaurée - non nationale -, on pourrait plutôt parler de la primauté d'une ou, plutôt, des politiques « en nation ». Nation serait alors pris comme un système complexe de discours idéologique qui commande l'essor de plusieurs traditions politiques (républicaine, bonapartiste, etc.), dont l'une, la républicaine, devint peu à peu si hégémonique dans l'Hexagone qu'elle parvint à faire oublier qu'il y eût jamais conscience des concurrents possibles.

En l'absence d'une telle démarche, ceux qui suivent Mme Nora et Ganche dans les Lieux de mémoire tombent, ou s'enfoncent, dans une sorte de dérive anachronique et téléologique qui tente de retrouver cette réification « nation » en des temps reculés où sa présence est à la fois marginale et très différente de ce qu'elle vint à signifier ultérieurement. Ainsi Bernard Guenée, dans son analyse par ailleurs irréprochable des chancelleries et monastères, traduit « francorum » par « Français », alors qu'il s'agit des « Francs ». Il convertit inexplicablement l'histoire des Francs écrite par un moine du dixième siècle en une « première histoire de France », de même qu'il glisse implicitement d'une œuvre, décrite comme « l'histoire d'un pays, celle du royaume des Français », à, quelques lignes plus loin, « l'histoire de la France », ce qui n'est pas exactement la même chose. Dans un aparté révélateur (et humoristique), Guenée regrette que le « seul défaut » de la célèbre histoire écrite par les moines de Saint-Denis soit d'avoir été écrite en latin et non en français (9).

Si, dans d'autres travaux se rapportant plus directement au sujet traité (l'idée politique de « nation »), Bernard Guenée produit une analyse plus nuancée (10), on ne peut en dire autant de sa collègue médiéviste Colette Beaune dans sa contribution aux Lieux de mémoire. De fait, l'auteur ne prend pas la précaution de distinguer soigneusement des phénomènes aussi divers que *gentes*, *gens francorum*, *regem*, *exercitus*, *imperium* et *populus*. Elle en saute dans une sorte de fuite en avant, déniant nation et même nationalisme (1) dans tous les recoins de l'histoire médiévale. Non seulement elle s'acharne à traduire *gens* par « nation », alors que souvent « peuple », « tribu », ou parfois « province » seraient plus appropriés, mais elle semble interpréter mal l'*Amor gentium* de saint Thomas. Le dominicain ne prône rien qui ressemble à une « politique en nation », il recommande qu'on dise des prières pour le roi, ce qui est très différent et très ordinaire. M^{me} Beaune qualifie anachroniquement un discours prononcé en 1451 pour la célébration de la reconquête de Normandie comme le « premier dis-

ours de 14 juillet » (11). (Dans sa thèse, ou elle aborde le même événement, elle se garde bien d'une telle analogie.) On ne s'étonnerait plus si M^{me} Beaune amonçait que l'une des mystérieuses peintures des grottes de Lascaux est, à y regarder avec loupe, un coq gaillarde... (12).

On ne peut que s'interroger sur la façon dont Marc Bloch aurait réagi devant l'audacieuse tentative de M^{me} Beaune de « compléter » son étude de la « religion royale » (les Rois thaumaturges) par ses propres vues sur la « naissance de la nation France » ; il lui aurait probablement expliqué tranquillement (ainsi qu'à d'autres) qu'entre « royal » et « national », il n'y a pas d'identité mais plus souvent incompréhension, concurrence, ou

La vieille divinité séculière

Le regretté David Potter, grand historien américain, prit un jour ses collègues à partie dans un article dont le titre a été paraphrasé pour celui-ci. Pierre Nora aurait été bien inspiré de traduire De l'usage du nationalisme par les historiens, et réciproquement, de Potter, et de l'inclure dans les Lieux de mémoire. Il aurait aussi pu se tourner vers des chercheurs tels que Pierre Vilar ou Régis Robin, parmi d'autres, pour dégager une vision « externe » - la seule valide au plan critique - de cette « nation » décidément trop mystique. Mais cela aurait nui à la mission essentielle des Lieux de mémoire.

L'une des deux excellentes études de Pierre Nora sur Ernest Lavisse incluses dans ces tomes avait été publiée en 1962 par la Revue historique. Dans la version originale, l'auteur caractérisait l'« Ecole » de la Sorbonne dans l'historiographie des débuts de la III^e République, par « le respect des faits, la précision du vocabulaire, la rigueur de la méthode, vertus que l'historien peut et doit chercher à compléter, non à renier » (16). Les derniers mots (vertus... renier) de cette phrase ont été, sans explication, effacés de la version publiée dans la République. A moins que la suppression n'ait été fortuite, on comprend pourquoi ces mots ont disparu. En vingt-cinq ans de face-à-face avec ce qu'il considère comme un déclin du sentiment national dans son pays natal (exception faite des temps récents, peut-être), Pierre Nora a évolué dans sa conception des « vertus » de l'historien.

J'imagine que sa position actuelle n'est pas très confortable, car l'*Opus magnum* commenté ici révèle chez son initiateur une profonde ambivalence. Nora le chercheur paraît en conflit avec le « prêtre de la nation » ; ou si

conflit, et que les discours fondés en « nation », loin d'avoir toujours été le fer de lance inventé par l'Etat royal (même si cela a été parfois le cas) furent plus souvent développés, jusqu'en 1789, par des élites contre l'Etat monarchique. On simplifie la réalité complexe de la monarchie, on en dissout toutes les subtilités, on l'assimilant à l'utilisation qu'elle faisait de l'idée de nation. Il suffit de lire l'excellente étude d'Anne-Marie Lecoq sur l'imagerie royale de Versailles (curieusement placée hors de propos dans un volume intitulé la Nation) pour comprendre à quel point la monarchie de Louis XIV était comparativement « non nationale », voire de plus en plus « antinationale ».

Les contributeurs saisissent certainement l'importance de l'avènement de la « politique en nation » après 1789. Malheureusement, ils se contentent souvent de reprendre le point de vue des hommes au pouvoir, pour qui il est de bonne politique d'invoquer la « nation » précisément dans la mesure où elle apparaît comme étant « au-dessus » (donc délégitimante) de la politique. Ainsi, dans son essai sur Guizot, Laurent Theis prend à la lettre les paroles du ministre quand il déclare que Louis-Philippe « ne procède d'aucun principe, [mais] incarne une réalité : la nation » - comme si la « nation » n'était pas elle-même un principe. Mais, par ailleurs, Theis fait passer les appels nationaux d'un des chefs de l'opposition républicaine pour des « motifs purement politiques » (13). Dans un autre genre, plus inadmissible, André Chastel écrit dans son essai sur la « notion de patrie » (où souvent il identifie « patrie » et « nation ») que « l'appareil des traditions et des coutumes [dans de nombreux pays du tiers-monde] n'impliquait pas dans ces pays un ordre de symboles monumentaux comparables à celui des contrées occidentales : il a fallu en improviser un... L'artifice saute aux yeux » (14).

Parlons clair : si un historien marxiste s'abandonnait à manier les concepts tels que « dictature du prolétariat » avec le manque de rigueur et la désinvolture dont font preuve la plupart de ces auteurs dans leur usage de « nation », il serait ridiculisé par ses collègues. Les travaux récents auraient, dit-on, rendu définitivement caduque toute idée que la Révolution française ne comporta aucun conflit entre noblesse et bourgeoisie ; mais dans les Lieux de mémoire, plusieurs auteurs continuent à faire passer pour de l'histoire scientifique quelques mythes éculés sur la « nation » qui rappellent les manuels scolaires de la III^e République. A un moment, Pierre Nora reconnaît « l'invincible tautologie : on explique la nation par la nation... sans jamais sortir du cercle et saisir la chose du dehors » (15). Mais sa perspicacité tombe à plat puisque dans son ouvrage, bien peu d'efforts sont consacrés à « saisir la chose du dehors ».

On préfère, le post-moderniste avec le post-postmoderniste. Le premier caricature avec élégance l'historien scientifique récent comme une « critique historique devenue tout entière histoire critique » (17) et saisit parfaitement les implications de la déconstruction des symboles ; mais le second imagine naïvement qu'il pourra renouer l'« alliance austère du patriotisme et de la science » avec le Thierry de la Restauration. C'est Nora l'éditeur, poussé par les mêmes de Michel et Lavisse, ses maîtres bien-aimés, qui l'emporte sur le praticien de l'« histoire critique ». Si l'auteur vacille parfois sous le fardeau que lui impose le critique, ce n'est pas assez pour arrêter sa main lorsqu'il proclame et célèbre « le retour de l'historiographie scientifique de pointe à l'histoire nationale qu'elle avait longtemps contournée... [afin que]... la France, devenue puissance moyenne, [reste] grande par son histoire » (18).

Mais les fondateurs des Annales ont contourné l'histoire nationale pour l'excellente raison qu'ils considéraient que si cette sorte d'histoire avait représenté un progrès à ses débuts, elle était devenue régressive, un peu ridicule (discours idéologique) dans le contexte nouveau du milieu - et a fortiori de la fin - du vingtième siècle. Mais dans les volumes en question, Nora n'a, hélas ! pas « cherché à compléter les vertus » de la Sorbonne ou des Annales ; il les a, au contraire, trop souvent « reniées » pour la cause de cette vieille divinité séculière, la nation. Ainsi, cette œuvre, qui par bien des aspects reste une splendide entreprise de recherche, est en permanence lestée d'un poids qu'elle n'aurait jamais

du porter. En définitive, Nora se retrouve dans l'état d'esprit du Grand Inquisiteur de Dostoevski : le baiser du Christ brûla la joue du vieil homme, mais il resta inébranlable.

Un dernier point. L'histoire française fonctionne apparemment selon une sorte de loi de préservation de la sainteté : le sacré peut être déplacé, mais jamais perdu. Les historiens républicains ont méthodiquement démodé des concepts tels que « Eglise » et « roi », afin de réinvestir leur caractère sacré dans leurs équivalents laïcs, « République » et « nation ». Plus que dans d'autres pays (comme la Pologne ou les pays protestants, qui développèrent des Eglises purement « nationales »), la conception française de nation émergea en définitive comme une radicale alternative au christianisme (ce que même les plus nationaux des prêtres jureurs durent admettre avec horreur pendant la Révolution). Dans sa remarquable contribution à cet ouvrage, Mona Ozouf oppose au vide austère du Panthéon le mélange plus heureux de sacré laïque et religieux qu'on trouve à l'abbaye de Westminster. Remarque pertinente. Les laïcs français n'ont pas créé un culte vraiment satisfaisant à partir de pures abstractions politiques.

Le sens et le besoin du sacré

PIERRE NORA, comme la longue lignée des historiens dont il est issu, sent profondément qu'il a une mission à remplir, même s'il la conçoit parfois d'un ton ironique : « Rien n'égale le ton de responsabilité nationale de l'historien, moitié prêtre, moitié soldat » (19). Les Lieux de mémoire, comme les innombrables ouvrages qui les ont précédés, tentent donc de réinjecter le sacré dans cet ensemble idéologique flou appelé « nation », « qui contribuait à donner à une société en voie de laïcisation nationale son sens et son besoin du sacré ». Son approche particulière, et assez créative, consiste à projeter l'histoire de France comme une variante récente de l'histoire des Hébreux, le peuple de Dieu, à cela près que Dieu est, bien sûr, remplacé par l'histoire et la mémoire. « Etre juif, écrit Nora, c'est se souvenir de l'être » ; puis, sentant le souffle de Foucault sur ses épaules, il repousse l'ensemble d'un degré épistémologique : être juif n'est même plus une question de mémoire, mais seulement « la mémoire de la mémoire ». De même, aujourd'hui, le Français d'aujourd'hui, désabusé, doit, nous l'avons vu, se contenter des lieux de mémoire, faute de mémoire proprement dite. Il peut cependant, tel le juif agnostique, essayer de remplir le vide spirituel en se souvenant que son histoire est, selon le mot de Nora, « une histoire sainte parce que nation sainte ». Il est un citoyen membre non pas du « peuple de Dieu » (concept archaïque), mais du « peuple-mémoire », qui s'est lui-même sacré en sa divinité souveraine (20).

C'est là une proposition fascinante, à tout le moins. Mais, assimiler l'histoire française à celle de la Bible, et faire que cela tienne, exige beaucoup plus que les quelques paragraphes rédigés par le maître d'œuvre à cet égard. Pour y parvenir, à la vraie manière de l'Ancien Testament, ces volumes auraient dû être bien plus unifiés, tâche difficilement réalisable dans le cadre d'un ouvrage collectif. Nora, le prophète, aurait dû fabriquer son propre Évangile au lieu d'essayer d'en flatter un à partir des travaux des principaux chercheurs du moment. Mais, au-delà même des démonstrations isakéïques ou johanniques de l'universel dans le particulier français, une telle entreprise devrait comporter un principe d'autocritique, qui, tel que je l'ai les Lieux de mémoire, n'est pas suffisamment mis en œuvre, il s'en faut.

Au contraire, lorsqu'on s'interroge sur ce en quoi consiste au fond la version française de « nation sacrée », on ne trouve que la réponse franche mais banale et insuffisante du maître d'œuvre : « C'est nous que nous vénérons à travers le passé » (21). En d'autres termes, « nation » reste la même auto-divination, à base politique, de la communauté, qui avait fini par agacer les fondateurs des Annales parce qu'ils savaient ce qu'elle faisait au transfert de la sainteté sur la « nation » crée un fardeau insupportable, à la fois pour « nation », qui n'est qu'une entité politique soumise à mutations, et pour les historiens, qui, dans la mesure où ils s'efforcent d'être scientifiques, parviennent à empêcher « l'histoire de n'être qu'histoire », pour reprendre l'expression de Nora (22). Les historiens ne sont pas davantage capables de remplir les fonctions de prêtre ou de satisfaire les aspirations spirituelles collectives, que les nations de remplacer Dieu, même si le fait de le croire ou de le prétendre peut flatter les peuples (et servir ceux qui les gouvernent).

Le rejet de nation comme objet de sainteté n'a peut-être trouvé aucune formulation plus nette que celle de Søren Kierkegaard, ne serait-ce que parce que la critique qu'il développe dans son *Concept du désespoir* est elle-même centrée sur un principe d'autocritique, qui fait défaut aux Lieux de mémoire. Le maître danois écrit : « La qualité d'homme est différente de celle de l'animal, où le spécimen est toujours moins que l'espèce. L'homme se

rent des Eglises purement « nationales », la conception française de nation émergea en définitive comme une radicale alternative au christianisme (ce que même les plus nationaux des prêtres jureurs durent admettre avec horreur pendant la Révolution). Dans sa remarquable contribution à cet ouvrage, Mona Ozouf oppose au vide austère du Panthéon le mélange plus heureux de sacré laïque et religieux qu'on trouve à l'abbaye de Westminster. Remarque pertinente. Les laïcs français n'ont pas créé un culte vraiment satisfaisant à partir de pures abstractions politiques.

En conclusion, on pourrait suggérer que la quête du « sacré laïc » est une quête sans espoir, peut-être dangereuse, et que celui qui cherche (surtout s'il est aussi inquiet et assoiffé de spiritualité que Pierre Nora) sera éternellement déçu, ou pis. Quand on a perdu la foi en Dieu, peut-être vaut-il mieux s'efforcer de trouver le courage (la grâce) de l'athéisme plutôt que d'opérer des transferts qui ne résisteront pas à l'analyse.

STEVEN ENGLUND.
(Traduit de l'anglais par Yves Eudes, Pierre Sorlin et Philippe Minard, avec la vive reconnaissance de l'auteur, qui tient aussi à remercier Mona Ozouf pour son aide éditoriale.)

- (9) L.M., la Nation, I. Comparer les pp. 19 et 20, 25.
- (10) Bernard Guenée, *L'Occident aux XIV^e et XV^e siècles* (PUF, Paris, 1971).
- (11) L.M., la Nation, I, 84.
- (12) Et, pourtant, de tels non-sens viennent de revoir la page imprimée sous la forme d'un ouvrage sur Lascaux, les *Premiers Français* (sic), par Henri de Saint-Blaquet (Castellum, Paris, 1987). Pour une analyse beaucoup plus convaincante d'une politique-en-croix « de bonne heure », voir l'ouvrage remarquable de Suzanne Teillet, *Des Grottes à la nation gaillarde. Les origines de l'idée de nation en Occident du IV^e au VII^e siècle* (Les Belles-Lettres, Paris, 1984).
- (13) L.M., la Nation, II, pp. 379, 384.
- (14) Ibid., II, p. 443.
- (15) Ibid., la République, p. X.
- (16) *Julien Guadet*, 1962, p. 87.
- (17) L.M., la République, p. XLII.
- (18) L.M., la Nation, III, pp. 658-659.
- (19) Ibid., la République, p. XXXI.
- (20) Ibid., p. XXXIV.
- (21) Ibid., p. XXXI.
- (22) Ibid.

ABONNEZ-VOUS A

Politis

LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

DIRIGE PAR
BERNARD LANGLOIS

Abonnez-vous pour 3 mois,
6 mois ou 1 an
et payez Politis
nettement moins cher

Adressez vos abonnements
à Politis-Abonnements, BP 90,
75961 Paris Cedex 20
Tél. : 46.36.24.24

☐ Oui, je désire profiter d'un
abonnement à prix réduit à Poli-
tis et je choisis un abon-
nement de :
☐ 3 mois, 12 n^{os}, 200 F
(ou lieu de 240 F)
☐ 6 mois, 26 n^{os}, 400 F
(ou lieu de 520 F)
☐ 1 an, 52 n^{os}, 740 F
(ou lieu de 1 040 F)

Etranger-CEE nous consulter

NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL
COMMUNE
PAYS

Je joins un chèque
de F
à l'ordre de la SFNHL.

PRODUITS
DU
TERROIR

VINS FINS D'ALSACE méditerranéens
Ch. SCHLERET,
propriétaire-viticulteur à
F 68230 TURCKHEIM

UNE ÉDUCATION AUTRICHIENNE

Enfance assassinée

LA TRIQUE, de Waltraud Anna Mitgutsch, traduit de l'allemand par Cornélius Heim, Gallimard, Paris, 1987, 259 pages, 90 francs.

« **T** LA mère était-elle comme toi ? A partir de cette question anodine, que lui pose sa fille de douze ans, Waltraud Anna Mitgutsch rassemble ses souvenirs, pour raconter ce que fut son enfance et celle de sa mère. Cette mère, elle ne l'a jamais vraiment aimée, sauf une fois morte. Sans doute ne peut-on voir dans ce roman une simple autobiographie. Mais le réalisme des descriptions, leur précision, la parenté avec le roman de l'auteur autrichien, Franz Innerhofer, *De si belles années* (Gallimard), qui évoque le même univers, invitent à croire que l'expérience vécue est bien réelle.

C'est à Linz qu'est née la narratrice. Et le décor du roman est celui de la campagne autrichienne, dominée par une mentalité paysanne d'une rare dureté, en dépit de son catholicisme rustique : monde sans amour, où l'éducation se limitait à inculquer des préceptes à coups de trique, de vexations cinglantes, d'humiliations sadiques. Sa mère, qui l'a méprisée, qu'elle a haïe, elle ne cessait de la haïr encore, jusque dans sa tombe, si elle n'avait appris par bribes, son histoire. Fille de paysans au cœur aussi dur que la pierre, elle fut, elle aussi, victime de la même éducation et des mêmes principes, avant de se transformer, à son tour, en tortionnaire. Aussi, tente-t-elle de ressaisir dans sa mémoire les images meurtries de cette mère qui ne sut l'aimer parce qu'elle ne reçut jamais d'amour.

L'évocation touche au fantastique et est d'une rare beauté. L'enfant malingre s'est transformée en une petite fille laide et méprisée, qu'on épouillait chaque semaine près du tas de fumier. Réduite en esclavage, en souillon à traire les vaches, elle ne connut que la haine, la violence physique et la peur. Sieste portait d'une enfance assassinée qui nous est restituée à travers des images sordides : la rivalité et la jalousie entre frères et sœurs, la fillette ligotée à son arbre, tandis qu'on attache les yeux à son chat, le chiffon qu'elle serre entre ses cuisses, le jour de ses premières règles, sous le regard moqueur de sa propre mère, elle-même trompée, battue et humiliée par son mari et, surtout, cette angosse de n'être aimée plus désirée par personne, jusqu'à la rencontre brutale avec l'histoire.

Cette histoire va frapper l'enfance avec une violence à son image. Elle ne nous est restituée que par bribes, à travers les événements familiaux. On devine, lorsque les paysans vont voter, surveillés par la Gestapo, qu'il s'agit de l'Anschluss. Dans le village, certains ont revêtu, eux aussi, les uniformes noirs. D'autres disparaissent. Les enfants apprennent les chants nazis, tandis que les adultes sont mobilisés. A la ferme, les garçons deviennent rares. Et bientôt, les premiers télégrammes arrivent, annonçant qu'ils sont morts à Stalingrad. La mère s'est trouvée un fiancé, un journaliste maladroit qu'elle n'aimera jamais et avec lequel elle gèchera sa vie et celle de ses enfants. Les années de l'après-guerre et leur cortège de misère verront triompher le même égoïsme au sein du couple, comme si tous ces êtres, pauvres pantins désarticulés, ne pouvaient que reproduire indéfiniment leurs enfances meurtries. Quant à la femme qui ressemble aux lambeaux d'histoire, elle ne peut que songer à sa fille qui, à son tour, se révoltera comme elle-même s'est révoltée contre sa mère.

LA TRIQUE prolonge à sa manière cette *Vitalité* (littérature des pères), illustrée par tout la génération de Peter Hürding, qui s'efforce, à travers l'interrogation des adultes, de comprendre le pourquoi obscur de leurs destins. Le nazisme est l'ombre inquiétante qui plane sur chaque page. Car en essayant d'élucider la rencontre d'un certain type de mentalité et de l'histoire, on soulignait l'importance des traumatismes de l'enfance dans la formation de la personnalité de l'adulte, c'est toujours la racine du mal que l'on essaie d'extirper. Ce thème a engendré, outre-Rhin, une sorte de mise en accusation systématique de l'éducation reçue par les générations antérieures. Problématique classique en Allemagne comme en Autriche, qui unit des œuvres aussi différentes et éloignées dans le temps que les *Désarrois de l'élève Törless*, de Robert Musil, *Le Sujet de l'empereur*, de Heinrich Mann, les *Cadens*, d'Ernst von Salomon ou *De si belles années*, de Franz Innerhofer. Il est impossible, en lisant l'étonnant roman de Waltraud Anna Mitgutsch, de ne pas songer au succès rencontré par les travaux psychanalytiques d'Alfred Miller, en particulier, son essai *C'est pour ton bien*, paru en français aux éditions Aubier, qui évoque l'enfance d'Adolf Hitler, les coups qu'il a reçus de ses parents et les cicatrices qu'ils ont laissées sur sa personnalité.

L'audience rencontrée, par ces analyses en République fédérale d'Allemagne, suffirait à montrer combien cette mise en question de l'éducation autoritaire est investie de significations politiques. Toute une génération semble se retrouver autour du même rêve : celui d'un monde où l'enfant, libéré de la peur de la violence physique exercée par l'adulte ne pourra plus jamais devenir un apprenti tortionnaire ou son complice muet.

JEAN-MICHEL PALMIER.

STRATÉGIE

LE SYSTÈME MILITAIRE SOVIÉTIQUE.

Jacques Sapir
★ La Découverte, Paris, 1988, 343 pages, 180 F.

Voilà un livre remarquable à plus d'un titre : l'auteur ne se sent pas tenu de se plier aux slogans de l'Otan ou des milieux militaires et industriels ; à se référer à l'habitué pratique française, dénoncée aux États-Unis, qui fait de l'URSS un prétexte à effets idéologiques-médiatiques, plus qu'à une recherche sérieuse ; il met en évidence l'abondance de sources de renseignements et de jugement que l'on veut ignorer en France.

Le livre comprend quatre parties : équilibre des forces, menace, mythes et illusions de la technologie, et système militaire soviétique sous tous ses angles, genres, organisation et fonctionnement. L'analyse sans complaisance, appuyée sur des rappels historiques et techniques, et une documentation exceptionnelle, en font sans doute le livre le plus important, et le plus pertinent, qui ait jamais été écrit en France sur le sujet. C'est un ouvrage de référence.

ANTOINETTE SANGUINETTI

(Publicité)

Des professionnels de l'écriture à votre service pour Rédiger, réviser, corriger le livre que vous portez en vous.

Ecrire à : SOS Manuscript 11, Rue Boyer-Barret 75014 Paris

LA PAIX SURARMÉE

Éditions Pour la Science, diffusion Belfin, Paris, 1987, 167 pages, 120 F.

« On ne guérirait pas d'une guerre atomique. On ne peut donc que se préparer », écrit le professeur Léon Schwartzberg dans la préface de *La Paix surarmée*. Cet ouvrage reprend quatorze articles parus de 1979 à 1987 dans le magazine *Scientific American*, et dans sa version française *Pour la Science*, tous rédigés par des universitaires américains, dont la tonalité « pacifiste » n'entraîne en rien le sérieux des informations. Parmi les sujets traités : les incertitudes d'une attaque nucléaire préventive, les logiques de la guerre des étoiles, l'hiver nucléaire, les forces nucléaires françaises et britanniques... Tous les textes sont illustrés par une profusion de tableaux, cartes et schémas. Un index complet et utilement cet ouvrage indispensable pour une bonne compréhension scientifique et technique des enjeux de la guerre et de la paix.

JEAN-DOMINIQUE MERCIET.

LA DGA FACE AUX DEFS DE L'AVENIR.

Ministère de la Défense-DGA
★ Diffusé par le FEDN, Météo national des Invalides, Paris, 1987, 244 pages, 140 F.

La Fondation pour les études de défense nationale présente ici le compte rendu d'un colloque qui s'est tenu en octobre 1986, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Délégation générale pour l'armement (DGA). De nombreux militaires, ingénieurs de l'armement et industriels, y ont participé. Ils ont fait le point sur quatre questions principales : armement et stratégie, devenir de l'industrie de défense française, relations internationales et activités d'armement, la DGA et les technologies du futur. Cet ouvrage dresse un panorama très complet des questions que les milieux officiels se posent quant à l'avenir de la production d'armes en France.

J.D.M.

EUROPE

THE TWO GERMANS SINCE 1945.

Ashby Turner Jr.
★ Yale University Press, New-Haven et Londres, 1987, 228 pages, 17,95 dollars et 12,50 livres.

Parce que les deux Allemands n'ont cessé que dans les années 70 la normalisation de leurs relations, on sous-estime le fait que, depuis 1945, elles n'ont cessé de se définir l'une par rapport à l'autre. La compétition pour la reconnaissance internationale, l'utilisation de l'« autre » comme repoussoir ou faïence, valent bien connus, mais, comme le montre cette synthèse érudite, claire et concise, ce sont aussi les systèmes sociaux respectifs qui s'expliquent l'un par l'autre : la présence de la RDA justifie le discrédit du communisme en RFA, mais, sans la présence, les majorités conservatrices auraient-elles accepté la mise en place de l'« État-providence » ? N'est-ce pas le miracle économique ouest-allemand qui a contraint les dirigeants du parti social-démocrate (SED) en RDA à tenir davantage compte des besoins matériels de leur population que les autres gouvernements des pays de l'Est ?

Les deux Républiques sont inconcevablement l'une sans l'autre. L'auteur fournit de nombreux éléments de comparaison : tableaux des institutions respectives, aperçus sur la vie culturelle (essentielle pour saisir l'évolution en RDA), taux de participation aux consultations électorales, niveau de satisfaction des deux populations en biens d'équipement.

JEAN-JACQUES GUINCHARD.

HISTOIRE DE L'ALLEMAGNE CONTEMPORAINE.

WEIMAR, 1918-1933 : RFA/RDA. — Sous la direction de Gilbert Badia

★ Maspéro, Éditions sociales, Paris, 1987, deux volumes (574 et 634 pages), 375 F l'un.

De la révolution de novembre 1918 aux élections du 25 janvier 1933 (en RFA), l'Allemagne s'est tellement transformée que son histoire ne pouvait être que monumentale. Heureusement, le monument se visite agréablement : lisibilité optimale, notes réduites au minimum et proposées en marge, et surtout une riche iconographie.

Le premier volume dévoile les faiblesses morales de la République de Weimar, qui a coïncidé avec une floraison culturelle extraordinaire. Fragilités internes et même raisons d'un succès : les auteurs montrent une République déjà transformée en dictature avant les faibles élections de mars 1933.

Aucun aspect important du nazisme n'est oublié, ni a fortiori éludé. Le renouvellement de l'historiographie depuis les années 60 et les débats sur la nature de l'Hitlerisme ont été mis à profit efficacement. En marge, des « choses vives » par Gilbert Badia, présent en Allemagne dans les années 30, familiarisent le lecteur avec l'atmosphère du temps.

Le volume sur les deux États d'après 1949 est lui aussi très complet. Parmi les auteurs, on trouve parfois un peu plus compréhensif pour la RDA que pour la RFA... Mais cela ne les empêche pas d'indiquer quelles libertés font défaut à l'Est. Au lecteur de former son propre jugement.

J.J.G.

DROIT

LES JURIDICTIONS DU TRAVAIL. TRAITÉ DE DROIT DU TRAVAIL, tome 9.

— Alain Supiot
★ Dalloz, Paris, 1987, 780 pages, 300 F.

Un tel titre dans une collection scientifique annonce naturellement une étude technique des tribunaux du travail et particulièrement des prud'hommes, dont l'auteur est un des meilleurs spécialistes. Déployant une très réelle compétence de sociologue de l'univers juridique, l'auteur, après un bref historique et une comparaison internationale, s'attache à l'étude minutieuse des stratégies mises en œuvre par les partenaires sociaux et des célèbres conflits de jurisprudence entre les chambres sociales et criminelles et la Cour de cassation, sans omettre de souligner l'apport spécifique de la juridiction administrative. Il montre comment les syndicats ouvriers et patronaux, non contents d'obtenir application du droit au coup par coup, s'ont créés, au cours de ces vingt dernières années, d'investir le droit dans la définition et la conduite de leurs stratégies respectives. Le jeu sur la norme, via le travail d'interprétation mené par les tribunaux, apparaît ainsi comme l'une des grandes « ressources politiques » des uns et des autres (en matière de représentation du personnel ou d'exercice du droit de grève, par exemple). Quant aux conflits de jurisprudence, ils constituent un terrain idéal d'observation de la soude lutte que se livrent la vieille logique civiliste, contractualiste, individualiste, et une logique statutaire dont des indices convergents montrent qu'elle est aujourd'hui en retraite.

Une brillante manière de souligner que le droit n'est pas l'affaire des seuls spécialistes.

JACQUES LE GOFF.

LES SYSTÈMES ÉTRANGERS DE SÉCURITÉ SOCIALE. — Jean-Pierre Dumont (*Économica*, Paris, 1987, 337 pages, 125 F) : une étude fouillée des principaux systèmes dans les pays occidentaux, socialistes et du tiers-monde.

EAST GERMANY TO THE 1990s.

David Childs
★ The Economist Intelligence Unit, Londres, 1987, 90 pages, 95 livres.

À l'effet du mois de février, le gouvernement de Berlin-Est a expulsé vers la RFA plusieurs représentants de l'opposition. Cette mesure illustre le peu de sensibilité de la direction du SED aux charmes de la « glasnost ». La RDA pourra-t-elle encore longtemps s'opposer aux vents qui soufflent de Moscou ? Telle est l'interrogation qui traverse l'étude très documentée de David Childs. Dans leur résistance, explique l'auteur, les dirigeants est-allemands s'appuient sur certains succès — symbolisés par les performances des « combines », énormes conglomerats industriels disposant d'une marge d'autonomie — et sur un niveau de vie relativement élevé. Mais les marges s'amincissent avec la diminution de la compétitivité, le poids de la dette, le glâche écologique... La direction du SED se trouve donc placée devant des choix cruciaux alors même que le grand âge de M. Honecker (soixante-seize ans) pose les problèmes de la succession. Deux chapitres particulièrement intéressants sont consacrés aux relations avec la RFA et au rôle croissant du commerce extérieur.

ALAIN GRESSE.

LIVERPOOL: GATEWAY OF EMPIRE.

Tony Lane
★ Lawrence & Wishart, Londres, 1987, 168 pages, 4,95 livres.

En Royaume-Uni, Liverpool est la plus décrite des victimes de la désindustrialisation (voir *Le Monde diplomatique* de mars 1987). Dans l'étude savoureuse qu'il lui consacre, Tony Lane analyse les modes de comportement qu'on découvre, depuis deux siècles, aussi bien les élites que les masses populaires. Il étudie surtout les catégories ouvrières liées à l'activité portuaire, dominant le marché local de l'emploi, et montre combien leur culture, qui a pu sembler si folle au dehors, fut une réaction essentiellement rationnelle à la situation sociale qui a prévalu jusqu'au milieu du XIXe.

À présent que les anciennes « portes de l'Empire » bûent sur le néant, la conclusion ouvre pourtant une bien curieuse perspective, empruntée à l'utopie victorienne : créer une « vraie » cité-jardin où fleurirait toujours la culture « sociale ».

FRANÇOIS POIRIER.

ÉCONOMIE

UN CHOC DE NATIONS.

Anton Brander
★ Maffei, coll. « Actualité-Economie mondiale », Paris, 1988, 183 pages, 85 F.

Directeur adjoint du Centre d'études prospectives et d'informations internationales, Anton Brander analyse, d'une plume imagée, la collision des nations, dont le récent krach n'aura été qu'une illustration plus tristement que les autres.

« La seule contrainte qui s'impose aujourd'hui à l'activité des entreprises est la rentabilité, pas la nationalité. Vouloir établir une solidarité totale entre le destin économique d'un pays et celui de ses entreprises demande de plus en plus des talents d'illusionnistes », écrit-il. Découlent, « les entreprises sont engagées dans une concurrence planétaire, mais c'est entre les nations que le travail se divise aujourd'hui de plus en plus fortement au niveau mondial ». A. Brander démonte au passage le mythe du « village planétaire », tout comme celui de l'entreprise « porte-drapeau ». Chaque nation doit « prendre en main la défense de sa place dans l'économie mondiale ». Une manœuvre difficile en période de mondialisation, et qui exige autant de sens politique que d'art de la prévision.

JACQUES DECORNOY.

CELLES DE LA TERRE. AGRICULTURE : L'INVENTION POLITIQUE D'UN MÉTIER.

Sous la direction de Rose-Marie Lagrave
★ Éditions de l'école des hautes études en sciences sociales, Paris, 1987, 238 pages, 130 F.

Agriculture : mot inconnu du dictionnaire ! Le vocabulaire « officiel » est le parfait reflet d'une situation socio-politique. Un groupe de cinq chercheurs, dirigé par Rose-Marie Lagrave, entame le défrichage d'un terrain mal connu, parce que occulté : au-delà de la « révolution silencieuse » qui a bouleversé les campagnes françaises depuis quatre décennies, une mutation, plus silencieuse encore, s'est opérée, qui a trait à « la participation des agriculteurs au changement social de la paysannerie ».

A travers — notamment — l'analyse de l'action de la jeunesse agricole catholique comme « culture fondatrice », de la question de la codification juridique du statut d'agriculteur, de l'image des paysans dans les manifestations professionnelles, apparaissent les sources des « mutations de la terre ». Indigènes désormais au « champ politique », elles constituent cependant « tout juste une sorte de décompression d'un pouvoir jusqu'à présent légitimement masculin ».

I.D.

DÉSILLUSIONS AFRICAINES

Le tourbillon du pouvoir

ANTHILLS OF THE SAVANNAH, de Chinua Achebe, Heinemann, Londres, 1987, 233 pages.

DANS son nouveau roman, le premier depuis vingt et un ans, l'écrivain nigérian Chinua Achebe suit l'itinéraire en spirale de trois amis, anciens condisciples, entraînés inévitablement dans le tourbillon du pouvoir. Chacun d'eux risque la mort, aussi bien morale que physique : chacun d'eux réagit à sa manière.

Le plus préoccupé par sa survie périra comme les autres, mais après avoir perdu toute autorité morale. Pourtant, président et dictateur militaire de l'État ouest-africain du Kangan, Sam — pour ses intimes — mais Son Excellence pour tous les autres, semble le mieux contrôler la situation. Pour se protéger de ses anciens amis, des hommes d'honneur, il est tombé dans les griffes de cyniques, tel le professeur Okong, ou de sinistres assassins, tel le commandant Osei, son chef de la sécurité. Ils ne peuvent pas l'arracher à son destin, à supposer qu'ils ne l'aient pas eux-mêmes ordonné.

Un peu plus éloigné de ce centre du pouvoir dévorant, Chris Okoko, un membre du cabinet, responsable à l'information. Mal à l'aise, suspecté de plus en plus par le président, il résume à sa fiancée Béatrice, qui est la meilleure partie de lui-même, son impossible situation.

« Nous ne sommes pas le cabinet. Le vrai cabinet est composé par certains de ces clowns que tu as vus hier soir [une brochette de riches escrocs aspergés à un dîner présidentiel]. Pourquoi alors suis-je encore là ? L'honneur et tout le reste exigent que j'envoie ma lettre de démission, mais le païen ? »

— Oui, tu le peux
— Je t'ai dit que je n'avais pas assez d'énergie pour le faire... Même si je le voulais, cela ne serait pas facile.

L'instinct de Chris ne le trompe pas : la démission n'est pas une option possible. Par contre, à un moment de crise, il sauvera son honneur en refusant l'arbitraire du pouvoir. Et il mourra alors que, déjà, la foule célèbre la chute de Son Excellence.

Le troisième ami, Ikem Osodi, est le plus éloigné du centre du pouvoir. C'est pourtant un poète et journaliste pugnace, qui publie la *National Gazette* et utilise ses colonnes pour déverser des commentaires radicaux sur tout ce qui suscite son indignation. Sous la joie, l'esprit, la vitalité, transparaît un désir de mort accentué par le sort de ses amis. Quand Chris refuse son licenciement par le président, il est simplement liquidé par les hommes de la sécurité durant une prétendue tentative de fuite.

La fin du roman voit Béatrice, qui s'est découverte des qualités de prêtresse sous ses dehors de brillante diplomate, baptiser l'enfant posthume d'Ikem et lui attribuer le nom d'Amachi (« que le chemin ne se ferme jamais »). Seule note timide d'espoir de ce drame.

ANTHILLS OF THE SAVANNAH est le plus sombre de tous les romans de Chinua Achebe (1) : le dénouement tragique semble englober toute une génération, celle qui s'est formée au collège Lord Lugard dans les années du colonialisme déclinant. Mais le livre rappelle aussi que ces hommes n'étaient pas, même s'ils le pensaient, l'ensemble de leur génération. Tout autour d'eux, les gens ordinaires du Kangan continuent de souffrir et, parfois, de rêver à une authentique rédemption.

GERALD MOORE.

(1) Œuvres traduites en français : *Le Monde s'effondre*, Présence africaine, Paris, 1972 ; *Le Malaise*, Présence africaine, 1974 ; *La Flèche de Dieu*, Présence africaine, 1978 ; *Le Démagogue*, Nouvelles Éditions africaines, Paris, 1977 ; *Femmes en guerre*, Hachette, Paris.

TIERS-MONDE

LES ÉTATS MODERNES DU TIERS-MONDE.

Éditions de l'école des hautes études en sciences sociales, Paris, 1987, 238 pages, 130 F.

« Les États modernes du tiers-monde sont-ils des États ? » Cette question, posée par l'auteur, est au cœur de l'ouvrage. L'auteur analyse les processus de formation et de consolidation des États dans les pays du tiers-monde, en tenant compte des influences extérieures et des dynamiques internes. Il s'agit d'une étude rigoureuse et nuancée, qui apporte de précieuses contributions à la compréhension des réalités politiques du tiers-monde.

LES ÉTATS MODERNES DU TIERS-MONDE.

Éditions de l'école des hautes études en sciences sociales, Paris, 1987, 238 pages, 130 F.

« Les États modernes du tiers-monde sont-ils des États ? » Cette question, posée par l'auteur, est au cœur de l'ouvrage. L'auteur analyse les processus de formation et de consolidation des États dans les pays du tiers-monde, en tenant compte des influences extérieures et des dynamiques internes. Il s'agit d'une étude rigoureuse et nuancée, qui apporte de précieuses contributions à la compréhension des réalités politiques du tiers-monde.

WORD-SUD

ASIE

LES ÉTATS MODERNES DU TIERS-MONDE.

Éditions de l'école des hautes études en sciences sociales, Paris, 1987, 238 pages, 130 F.

« Les États modernes du tiers-monde sont-ils des États ? » Cette question, posée par l'auteur, est au cœur de l'ouvrage. L'auteur analyse les processus de formation et de consolidation des États dans les pays du tiers-monde, en tenant compte des influences extérieures et des dynamiques internes. Il s'agit d'une étude rigoureuse et nuancée, qui apporte de précieuses contributions à la compréhension des réalités politiques du tiers-monde.

LES ÉTATS MODERNES DU TIERS-MONDE.

Éditions de l'école des hautes études en sciences sociales, Paris, 1987, 238 pages, 130 F.

« Les États modernes du tiers-monde sont-ils des États ? » Cette question, posée par l'auteur, est au cœur de l'ouvrage. L'auteur analyse les processus de formation et de consolidation des États dans les pays du tiers-monde, en tenant compte des influences extérieures et des dynamiques internes. Il s'agit d'une étude rigoureuse et nuancée, qui apporte de précieuses contributions à la compréhension des réalités politiques du tiers-monde.

DANS L'AFRIQUE ÉCARTELÉE

Le spectre de la faim gagne du terrain

Par CLAIRE BRISSET

PLUS que jamais l'Afrique subsaharienne s'enfoncé dans la crise : crise agricole, crise démographique, crise écologique, crise financière... Jamais sans doute un continent n'aura dû affronter les effets croisés de tant de désastres conjugués.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon les données que vient de publier l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les besoins en aide alimentaire des quarante-cinq pays d'Afrique subsaharienne atteignent 4,5 millions de tonnes en 1988, soit 42 % de plus qu'en 1987. Or les contributions annoncées par les donateurs n'atteignent pas 3 millions de tonnes. Le reste devra être comblé. « Devra », mais comment ? Par des importations commerciales, donc par un allourdissement de la dette. Ce qui ne sera ni payé ni donné n'arrivera pas, tout simplement. Et l'Afrique, où les besoins alimentaires globaux sont couverts à moins de 80 %, continuera de s'enfoncer dans la malnutrition.

Le pays le plus frappé est de loin, en ce début d'année 1988, l'Éthiopie, où les besoins en aide alimentaire atteignent à présent 1,3 million de tonnes (1). Malgré les efforts considérables déployés depuis plusieurs mois par les organisations membres de l'ONU, la Communauté européenne, le Comité international de la Croix-Rouge et de nombreuses structures non gouvernementales, le soutien extérieur se fait attendre. Moins de la moitié de l'aide alimentaire requise a été annoncée.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), qui concentre son action sur l'aide non alimentaire (médicaments, couvertures, petit matériel médical, adduction d'eau, etc.), n'a, jusqu'à présent, recueilli que 13 millions de dollars sur les 22 millions qu'il a demandés en urgence à ses donateurs. Or dans le Tigré, en Érythrée, dans l'Ogaden, les paysans meurent de faim.

Du Mozambique à l'Ouganda

Au Soudan, la dernière récolte de céréales a fortement décliné après deux années relativement fastes. Les surfaces plantées ont diminué de 35 % en raison des effets conjugués d'une médiocrité - et irrégulière - pluviométrique et des troubles civils qui font rage dans le Sud et tout le long de la frontière éthiopienne. Heureusement, des stocks de céréales ont pu être engrangés dans le pays après les deux bonnes récoltes de 1985 et 1986. Il n'en faudra pas moins 470 000 tonnes d'aide alimentaire pour faire face aux besoins de la population (23 millions d'habitants). Et le Soudan n'est nullement à l'abri des aberrations des circuits de l'aide : il a exporté, en 1986, 300 000 tonnes de sorgho en Belgique - pour l'alimentation du bétail - afin d'atténuer ses difficultés financières, et reçu dans le même temps 400 000 tonnes de blé américain...

En Angola et au Mozambique, la pluviométrie est, cette année, plutôt favorable. Mais les deux anciennes colonies portugaises sont confrontées à des guérillas d'une telle ampleur (2) que la production agricole ne peut qu'en souffrir. En Angola, l'aide alimentaire requise atteint 240 000 tonnes, dont 200 000 en urgence. Au Mozambique, presque deux fois plus peuplé (15 millions d'habitants), 750 000 tonnes seraient nécessaires pour faire face à une situation catastrophique.

Selon une étude que vient d'établir le bureau de l'UNICEF à Maputo, le produit intérieur par habitant a chuté de presque 50 %

entre 1981 et 1986, pour atteindre 97 dollars, soit un des plus faibles du monde. Du fait de la rébellion du Mouvement national de résistance (MNR) soutenue par l'Afrique du Sud, les troubles y ont pris un caractère endémique ; le document de l'UNICEF cite huit massacres survenus entre juillet et novembre 1987 dans les conditions les plus inouïes, y compris dans des hôpitaux.

Ces troubles ont pris de telles proportions, notamment dans les provinces de l'extrême nord et dans le sud du pays, que, selon l'UNICEF, 5,1 millions de personnes - un tiers de la population - sont dans une situation de « risque extrême », parce qu'elles sont soit déplacées et sans moyens de subsistance, soit frappées par la famine. 250 000 Mozambicains ont dû fuir au Malawi, où ils vivent dans des conditions précaires. Ainsi la mortalité des enfants âgés de moins de cinq ans a-t-elle crû de façon vertigineuse, atteignant 375 %. Entre 50 % et 60 % des enfants, dans l'ensemble du pays, souffrent de malnutrition.

En Ouganda, où la saison des pluies a été bonne dans la majeure partie du pays, la malnutrition s'explique, comme en Afrique australe, davantage par les troubles intérieurs que par les caprices du climat.

Pression démographique et fardeau de la dette

DANS les neuf pays du Sahel, regroupés au sein du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) (3), la production céréalière a été de 10 % inférieure à celle de 1986, année de bonnes récoltes. Les pluies ont été irrégulières et mal réparties, et des poches de sécheresse côtoient des zones de surplus. Un exemple : le Mali a enregistré 120 000 tonnes d'excédent (sorgho et mil), qu'il a été difficile d'écouler dans les zones avoisinantes et les pays limitrophes, tant les conditions de transport et de stockage sont mauvaises, et les capacités financières incertaines.

Le problème des surplus localisés et des poches de disette est de plus en plus aigu en Afrique subsaharienne, aggravé par la balkanisation et les difficultés de transport. L'aide extérieure devra, à l'avenir, intervenir massivement, au moins autant pour réaliser des opérations « triangulaires », que pour acheminer des céréales, parfois inadaptées à la consommation locale, ou destructrices d'équilibres anciens. Ainsi, le Sénégal importe aujourd'hui 400 000 tonnes de riz de Thaïlande et 100 000 tonnes de blé, même lorsque - c'est le cas cette année - la récolte locale de céréales n'a pas été mauvaise et que des surplus existent sur place ou dans les pays voisins.

Dans le Sahel, les mauvaises récoltes ont surtout affecté le Niger et le Tchad (moins 20 % par rapport à 1986), certaines parties du Mali et du Burkina Faso, alors que la production alimentaire a augmenté au Sénégal, en Mauritanie, en Guinée-Bissau, en Gambie et même au Cap-Vert. Il n'en demeure pas moins que des déficits structurels persistent et que, globalement, pour les pays du Sahel, une aide alimentaire de 760 000 tonnes restera nécessaire avant le prochain hivernage (juillet-septembre).

Cette situation s'explique bien entendu par un faisceau de facteurs qui ne sont pas tous, loin de là, d'ordre climatique. La pression démographique, sur tout le continent, ne cesse de s'accroître puisque la population y aug-

L'EST DU SOUDAN FRAPPÉ PAR LA SÉCHÉRESSE
Dégradation écologique et désertification.



mente globalement de quelque 3 % par an, soit bien davantage que la production alimentaire. En outre, le rythme de l'urbanisation sur ce continent est le plus élevé du monde (6 à 7 % par an) : dans vingt ans, la moitié de la population africaine vivra dans les villes.

La dégradation écologique et la désertification qui l'accompagne vont de pair avec cette évolution. Le Sahara continue sa progression, pratiquement sans entraves. Pour un arbre planté en Afrique, trente sont coupés et arrachés, et cela malgré les énormes réserves d'eau qui existent sur le continent.

Dernier point, et qui n'est pas le moindre : l'Afrique est aujourd'hui frappée de plein fouet par ce que l'UNICEF appelle la « famine financière », et que l'on peut résumer en quelques chiffres. Entre 1980 et 1985, le flux total net de ressources versé à l'Afrique subsaharienne a baissé de 5 % en termes réels. En 1986, le continent noir a reçu 18 milliards de dollars de la communauté mondiale, sous forme de dons et de prêts (dont 2 milliards seulement de crédits bancaires, en chute libre). La même année, la baisse des matières premières exportées et les remboursements de la dette ont coûté 34 milliards de dollars (4). En d'autres termes, le continent a reversé 16 milliards de dollars de plus que ce qu'il a reçu de la communauté mondiale. Le premier bénéficiaire de cette stupéfiante évolution n'est autre que... le Fonds monétaire international lui-même, à qui, entre 1986 et février 1987, l'Afrique a versé trois fois et demie le montant de ce qu'elle en a reçu.

Conscient de cette aberration et de cette absurdité économique : prêter à l'Afrique pour qu'elle puisse rembourser, le directeur du FMI, M. Michel Camdessus, a obtenu à l'arraché, dans les derniers jours de 1987, le triplement de la « facilité d'ajustement structurel » du Fonds : 8,4 milliards de dollars seront

affectés, sous forme de prêts à des conditions très douces, aux soixante-deux pays les plus déshérités de la planète, dont la très grande majorité est africaine. Quoique le principe en ait été acquis en juin lors du sommet de Venise réunissant les dirigeants des sept pays les plus industrialisés, les États-Unis ont refusé de participer à ce nouvel instrument financier. Le Japon en est, de loin, le premier contributeur, suivi par la Grande-Bretagne puis par la France.

Malgré cette bonnie de sauvetage, l'année 1988 commence mal pour le continent noir, plus que jamais écartelé entre les convoitises politico-économiques des États les plus puissants du monde. Les Africains en sont bien conscients. Comme l'écrit l'ancien chef de l'État nigérian, M. Olusegun Obasanjo : « L'Afrique est aujourd'hui le continent le plus démuné du monde. Mais après vingt-cinq ans d'indépendance, d'erreurs de planification, d'applications déficientes et de mauvaise gestion, auxquelles le monde s'est contenté d'assister, peu compatissant, les Africains doivent tirer les leçons des erreurs commises pour pouvoir éliminer la faim du continent d'ici à l'an 2000. Je crois qu'il s'agit là d'un objectif réalisable (...). J'ose espérer que le monde extérieur, motivé par la raison et ses propres intérêts, saura aider l'Afrique à s'aider elle-même (5). »

- (1) Voir le Monde diplomatique, décembre 1987.
- (2) Cf. Afrique australe, une « sphère de conflits », le Monde diplomatique, février 1988.
- (3) Regroupant les pays suivants : Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad.
- (4) L'Afrique du Nord et l'Égypte sont comprises dans ces derniers chiffres.
- (5) Forum du développement, novembre-décembre 1987, Nations unies, New-York.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

Courrier des lecteurs.

PAGE 3 :

Qui a peur de la démocratisation en Union soviétique ? par Marc Ferro.

PAGES 4 à 6 :

DES NAZIS PARLENT, une enquête d'Alexandre Szombati. — La « polémique des historiens » onest-allemands, par Jean-Michel Palmier.

PAGE 7 :

Mars 1938, Hitler à Vienne, par Georges Scherer.

PAGES 8 et 9 :

ARMEMENTS : L'industrie française à l'ombre de l'État, par Jean-Dominique Merchet. — Sur les marchés étrangers : bénéfices illusoires et calculs politiques, par Jean-Paul Elbert. — Le grand bazar aux canons dans le tiers-monde, par Alain Gresh.

PAGE 10 :

Réalisme et éthique en diplomatie, suite de l'article de Claude Julien.

PAGE 11 :

Quart-monde : Des citoyens exclus de la démocratie, par Alwin de Vos van Steenwijk.

PAGE 12 :

Les échecs du président Alan García au Pérou, par Jean-Pierre Boria.

PAGES 13 à 16 :

Le Japon et l'Asie (supplément).

PAGES 17 à 19 :

PALESTINIENS, LA PLUS LONGUE DES RÉVOLTES : La dérive israélienne, suite de l'article d'Amnon Kapelook. — Choses vues en Cisjordanie et à Gaza, par Soula Dayan, Paul Kessler et Jacques Parifé. — Les comités populaires palestiniens, par Amnon Kapelook. — Point de vue : La responsabilité de l'Occident, par Thierry Hentsch. — L'autonomie selon les accords de Camp David, par Alain Gresh.

PAGES 20 et 21 :

COMMENT SAUVER L'AUDIOVISUEL FRANÇAIS, par Michel David. — Cinéma, une logique de mort, par Christian Zimmer.

PAGE 22 :

La littérature ivoirienne dans les effluves du « miracle économique », par Bernard Gensane.

PAGES 23 à 26 :

LE SUCRE SOUS L'EMPIRE DES GRANDS : Les marchés dans la tourmente, par Philippe Chalmès. — L'« esprit de Lomé » et l'héritage colonial, par Charles Condaminas. — Bio-éthanol, l'énigme européenne, par Anne-Sophie Boingollais. — Les « éléphants blancs » d'Afrique, par Soraya Mellali. — Les ravages de la crise aux Philippines, par Joël Picart. — Le pari brésilien, par Michel Franco. — Edulcorants et nouvelles filières, par Henri Villain.

PAGE 27 :

Dans les revues...

PAGES 28 et 29 :

De l'usage du mot « nation » par les historiens, et réciproquement, par Steven Englund.

PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS : « Pour l'Afrique », d'Edgard Pisani, par Yves Florenne. — « La Trilogie », de Waltraud Anna Mitgutsch, par Jean-Michel Palmier. — « Anthills of the Savannah », de Chinua Achebe, par Gerald Moore.

Le Monde diplomatique du mois de février 1988 a été tiré à 152 000 exemplaires.

Mars 1988